

PROSPER

Pour la maîtrise de leurs usages par les usagers

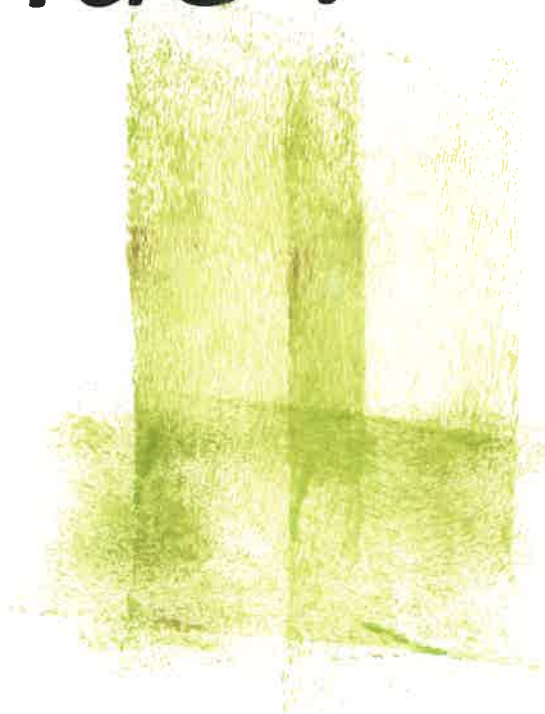
27

La gratuité des soins, de la scolarité, des transports..., oui !
Mais... c'est couvert (payé) comment ?
Par les impôts... couverts (financés) par les profits monétaires.
A quel prix social ? Ecologique ? Ethique...?

La désargence, c'est

*la gratuité
toute nue !*

*Festival de la gratuité
Démocratie représentative ou participative ?
Esquisse d'une gestion post-monnaire (2)
De l'achat au libre accès (2)
Le proprio et son locataire*



Festival de la gratuité ^α

*L'invitation nous a surpris. D'autant plus que le courriel de l'envoi utilisait le vocable de désargence, inventé par **PROSPER**. Nous pas prévenus !*

*Renseignements pris, il s'agit bien de **la faire**. Alors bravo. Nous pas jaloux !*

*Dans sa présentation de la désargence, **PROSPER** n'a jamais fait référence à la gratuité autrement que pour mettre en garde contre un abus de langage, car la gratuité avec laquelle on nous appâte apporte une garantie supplémentaire au tout-payant.*

*Dans le cadre **économique** actuel, la gratuité des transports, des soins, du revenu universel, ça se finance en amont par des profits monétaires.*

De ces profits il faut donc redoubler d'en faire. Et donc ne pas trop s'inquiéter de leurs conséquences sociales et environnementale. ^{□□} Cercle pervers !

*Par ailleurs, dans le cadre actuel des **valeurs**, ce qui nous est « donné » à faire et consommer (à travers l'obligation salariale) se justifie par des raisons liées à l'argent. Ce qui est beau, bien, il faut toujours quelque part le payer, et son prix (et ses profits) en garantit la valeur. C'est vrai pour le design comme pour les mesures sociales les plus courageuses. Sans parler du « gratuit » pratiqué par certaines marques pour étouffer les concurrents.*

La désargence, c'est le non-payant intégral, aussi bien pour avoir accès aux ressources et les transformer que pour avoir accès au fruit du travail.

La désargence, en bref, c'est la gratuité. Toute nue !

A condition de le préciser, il n'y a donc pas de meilleur « vocable d'appel » que celui de gratuité.

C'était déjà le cas avec l'âge de l'« accès », dont Jérémie Rifkin a fait la promotion dans le cadre du « payant » (de « l'échange » contre argent).

Nous ne nous sommes pas gênés de le récupérer en marquant bien la différence. ^{□□□}

Alors... vive la gratuité.

^α Septembre 2017, en Ardèche.

^{□□} Voir la deuxième partie de l'article de Billy et Sanders : **De l'achat à l'accès libre** (v. p. 16)).

^{□□□} Pour bien manifester cette différence, nous avons modifié le titre initial (*De l'achat à l'accès*) de l'article cité ci-dessus par l'ajout de « libre ». A la seule lecture du titre, quelques lecteurs zappeurs avaient en effet identifié notre démarche à celle de Rifkin ! Désargence = accès (libre ou gratuit, sans échange contre argent).

La démocratie...?

Représentative ou participative ?

Article repris de celui publié en avril 2017 dans le numéro 1 du journal L'Ingouvernable



En temps électoral, les débats et discussions sur la politique, se concentrent le plus souvent sur les candidats, et sur celui qu'il faudrait choisir. Cette perspective est dans un sens parfaitement logique dans un système qui définit la démocratie comme la possibilité pour les citoyens de choisir, d'élire, leurs représentants qui les gouverneront pendant la durée du mandat qui leur a été accordé. Cette *démocratie représentative*, c'est le nom de cette forme de démocratie, beaucoup la considèrent comme LA démocratie, bien confortés et influencés par les discours relayés dans les médias.

En parallèle existe et s'amplifie une réflexion critique vis-à-vis de cette forme de démocratie. Elle considère que la délégation de pouvoir de la part du citoyen à ses représentants élus revient à un abandon de citoyenneté (voire de dignité) au profit d'une classe dirigeante qui poursuit des intérêts douteux (les siens en tant qu'élite politicienne, voire ceux de groupes de pressions appelés communément lobbies).

La *démocratie participative* vient donc se poser comme une autre forme possible, dont les applications vont de la simple consultation des citoyens à l'autogestion.

C'est notamment dans cette dynamique qu'apparaissent des idées de démocratie directe, ou la VI^e République que Jean-Luc Mélenchon, entend faire accoucher d'une Constituante citoyenne.

Mais participative ou représentative, est-ce bien là l'essentiel de la question ? Et si la démocratie cessait un instant d'être considérée comme un système politique, une forme de gouvernement, avec ses institutions et ses modes de prise de décisions, mais plutôt comme un ensemble de principes (éthiques, théoriques et pratiques) ? Les formes de la démocratie (vote, démocratie directe, mandat impératif, tirage au sort) peuvent être vues comme une simple enveloppe qui ne préfigure en rien du contenu démocratique et de sa richesse. Des citoyens prenant part tous ensemble aux décisions politiques pourraient parfaitement prendre des mesures aussi graves et irresponsables que celles de nos gouvernants actuels si leurs manières de penser les choses étaient fallacieuses. L'effort n'est-il pas à porter sur la manière dont nous posons les questions de société dans l'espace public ?

Poser la question ne doit pas être entendu dans le sens restrictif de la formulation, de la syntaxe, de la rhétorique.

Poser la question se rapporte ici à la manière dont nous permettons de sortir des réflexions préconçues, des vérités assénées dans l'espace politique et médiatique, mais aussi dans nos cercles plus minoritaires ou alternatifs (quand il s'agit d'affirmer qu'on détient la vérité, et d'adhérer à celle de ceux auxquels on croit sans la questionner, personne n'est en reste).

Au-delà de l'opposition entre démocratie représentative et démocratie participative, « la démocratie » doit être questionnée et repensée quant à sa capacité à permettre une réflexion dégagée des groupes d'intérêts.

La démocratie devient alors en premier lieu la capacité à nous interroger collectivement sur les questions de société dans une démarche de recherche perpétuelle et de déconstruction. Ce principe démocratique implique de prendre le temps de la mise en relief des questions publiques en interrogeant la manière dont elles émergent dans un certain environnement social, dans une histoire politique, sociale, intellectuelle, dont elles interagissent avec cet environnement, dont elles seraient transformées et transformeraient leur environnement (et donc nous-mêmes) si leur résolution prenait telle ou telle direction.

C'est donc d'un changement philosophique (épistémologique) autant qu'institutionnel qu'il s'agit.

Si, quand vous revendiquez la démocratie participative, directe ou réelle, vous postulez l'omnicompétence des citoyens sans questionner l'absolutisme et l'essentialisme de nos modes de pensée, vous vous condamnez à reproduire (dans un élan populaire magistral !) des constructions intellectuelles manipulées, manipulatrices et despotiques, car jamais conscientisées.

**Un système politique et économique
condamné par son principe même**

Pour éviter les écueils de cette démocratie d'opinions, la mise en œuvre de dispositifs permettant l'implication et la pleine participation de chacun à la réflexion et à la décision quant à ce que nous voulons faire de notre société doit donc s'accompagner de dispositifs favorisant une « reconstruction permanente du public ».

C'est ainsi que le philosophe John Dewey (1859-1952, v. encadré p.39) nommait cette démarche visant à forger chez nous tous une réflexion politique de recherche permanente, interrogeant les vérités pour élaborer à leur place des hypothèses à tester. Une réflexion qu'il qualifiait d'expérimentale (ou expérientielle) et finalement d'éminemment créative.

Si cette démarche doit être affirmée, il convient de comprendre ce qui, aujourd'hui, empêche de la mettre en œuvre. Pour rester bref, concentrons-nous sur deux grands pourvoyeurs actuels d'idées préconçues et despotiques.

La classe politique en est assurément un. Logique, son but premier est de se faire élire, de récolter des voix, pas de permettre la réflexion sur des questions politiques, ni même de la mener d'ailleurs. De plus, son existence dépend de celle du système en place dont elle est une élite. Puisqu'elle veut s'y maintenir, difficile pour elle d'inviter à le questionner en profondeur.

Les grands médias, fabricants de prêt-à-penser par excellence, regorgent d'un personnel élevé au même biberon que celui de la classe politique. Mêmes familles privilégiées en majorité, mêmes grandes écoles, même croyance dans le même système qui fait d'eux aussi

une élite. La pluralité et la richesse des réflexions qui y sont présentées ne peuvent donc être que relatives, maintenues dans les limites du « raisonnable ». De plus, l'objectif de l'entreprise de presse étant de vendre du papier, encore plus dans le difficile contexte économique actuel, les pensées développées doivent être déjà admises et suffisamment consensuelles pour être vendeuses. Dans tous les cas, les grands groupes économiques propriétaires des grands médias ne les ont pas acquis pour qu'y soient publiées des réflexions allant questionner le système actuel dont ils sont les grands bénéficiaires.

Cela nous amène à un autre point : l'argent. Comment déconstruire, mettre en relief, tester librement, objectivement, si ces différentes opérations sont d'avance contraintes par un enjeu supérieur, celui d'échanger avec de l'argent et d'en créer sous forme de dette ?

Si le but du jeu est déjà défini à l'avance, comment peut-on penser qu'on peut en fixer les règles et les perspectives à bâtir ? Comment peut-on penser, questionner, et décider de la manière dont on veut vivre en société quand un objectif « extérieur » corrompt toute réflexion ? L'économie marchande contraint et finalement empêche la démocratie.

L'économie de marché oblige à la rentabilité. Pas seulement la finance, comme il est trop simple de le dire et qui laisse entendre que le reste de l'économie n'est pas tourné vers la rentabilité à tout prix.

L'économie de marché, par construction, ne peut pas ne pas être rentable. Elle peut être plus ou moins redistributive, plus ou moins sociale, plus ou moins écologique, mais l'obligation d'opérer des profits n'y est pas négociable et à ce titre passera toujours, *in fine*, devant tout ses autres aspects, et à toutes les échelles de son application.

L'individu peut faire beaucoup de choses, mais il est (encore et pour la grande majorité) sommé de dédier un temps important de son existence à des activités rémunératrices. L'entreprise, même coopérative, devra, si elle veut perdurer, faire des choix qui lui assureront de dégager des bénéfices. L'État, même participatif ou autogéré, s'il veut participer à l'économie mondiale, ne pourra prendre de décisions le menant à la banqueroute et devra donc viser la croissance.

Si l'on retirait les questions purement économiques voire même financières des débats politiques actuels, et si l'on retirait des autres la contrainte financière qui vient finalement constituer le point de désaccord majeur et de concentration des désaccords, on réaliserait que, tout en affirmant que le politique est partout, la sphère des affaires publiques est bien plus restreinte que ce qu'il paraît. On pourrait donc à la fois creuser plus profondément et plus longuement les questions à traiter, se concentrer sur les dispositifs pour les traiter, apporter aux débats des questions qui en sont aujourd'hui absentes, et débattre de manière bien plus sereine et pacifiée quand la survie (dans la compétition économique généralisée) n'est pas en jeu.

Alors en fin de compte, plutôt que de se demander qui doit gouverner, la grande question de la démocratie ne serait-elle pas : comment s'extraire des discours et intérêts politiques, médiatiques et marchands qui étouffent la démocratie comme questionnement, comme recherche perpétuelle collective ? Et par extension : quelle société voulons-nous bâtir sans classe politique pour confisquer notre pouvoir de citoyens et sans marché pour gouverner nos activités et bâillonner nos perspectives collectives ? Là pourrait être le début d'une expérience démocratique libérée et créative.

Alex Billy

De l'eau à mon moulin désargentiste...

Jean-François Anpeltgendre

Un documentaire réalisé par Sophie Le Gall, avec la participation de France Télévision, a été diffusé le 17.05.2010 sur FR 3. La vidéo réapparaît ces jours-ci sur la toile, preuve de l'intérêt qu'il suscite depuis sept ans.*

Le reportage, intitulé *"Du poison dans l'eau du robinet !!!"* est bien fait, quoiqu'alarmiste et sans solution. Il nous permet au moins de constater que depuis 2010 on sait que l'eau du robinet est loin d'être d'une qualité irréprochable et que depuis, rien n'a changé. Et pour cause !

L'eau dite potable, qu'elle sorte du robinet ou nous soit livrée en bouteille, est caractéristique de notre économie marchande, qui, prise dans des conflits d'intérêts sans fin, n'a aucune réponse à donner, pas plus que les pouvoirs publics d'ailleurs.

Le conflit d'intérêt qui se joue entre les producteurs de l'eau du robinet et ceux qui nous vendent l'eau dite minérale est évident. En Grèce, où une grande consommation d'eau est indispensable dès que les chaleurs arrivent, chacun se promène avec sa bouteille en plastique d'un demi-litre à 0,5€, même quand on est au seuil, voir en-dessous de la pauvreté. Les bords de routes sont jonchés de ces emballages qui mettront des dizaines d'années à se dégrader. Mais les marchands ont bien expliqué que l'eau potable du robinet, était certes 70 fois moins chère, mais très douteuse !

Or, il y a de nombreux contrôles de l'eau du robinet, très peu sur l'eau en bouteille. Des prélèvements faits sous contrôle d'un huissier et analysés par des laboratoires qui n'étaient pas informés de la provenance de l'eau minérale l'ont à plusieurs reprises déclarée "non potable" ! Donc, tant qu'il y aura des profits financiers à réaliser, des intérêts privés à défendre, et tant que

l'eau sera considérée comme une simple marchandise susceptible de plus-value, nous ne serons jamais sûrs de ne pas être empoisonnés "à l'insu de notre plein gré". Nous ne pourrions pas savoir si les propos de tel ou tel scientifique relèvent du lobbying, de l'idéologie, de l'intoxication ou de la vérité. D'ailleurs le reportage signale qu'un expert, un peu trop alarmiste à la télévision, a été sommé par Bernard Kouchner, alors ministre de la santé, de revenir sur le plateau dès le lendemain pour rectifier le tir ! Entre la santé et le fric, il faut choisir !

Il y a en outre, deux pollutions concernant l'eau : la pollution naturelle et la pollution humaine. Pour avoir effectué un forage de 80 mètres, en Cévennes, dans un lieu éloigné de toute activité humaine, je sais que l'eau à la sortie peut recéler un taux d'antimoine, d'arsenic et autres métaux lourds, 70 fois plus important que les normes européennes. Imaginons que mon forage soit destiné à une vente commerciale et que j'aie investi d'énormes sommes d'argent pour monter mon entreprise. Ne serais-je pas tenté de tricher sur les analyses, de mettre en avant des propriétés chimiques favorables à la santé ? Imaginons que je sois gestionnaire d'une source naturelle qui ait été mise en activité commerciale à une époque où la science n'était pas en mesure d'évaluer la qualité de l'eau comme aujourd'hui. C'est le cas de Salvetat (1848), Vittel (1854), Evian (1826) Volvic (1938), Quézac (1859)... Pourrait-on fermer la source d'Evian et licencier ses employés si on y découvrirait soudain une pollution quelconque ?

Quant à la pollution humaine, elle est si diverse que les principaux groupes traitants (Suez, Générale des eaux, Saur...) travailleraient à perte s'ils devaient produire une eau parfaite, ou la vendraient à des prix prohibitifs. Parmi les métaux lourds, la radioactivité, la chimie

*<https://www.youtube.com/watch?v=3A7NuGyzOOM>

agricole, les médicaments, les rejets industriels, certains éléments sont encore impossibles à traiter à grande échelle ou à un prix hors de proportion avec l'usage de l'eau. Les solutions sont donc extrêmement limitées, quel que soit la probité des producteurs et des pouvoirs publics.

On pourrait séparer le réseau de l'eau en deux secteurs, un secteur potable dont le prix serait encadré par l'État et un secteur non potable pour les usages domestiques, le lavage de la voiture ou l'arrosage du jardin. Mais envisager le doublement de la totalité du réseau d'adduction relève de la fantaisie la plus totale.

On pourrait, comme l'exigent les écologistes et les défenseurs de la santé, imposer à la fois des normes sérieuses et globales, des contrôles afférents à chacune des pollutions possibles, des contrôles de l'application des normes et de l'exactitude des analyses... Mais quand l'eau d'une grande ville sera déclarée non potable, quelle réponse les pouvoirs publics pourraient apporter en attendant un retour à la norme ? La fourniture d'une eau minérale sûre ? Et devra-t-on interdire l'arrosage des plantes alimentaires en même temps que la consommation humaine ? (Une salade arrosée avec de l'eau chargée d'arsenic ou de radium devient elle-même impropre à la consommation).

Dans l'État actuel de la législation, il n'y a pas de solution globale et suffisante au problème de l'eau. Les intérêts financiers en jeu sont considérables et antinomiques entre divers secteurs.

Le céréalier pollue les nappes phréatiques parce qu'il a été poussé à investir dans ce sens par le lobby de la chimie. Financièrement, il est compliqué de lutter contre des puissances telles que Monsanto, compliqué de demander à tous les céréaliers de cultiver en bio du jour au lendemain. Les producteurs d'eaux minérales ont intérêt à créer une défiance du consommateur vis-à-vis de l'eau du robinet. Les grands groupes gestionnaires de l'eau ont intérêt à prouver la non nocivité de leur eau, tout en luttant contre les régies municipales qui elles, se plaignent du monopole abusif de ces groupes, etc.

Tout cela revient donc à un conflit d'intérêt entre la santé et le profit.

Si l'on met en avant la santé publique, nombre de producteurs d'eau vont perdre de juteux profits. Si l'on met en avant le profit, ou, pour être mieux compris, le chômage, la compétition internationale, la pression des marchés, on accepte alors l'augmentation des cancers par excès de radium, d'Alzheimer par excès d'aluminium, de troubles hormonaux par excès de perturbateurs endocriniens...

Ce genre de conflit est insoluble, sauf à supprimer ce qui le produit, l'argent, avec la guerre économique qu'il génère.

Dans une société sans argent, donc sans profit monétaires à réaliser, plus rien n'empêche de choisir rationnellement entre des impératifs de santé et la nécessité de l'accès à la quantité suffisante d'eau.

Une "désargence", ne supprimera pas la pollution naturelle, et toute activité humaine tend à générer une pollution. Mais au moins, elle sera plus limitée et contrôlée. On ne voit vraiment pas quel intérêt un céréalier aurait à polluer ses champs et à produire un blé contaminé s'il n'a plus le souci d'équilibrer un budget mais seulement celui de faire ce qu'il sait faire dans les meilleures conditions pour le bien commun. Dans une société sans argent, on peut enfin penser une démocratie, c'est-à-dire la possibilité pour une population de choisir sa propre gestion de l'eau, ce qui est loin d'être le cas dans l'imbroglio politico-économique dont fait état la question de l'eau dans nos sociétés dites civilisées !

Entre la santé publique et les profits financiers, il faut choisir. Tant que nous serons dans une société marchande, les deux tensions, sanitaire et économique, seront en prise à un conflit d'intérêt irréconciliable. Il n'y a pas de réponse possible, le capitalisme n'est pas soluble dans l'eau, les reportages, aussi bien faits soient-ils, ne servent à rien... s'ils ne sont pas reliés à la question monétaire !

□□□

Abelsohn et Sanders

Esquisse d'une gestion post-monétaire (II)

L'exercice mental de l'abolition de l'argent s'applique à anticiper les conséquences pratiques de l'abolition de l'argent. Il n'a rien à faire des « leçons sur l'homme », définitives et tristes, que l'anthropologie des boutiques, des salons et des instituts de recherche tire des conditions dans lesquelles nos expériences sont aujourd'hui confinées. S'il n'y a plus d'achat, plus d'échange, plus de carottes ni de bâton, qu'est-ce qui reste, qu'est-ce qui sort ?

Un parlement en actes, ouvert à tous

Dans un sociotope sans argent, la manipulation de la démocratie (réduite à un homme une voix) par l'oligarchie ne joue plus. Pourquoi les ci-devant salariés, désormais libres de s'investir dans les activités de leur choix, devraient-ils faire appel à des représentants « démocratiquement élus » pour faire ce qu'ils sont en capacité de décider et de faire eux-mêmes là où ils s'engagent ? Pourquoi délégueraient-ils leur capacité d'initiative ? Qu'ont-ils à faire d'une démocratie comme celle qui est aujourd'hui censée devoir s'imposer à toutes les nations, une démocratie qui répartit l'espace démocratique national dans des circonscriptions conçues pour manifester des *opinions*, désirs et ras-le-bol, dans un isolement, un jour d'exception, sur des sujets sélectionnés à cette fin ?

L'abolition de l'argent fait droit à une définition concrète de « la démocratie » : la maîtrise continue de leurs usages par les usagers, leur maîtrise de l'ensemble des contraintes auxquelles ils sont affrontés, la maîtrise des moyens et du moment d'intervenir. Elle unifie dans un même champ les usages de la vie quotidienne et les institutions. Dans un sociotope amonétaire, si un projet, une entreprise, est stoppée, c'est uniquement pour des raisons qui tiennent à leur conception et

leur exécution mêmes, et non pour des facteurs étrangers à ce qui se fait, à ce qui s'expérimente ici et maintenant. La maîtrise de leurs usages par les usagers se fait « directe » dans un sens imprévu par ceux qui n'ont que ce mot à la bouche : elle n'est plus soumise à l'*échange* des deux équivalents universels que sont l'argent et le vote, le premier s'appliquant à n'importe quelle chose, le second à n'importe quelle opinion.

Les illusions que le vocable de démocratie protège et entretient sont de plus en plus vivement ressenties et s'énoncent de plus en plus clairement. Les électeurs votent avec leurs pieds. Mais comment y parer ? Un documentaire datant de 2014¹, très critique envers le système, envisage le tirage au sort généralisé.

Cette proposition nous donne l'occasion de mieux comprendre ce qui fait la différence entre la démocratie argentique, où les souris élisent des chats, et la démocratie amonétaire, si tant est que « démocratie » convienne encore.

¹ Courilleau et Zahn : *J'ai pas voté (2014)*

<https://www.youtube.com/watch?v=uzcN-0Bq1cw>.

tirage au sort et désargence

L'expérience du tirage au sort, antique ou récente, a largement démontré l'existence, chez les citoyens lambda, de capacités qui ne demandent qu'à se manifester pour peu qu'on leur en donne l'occasion. Elle semble donc en accord avec un sociotope sans argent, où les initiatives et le suivi des opérations ne sont plus déterminés par les profits monétaires et la position sociale des acteurs. Elle n'en est pas moins marquée par les institutions politiques passées et encore actuelles. Elle en reconduit les principaux caractères.

Deux cas se présentent : tirer au sort ceux qui devront débattre de *tous* les sujets traités au cours d'une session parlementaire, et tirer au sort *celui ou ceux* qui seront chargés d'appliquer une « mesure » (mandat impératif). Que ce soit après tirage au sort des futurs députés ou avant de décider du contenu du mandat, on ne précise jamais que *les décisions seront prises en fonction du nombre de voix qui se seront portées sur leur objet*. Or le nombre de votants favorables à son adoption ne saurait prouver qu'elle est juste. Le fait même de devoir la voter montre qu'elle est douteuse et dans le même mouvement interdit d'en douter jusqu'au prochain vote. Passons sur les magouilles, ennoblies sous le nom de compromis, qui accompagnent ces votations.

Dans sa conception actuelle, le tirage au sort est pétri d'une notion juridique, juridiciée, du pouvoir. Il colle, encore et toujours, au paradigme des décisions plus importantes que les autres, prises dans des lieux dédiés au respect populaire, comme des lieux de culte, par des usagers respectabilisés par le hasard. Il exclut ou contribue à tenir hors du champ considéré comme « politique » les engagements qui sont pris au jour le jour dans tous les domaines, portées par des acteurs anonymes et qui sont aussi « politiques » que peuvent être « éducatives » les occasions d'« apprendre » sans qu'aucun éducateur en titre n'intervienne.

Ses partisans se scandalisent du fait que la délégation de pouvoir décidée à la majorité a pour effet de clore le bec au peuple. Mais ce n'est pas parce qu'ils auront été tirés au sort que les nouveaux délégués, délégués *bis*, délégués par hasard mais agissant encore et toujours par délégation, parleront ou agiront plus franchement. Le mandat impératif qu'en principe ils reçoivent, décidé en amont par une entité

supposée « démocratique » (dont l'origine, l'autorité, l'authenticité « démocratique » ne sont, soulignons-le d'un triple trait, jamais précisées), les conduit à unifier, à mettre aux standards du moment, ce que les expériences en cours ont de particulier. Pour cacher les réserves personnelles qu'ils peuvent ment avoir, le risque est grand qu'ils fassent du zèle^a.

Dans un sociotope argentique, les réponses apportées aux problèmes du jour prennent nécessairement en compte l'obligation d'avoir assez d'argent, d'opérer des profits monétaires ou d'avoir des soldes de bilans positifs. Les bonnes réponses, y compris celles apportées par les associations caritatives, se jugent donc à cette aune. Le tirage au sort ne modifiera pas ce gros souci, partagé par tous. N'importe quel « hasardé » devra résoudre les contraintes auquel tout élu, à peine élu, doit faire face. Son « hasard » les rendra encore plus évidentes. Du fait des sommes engagées, il sera toujours aussi difficile de les présenter comme des expériences (« on va voir »).

Dans un sociotope sans argent, l'investissement des usagers ne se justifie plus par l'argent qu'il faut avoir ou gagner. Il ne dépend plus d'aucune contrainte monétaire. Il ne peut plus y avoir d'investissements personnels supérieurs à d'autres, reconnus comme tels parce qu'ils engagent des territoires pratiques plus vastes, justifiés par des constructions idéologiques, politiques, humanistes, éthiques, connectées à l'obligation d'opérer des profits monétaires. Dans un sociotope sans argent chaque activité a donc le même degré de nécessité, à la fois totale et nulle, *parce que c'est elle et que c'est nous*.^{aa}

Quand une recherche nouvelle ou plus approfondie semble nécessaire, quand un problème surgit, il suffit d'en faire l'annonce. Vous avez « une idée » ? Parlez-en ! Seul ou accompagné, vous complétez vos intuitions, vos informations, et, via un ordinateur connecté à la banque de données locales, elle-même

^a V. le comportement des représentants du Peuple pendant la Terreur (Tallien) et des administratifs sous le régime hitlérien (Eichmann).

^{aa} Le rapport que nous avons avec elle s'apparente à celui qui s'instaure dans une relation de caractère éducatif, agricole, ou de bricolage (v. plus bas).

connectée à toutes les autres, couvrant des espaces de plus en plus larges ou des sujets plus précis, vous allez vous exercer à des simulations qui permettent d'anticiper les incidences de votre projet dans le réseau des usages existants, dans lesquels d'autres usagers auront eux-mêmes trouvé l'occasion de s'investir (à titre expérimental, rappelons-le). Tous ceux qui participent à un projet le suivent, sur place ou autrement, à titre d'équipiers aussi nécessaires

les uns que les autres. Leur travail en équipe est facilité par l'abolition du salariat, qui a de tout temps hiérarchisé et cloisonné les activités. Quel que soit le domaine considéré, personne n'aura honte de ne pas savoir et celui qui sait ne perdra rien à le communiquer. Dans un sociotope sans argent, s'il faut recourir au tirage au sort, ce sera au titre de procédé naïf pour régler des cas de surnombre.

Et l'Etat dans tout ça ?

L'objection selon laquelle, dans un régime sans argent comme dans un système argentique, dans l'écologie déterminée par l'abolition de l'argent comme dans celle qu'il irrigue, il faudra « quand même », « malgré tout », trouver des instances supérieures, pour coordonner les actions, éviter les abus, etc., tient sa force du fait que les sociétaires, depuis des millénaires, sont instrumentalisés par des instances étatiques. Or celles-ci ne doivent d'exister qu'en réponse aux défis de toutes sortes introduits, en tout premier lieu, par l'usage de l'argent.

En milieu argentique, l'Etat instrumentalise les usagers à travers les usages et intérêts « nationaux » (lire : « commerciaux ») que la classe politique qui agit au nom de l'Etat, quelle que soit sa couleur, défend en fonction de leurs incidences électorales. Réciproquement, les usagers instrumentalisent l'Etat pour soutenir et reconnaître les usages et intérêts qu'ils considèrent comme relevant de leurs libertés (qu'ils traduisent en « droits de »). Dans cette instrumentalisation réciproque, nous distinguons beaucoup plus facilement aujourd'hui entre celle relative à ce qu'il est convenu d'appeler des problèmes de société et celle qui est directement branchée sur les profits monétaires et leur redistribution sous forme de taxes et d'impôts.

Dans les deux cas, l'usage de l'argent intervient, mais d'une manière très différente. Concernant les problèmes de société, l'Etat « de droit » doit adapter un droit construit en fonction des interdits religieux et à la convenance des avantages matériels des classes les plus favorisées, notamment en matière de propriété ou d'héritage. Parmi les derniers droits conquis, le contrôle des naissances, le

droit d'avorter, la dépénalisation de l'homosexualité, ont rompu avec l'institution religieuse du droit. Depuis toujours des couples se sont formés sur une autre base que celle d'engendrer des successeurs. Leur solidarité économique n'étant pas juridiquement, fiscalement reconnue, la mort de l'un mettait l'autre dans la gêne, sinon à la rue. Les couples non reconnaissables comme tels pour des questions de genre se sont donc récemment retournés contre l'Etat pour qu'il reconnaisse le droit au mariage pour tous et abolisse une inégalité de fait entre les foyers économiques (avantage fiscaux, reversement des retraites, héritage). Ils ont instrumentalisé le gouvernement en tant que « socialiste ». Lequel, en les « écoutant », les a instrumentalisés en faveur de « la gauche » (ou de son instrumentalisation par le Parti Socialiste), d'autant plus volontiers que l'opération n'engageait pas de dépenses supplémentaires.

L'éducation scolaire gratuite et obligatoire, la Sécurité sociale, le droit au travail, l'abaissement du temps de travail, le droit au logement, ont, eux, été conquis sur les avantages des privilégiés économiques, parfois avec leur complicité, quand leur instauration permettait de calmer le jeu et de fournir une main d'œuvre plus performante. Ils sont considérés comme des conquêtes sociales irréversibles. Personne n'oserait les attaquer de front, et à quoi bon ? Elles sont rognées. La réussite scolaire, les diplômes, donnent lieu à un nouveau business. Les déserts médicaux s'étendent. Les modifications du code du travail retranchent peu à peu les garanties que les travailleurs pouvaient y trouver en matière de

sécurité de l'emploi et de conditions de licenciement. La règle devient de chercher plusieurs emplois, et les employeurs ne sont pas comptables du temps passé par leurs salariés dans un autre emploi. La construction de logements neufs par le privé a une rentabilité discutable, étalée dans le long terme. Seule une intervention massive de l'Etat pourrait changer la conjoncture. Mais il est pauvre et son intervention ferait de la peine aux promoteurs immobiliers. Le parc des logements de relogement n'est donc pas renouvelé. Le droit effectif au logement recule de législature en législature.

L'instrumentalisation réciproque de l'Etat et des entreprises se renforce en faveur des entreprises. Le patronat, aujourd'hui, ne se cache plus dans les valises diplomatiques. Il préside, de fait, toutes les négociations. En dernier ressort, il doit en passer par les règles du commerce international. Mais ces règles ? Elles ont été établies à l'avantage des entreprises les plus concurrentielles.

Dans des crises comme celle que connaissent périodiquement les agriculteurs, par exemple, la défense des ressortissants nationaux ne fait guère plus qu'un baroud d'honneur. Jusqu'à la fin des Trente Glorieuses, un certain équilibre s'instaurait entre les deux instrumentalisation. Les taxes et impôts levés sur les profits monétaires opérés par les entreprises étaient suffisamment importants pour résoudre des problèmes tels que la fourniture d'énergie, les transports, l'hygiène. La productivité en était améliorée - les profits aussi, et les rentrées budgétaires de l'Etat. La croyance en la nécessité de l'Etat était encore générale. Le sentiment d'appartenance nationale, construit au cours des siècles, par l'Etat, venait d'être incarné, en France, par De Gaulle, deux fois sauveur de la patrie. La Guerre Froide réservait un avenir où l'intervention de l'armée, symbole de l'Etat par excellence, pouvait être nécessaire. Mais aujourd'hui ?

Mis à part quelques cas qui regonflent la gloire nationale, comme le sport ou les interventions armées à l'étranger (sous couvert de l'ONU), *l'Etat ne peut plus instrumentaliser les électeurs qu'à titre de plaignants permanents*. Il les « comprend » et agite des promesses de retour de la croissance (des profits monétaires) censée faire revenir l'emploi. Le patronat en a tout le premier besoin. Il instrumentalise donc

l'Etat et les chômeurs pour détricoter ce qui l'entrave (cf droit du travail). Comme, « en démocratie », les plaignants n'ont d'autre façon de se faire reconnaître qu'en formant des majorités, ils instrumentalisent la classe politique en ne votant plus, en votant « extrême » ou en faisant de la casse. Mais qu'ils votent ou non, qu'ils manifestent bon enfant ou gravement, ils ne peuvent discuter, dans le cadre organique de l'Etat, qu'avec la classe politique représentative de l'Etat ou ses nourriciers privés.

En abolissant la distinction entre le privé et le public, basée sur la production, par le privé, de profits taxables et imposables, et du côté de l'Etat par la redistribution de ces taxes et impôts sous forme de service public, l'abolition de l'argent change complètement la donne. Dans un sociotope sans argent, les activités que nous reconnaissons comme étant du ressort de l'Etat tombent en quenouille. *La défense du territoire ?* L'entraide a remplacé la concurrence. Les rapports avec la commune voisine ou les autres pays sont des rapports de coopération. *La défense des intérêts du patronat* qui tracte l'économie ? Il n'y a plus de profits monétaires à redistribuer. Aucune banque d'argent ne vient « forcer » un projet pour peu qu'il promette des profits juteux. Il prend forme sans qu'il soit besoin de faire vite, tout de suite, les choses « en grand » pour réaliser des économies et couper l'herbe sous le pied des concurrents. *La défense des intérêts des travailleurs ?* Ils sont désormais en capacité de refuser toute activité abrutissante, nuisible à la santé, humiliante. *Les services publics ?* Les usagers se prennent en main sans passer par des découpages administratifs jaloux de leurs domaines. Adieu les paperasseries préalables et indépendantes les unes des autres produites par des ministères jaloux de leurs compétences et crédits.

Ceux qui s'investissent dans les services offerts par les banques de données feront le travail actuellement confié aux administrations étatiques. Ils assureront les services que nous attendons des différents ministères, des instituts de prévision économique, de la Datar, du Commissariat général à la stratégie et à la prospective. Ils le font sans souci de carrière. Ils épargnent les doublons administratifs. *La justice ?* Combien d'occasions de la « rendre »

sont directement provoquées par les conditions argentiques (fausses déclarations, privations, vols, violence institutionnelle) ? Vous aurez le temps de chercher les personnes et les moyens adaptés pour traiter ce qui relève des troubles du comportement. Les déviants en tous genres, les critiques invétérés, les handicapés, seront remerciés de faire émerger les problèmes laissés en suspens, renouvelés des anciens. *La police* ? La prévention, dont le souci, en parole, fait honneur à tous les gouvernements mais coûte plus cher et peut donc attendre, sera intégré à toutes les actions. *L'assistance*, le « care » ? Disparus en tant que services spécialisés dans la réparation des dégâts et donc objectivement associés à ce qui les provoque.

Dans un sociotope sans argent, rien ne vous empêche de vous investir dans les activités jusqu'à présent préemptées par les chefs d'entreprises ou par le personnel politique qui vise des responsabilités d'Etat. Vous n'avez pas besoin, pour vous engager, de capital préalable, ni en argent, ni en voix. Vos entreprises n'ont plus d'autre objet que leurs « fruits » sociétaux et environnementaux. Vous pourrez vous investir dans l'histoire des représentations, des techniques, de la France et de l'ethnie que vous préférez, des peuples qui l'ont façonnée, de ses symboles, de ses costumes, de ses accents et pluriels sans offenser les lobbys commerciaux, politiques, religieux, pédagogiques, qui, en les instrumentalisant, en tiraient des revenus, des voix, des positions sociales. Vous montrerez comment leur importance s'est construite, et pourquoi ces choses-là peuvent encore « compter », pourquoi pas, en tant qu'usages, intégrés dans des ensembles d'usages en recherche d'équilibre.

Pourquoi les sujets de préoccupation et d'action seraient-ils chapeautés par une instance extérieure ? S'ils sont sérieux, le sérieux, dans un sociotope sans argent, n'appartient plus à personne. Il ne relève plus que d'un seul critère : la capacité de conduire ce qu'on fait *à l'essai*, à titre expérimental, et de pouvoir « par construction » être abandonné au moindre doute. L'informatique est aujourd'hui capable de savoir avant nous ce que nous allons acheter et de prévoir les coups de l'adversaire aux échecs et au jeu de go. Pourquoi ne serait-elle pas capable, d'un simple clic, de nous dire si ce que nous faisons facilite bien le projet ? Et

même de nous les signaler avant même que nous ayons eu des doutes ? Dans le cadre même de ces banques, il ne manquera pas de volontaires pour s'investir dans l'optimisation (expérimentale) des moyens de prévenir ces difficultés et d'en abrégier leurs conséquences. Les indications fournies ne déresponsabiliseront pas leurs usagers. Elles les tiendront en éveil ! Il semble difficile, dans ces conditions, qu'une crise soudaine fasse descendre des protestataires dans la rue. Ils en seront prévenus longtemps à l'avance et présenteront des solutions sans craindre de perdre la face et de provoquer un déchaînement de passions, comme ce serait le cas aujourd'hui si ceux qui reconnaissent la contre-productivité économique et sociale de l'usage de l'argent le disaient.

Dans un sociotope sans argent, expérimental par construction, constitué d'*équipiers*, les décisions se prennent en continu, sans déléguer, sans distinguer entre les décisions officiellement politiques, dans les lieux consacrés, et celles qui se prennent en situation, au quotidien. Aussi étroite qu'ait été pour les usagers la palette des choix possibles, ils s'emploient à résoudre des contraintes dont ils sont à même de constater, sans le truchement de l'argent, la réalité, dans ce qu'elle a de polymorphe, de polysémique, d'incertain, d'inventive. Leur travail, leurs « capacités », s'associent plus intimement que jamais avec celles du « matériau » de référence - agricole, éducatif, architectural, domotique - et de la culture « technique » qui l'accompagne. Les interactions sont objectivées par l'usage des banques de données.

Dans un sociotope sans argent quand un nouveau problème de société surgira il ne sera pas durci, abstrait par une législation construite sur la base d'interdictions qui font le bonheur des dominants depuis qu'ils instrumentalisent Dieu et l'Etat en leur faveur. Sa solution ne mettra pas en cause des intérêts argentiques vitaux ou des problèmes de budget. Il sera traité par ceux qu'il concerne. La méthode proposée par Condorcet peut être utile⁸, mais au final, c'est le suivi de l'expérience qui décide.

⁸ Entre chaque vote on détermine quels critères ont plus particulièrement retenus l'attention.

L'auto-organisation des expériences

Lequel d'entre nous n'a pas expérimenté, dans son jeune âge, qu'il valait mieux « ne pas en parler aux parents », quand il était pris d'enthousiasme ou saisi par une angoisse, que de les voir s'en emparer, parce qu'il fallait alors prendre leur aide en compte et plus ou moins ruser avec elle. C'était encore bien pire lorsque le simple fait de « leur en avoir parlé » avait déterminé un désaveu ou une opposition. Toute coordination assurée *de l'extérieur* tend à instrumentaliser la situation en sa faveur et se fait instrumentaliser en retour. Ce jeu de la main chaude est la meilleure explication qu'on puisse donner, pensons-nous, aux sociétés « bloquées ». C'est sans doute aussi l'explication de la faveur dans laquelle ceux qui tentent de la débloquent tiennent l'« auto-organisation ». Dans un sociotope argentique, la première chose qu'on « voit », ce sont des opérateurs, la façon dont les usagers peuvent commander, influencer sur les opérations. L'idée de s'auto-organiser se présente donc comme la meilleure parade contre les dispositifs hiérarchiques et l'isolement des acteurs tenus au bout de leur corde salariale comme des ballons gonflables. Elle crédite à juste titre les sociétaires de la capacité de se saisir de leur corde. Mais elle ne prend pas en compte que les situations, les opérations dans lesquelles ils interviennent opèrent aussi sur eux. Elle continue de les décrire comme extérieurs à ces opérations.

L'exercice mental de la désargence conduit, ici, à prendre en compte l'auto-organisation même *des usages* dans laquelle les usagers se trouvent toujours-déjà engagés. Des façons de faire, savantes ou naïves, ne cessent d'émerger, de prendre forme, de se déprendre de leurs formes^a. Les usagers font partie intégrante des hasards de cette invention, aussi « naturelle » que la germination, la

fécondation ou la photosynthèse^a. Un tel renversement semble à première vue relever de de considérations de salon et n'a aucune conséquence sur la pratique. Mais à supposer que la page argentique ait été tournée, la représentation que les usagers se feront de leur « pouvoir » sur les choses ne devra plus rien à celui que leur donne l'argent. Ils seront donc davantage sensibles à celui des « choses », à la façon dont elles interagissent et dont « ils » participent à cette interactivité générale.

Les activités dans lesquelles ils s'investiront les « choisiront » tout autant qu'eux-mêmes. L'auto-organisation des usages ne sera plus faussée par la concurrence marchande. L'enquête publique^{aa} n'est plus limitée par une conjoncture dédiée à la croissance des profits monétaires. Elle est enrichie par le travail des banques de données. Que ce soit dans des activités qui ne peuvent aboutir qu'à plusieurs ou dans des activités qui exigent un approfondissement personnel, les usagers apprennent à se reconnaître eux-mêmes et entre eux comme *équipiers* sur qui on peut s'appuyer et avec qui encore *apprendre* - ou « enquêter ». L'investissement des usagers sera comparable à celui qui se produit plus ou moins durablement entre jardiniers de jardins partagés^{aaa}. A ceci près qu'on peut se nourrir des produits de la terre, pas d'une soudure, d'une équation ou d'un ready-made, la métaphore du potager s'appliquera alors à toutes les activités.

^a Philippe Breton, *Les refusants. Comment refuser d'être un exécutif ?* (Découverte 2009). Une situation inhabituelle « invente » un usager inattendu.

^{aa} Terme utilisé par John Dewey (1859-1952).

^{aaa} Dont Joëlle Zask a pointé la montée en puissance, sur fond d'une « démocratie paysanne » spontanée, horizontale, séculaire, qui dérange les clichés. *La démocratie aux champs, du jardin d'Eden aux jardins partagés, comment l'agriculture cultive les valeurs démocratiques* (Les Empêcheurs de penser en rond/ LaDécouverte, 2016).

^a Jacques Monod : « la nature bricole ».

L'institution expérientielle de l'intelligence sociale

En fait, sur quoi une décision porte-t-elle ? Sur une expérience, qu'elle soit d'avance reconnue comme telle ou non. Le moment où elle est officiellement déclarée, son geste symbolique, collectif ou privé, sa durée, ne font jamais que des jalons.

En régime argentique étant donné les sommes engagées, les budgets, les postes, ces jalons font autant de poteaux de clôture. Les enjeux monétaires d'une expérience, l'échelle maximale à laquelle elle est lancée (trop grande pour échouer), le nombre de voix qu'elle a rassemblées, achèvent de convaincre ou d'obliger à croire qu'il faut y croire. Elle s'impose avec l'évidence d'un rouleau compresseur à pilotage automatique.

Dans un sociotope sans argent, les profits monétaires ne choisissent ni ne fouettent plus la recherche. Ils ne risquent plus de réduire le nombre d'hypothèses ni de les invalider pour cause de crédits manquants. Les dépenses déjà faites ne justifient pas de continuer. Inutile de bâtir des cathédrales rivales. Les entreprises ne font plus le désert derrière elles. Que vous réussissiez ou non, vous enrichirez le *terreau expérientiel*, aujourd'hui choisi, appauvri en fonction de l'usage de l'argent, désinfecté, pourrait-on dire, par dérision, de tout autre usage que celui-là. Les appels à la responsabilité que se renvoient ceux qui disposent d'un accès privilégié aux manettes, par délégation de pouvoir mécaniquement, par la hauteur à laquelle ils sont parvenus dans la hiérarchie, sont de pure forme.

L'exercice mental de la désargence nous conduit dans un espace tout différent de celui où nos interlocuteurs seraient trop heureux de pouvoir nous confiner, celui d'un économisme de plus. Il invite à reconsidérer l'ensemble des dichotomies qui permettent, par exemple, d'opposer matériel et intellectuel, individuel et collectif, et d'en inférer une incapacité naturelle des « manuels » et des « individus » à penser au-delà de leurs limites. Avant guerre, déjà, en

peine « montée des extrêmes », Dewey, plus connu en France pour ses conceptions pédagogiques que ses apports à l'épistémologie politique, relevait que « les actes d'accusation, dressés contre l'intelligence des individus, sont en vérité des actes d'accusation d'un ordre social qui ne permet pas à l'individu moyen d'accéder au grand magasin de la richesse accumulée par l'humanité dans la connaissance, les idées et les fins. » L'explication qu'il donne à l'incapacité supposée des usagers de base de réfléchir plus loin que le bout de leur nez n'a rien perdu de sa pertinence : « Le genre d'organisation sociale qui permettrait simplement à l'individu moyen de partager l'intelligence sociale potentiellement disponible n'existe tout simplement pas. Il existe encore moins *un ordre social dont la finalité majeure serait d'établir les conditions permettant à la masse des individus de s'approprier et d'utiliser ce qui est disponible* ».

Le diagnostic de Dewey est toujours valable : « *A l'arrière-plan de l'appropriation par le petit nombre des ressources matérielles de la société, il y a l'appropriation par le petit nombre, au nom de leurs propres fins, des ressources culturelles²² produites [...] grâce à l'oeuvre coopérative de l'humanité.* »

Cette appropriation, malheureusement, doit tout au media argentique. Dewey n'est pas sans le savoir. Mais il n'en prend pas conscience au point de faire, comme nous, l'hypothèse de son abolition. Il a une haute idée de la *démocratie* - « *libérale* », pour la distinguer des démocraties totalitaires en pleine ascension et dans lesquelles, en toute facilité, certains voyaient la preuve de son « échec ». « Il est inutile de parler de l'échec de la démocratie tant que la source de cet

²² Nous soulignons.

²³ L'usage de « culturel » par Dewey déborde ce qui relève de « la culture » au sens restreint qu'il a en français (les choses de l'esprit, l'histoire des idées, hors sol). Il s'agit d'ensembles pratiques.

échec n'a pas été mis au jour.» Il lie cette « mise au jour » au *pas* nécessaire pour forger « le type d'organisation sociale qui encouragera l'extension socialisée de l'intelligence » ...

Sans doute un grand pas a-t-il été accompli après la Guerre 40-45 avec les lois sociales. Mais il avançait encore les talons en avant. Sa générosité ne faisait aucun doute, mais il prenait pied encore et toujours dans l'usage de l'argent et non dans le plein usage de l'intelligence sociale.

Il s'est donc retrouvé emboîté dans l'organisation classique, verticale, de l'Etat, dans une « démocratie » qui nous joue le grand air « de bas en haut » sur deux notes : celle du profit monétaire et celle du vote.

Les comités d'entreprise, fêtés comme l'indice d'une « participation » qui devait en principe avoir des retombées positives sur les conditions de travail et la réduction du chômage, ont d'abord et avant tout participé aux impératifs de rentabilité qui traitent l'emploi comme une variable d'ajustement. La prolongation de la scolarité, le bac pour tous, les diplômes à l'encan, ont sélectionné des capacités monétairement rentables. Les quelques avantages acquis au plan social sont rongés de l'intérieur : n'en bénéficient en premier ceux qui sont les mieux placés dans l'échelle salariale, ou ceux qui sont le moins, pour cacher la misère, dans un « effort » public de charité budgétaire, sous forme de bourses et parachutage dans des institutions de rattrapage.

Le « pas » dont la désargence fait l'hypothèse dit clairement « non » à l'usage de

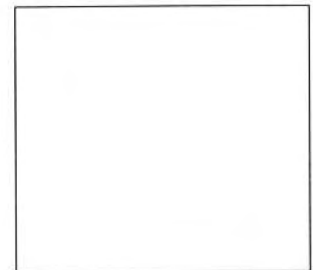
l'argent. Que les conséquences que nous en avons déduites fassent débat, tant mieux. Mais c'est à la hauteur à laquelle nous avons placé la barre que nous demandons qu'elles soient jugées.

Aussi énormes que puissent paraître les changements que nous avons envisagés, ne sont-ils pas encore trop timides par rapport aux possibilités offertes par la désargence ? En imaginant le « pas » franchi, n'y a-t-il pas encore un peu, beaucoup, trop, de l'ancien monde collé à la semelle de nos souliers ?

Souvenez-vous de votre premier vélo. Il était muni de deux petites roues, à l'arrière, pour vous éviter la grosse chute et vous donner confiance. Jusqu'au jour où elles se sont avérées plutôt gênantes qu'utiles...

Vous avez même fini par vous fâcher pour qu'on vous les retire ! Vous étiez grand(e) !

Le jour n'est peut-être pas si lointain où les peuples se fâcheront contre la fausse protection de l'argent et le frein qu'il met à leur émancipation.



Billy et Sanders

De l'achat à l'accès libre (2)

Le don

La multiplication de marchés dits « gratuits » où chacun apporte ce qu'il a produit et prend ce que les autres ont eux-mêmes produit nous servira de charnière entre la gratuité et le don¹¹. Leur expérience nous intéresse à plusieurs titres. 1) Ce qui est offert affiche avec une certaine ostentation qu'il s'agit de productions locales avec des ressources du cru. Les marchés gratuits préfigurent donc ceux d'une économie où l'abolition de l'argent aura relocalisé la production. La valeur d'usage l'emporte sur la valeur marchande. 2) Dans la valeur des produits offerts « entre » l'heureux étonnement produit par le non-usage de l'argent. Ce ne sera plus le cas lorsque l'usage de l'argent aura été aboli. 3) A l'occasion de ces marchés, on note l'afflux *des* pauvres, trop pauvres pour produire quoi que ce soit d'autre que de témoigner du « bien » que ces marchés gratuits leur font.

Ce « bien » est pris en compte par les donateurs. Ils sont heureux de l'avoir fait. Ils ne doivent cependant pas se leurrer sur la reconnaissance des donataires. Ceux-ci, dans l'état d'esprit actuel, formaté par la comparaison, la concurrence, l'échange, reçoivent le « don » comme une preuve d'infériorité de leur part. Ils ne peuvent pas le rendre et ne voient pas comment ils pourraient le faire. Ils se vengent en rapprochant l'opération de celles des fondations au moyen desquelles les milliardaires justifient ou font excuser leurs milliards. En l'état actuel, qu'il s'agisse de payer ou de prendre sans payer, aucune pacification sociale n'est pensable.

Nous avons observé, au début de cet article, que l'abolition de l'argent minait la notion d'échange et que, dans un sociotope sans argent, l'idée de contrepartie, « à valeur égale », consubstantielle de l'échange, ne « fonctionnerait » plus, en tout cas plus d'une manière mécanique. Nous avons employé l'image du métabolisme. Pourquoi ne pas transposer cette observation à la notion de don ? Dans un sociotope sans argent, le fonds socio-économique n'est plus ni la pénurie, ni l'abondance. Le don, tel que nous l'interprétons sous sa forme actuelle, est donc « intégré ». Si jamais une action quelconque apparaît comme un « don », celui-ci indiquera plutôt que « quelque chose ne va pas », et ici faisons bien attention.

Dans cette hypothèse, quelque chose ne va pas non plus dans l'argumentaire « constructif » de la désargence. Celui-ci en effet ne s'appuie pas seulement sur le fait que, dans un sociotope sans argent, l'abondance matérielle « est là ». Il s'appuie aussi sur « l'abondance personnelle »¹² dont témoignent aujourd'hui déjà tant d'actes d'aide ou d'entraide spontanés, l'engagement dans des Associations 1901, la recherche d'« alternatives » en tous genres.

¹¹ Nous avons précisé « libre » après « accès ». A la lecture du seul titre certains ont pu croire en effet que nous emboîtions le pas derrière Rifkin, auquel le corps de l'article se référerait pour distinguer son approche « échangiste » (contre argent) et la nôtre.

¹² *Les incroyables comestibles* ». V. plus loin l'article d'Aupetitgendre sur les « gratifierias ».

¹³ Philippe Derudder : *Les aventuriers de l'abondance* (Ed. Yves Michel).

De là à penser qu'un sociotope sans argent serait celui du « don tous azimuts » - au point qu'il ne sera plus nécessaire d'en parler, ou à titre de « vieille histoire ». Il nous semble au contraire que c'est justement le moment d'en parler, en observant que... *ça ne va jamais*. Même quand tout semble « aller bien », ce « bien-aller » reste douteux (pourvu que ça dure !). Et quand tout va bien, nous nous orientons déjà vers autre chose, qui serait ou ferait encore « mieux ». Nous ne cessons de comparer ce qui se fait là à une situation idéale, dont l'idéalité se nourrit des essais et erreurs de l'expérience en cours. Dès qu'une situation un peu nouvelle se présente, nous cherchons à l'orienter « dans un certain sens », dont l'incertitude même nous motive, mais à laquelle, pour en communiquer l'intérêt, pour la « comprendre » et la faire comprendre, nous sommes portés à attribuer une raison, interne ou externe. Nous la chapeautons de raisons de faire ou d'être dont nous devenons les petits soldats - ou les grands capitaines. Les dangers et bonheurs de ces motifs transcendants sont considérables, sur tous les plans : moral (la justification), social (l'ordre établi), économique ou religieux (le libéralisme comme religion appliquée). Mais leur déclaration néglige un fait bien réel, dont l'expérience mentale de la désargence permet de dégager toute l'importance, à savoir ce que *toute* situation, considérée sous son jour actif (ou inchoatif : « se faisant » et non pas comme « étant »), a d'*expérientiel*. Un fait que l'abolition de l'argent permettra enfin d'assumer.

Précisons.

Dans un sociotope argentique, où tout ce qui se fait ou presque est en rapport avec l'argent, où il en faut pour entreprendre comme pour persévérer, le don fonctionne dans la majorité des cas comme *une instance de compensation*, comme *don de rattrapage* dans un cadre dont les bords sont bien définis, connus, fortement *reconnus*. Il existe néanmoins de nombreux cas où vous allez au-delà de la compensation immédiate. Vous anticipez sur « autre chose ». Personne ne vous a mandaté pour faire ce que vous faites. Les raisons de le faire sont incertaines mais leur incertitude n'empêche rien, au contraire. « *Pour aller où tu ne sais pas, va par où tu ne sais pas* »⁸. On peut l'observer dans de nombreux secteurs de la recherche, et quasiment toujours dans les arts et lettres. Vous vivez cette situation *comme une expérience* rythmée par des succès et des échecs. Vous la bricolez au jour le jour, heure par heure, de « mieux » en « mieux ». Jusqu'au moment où il vaut mieux ne plus y toucher. Sa vie ne vous appartient plus. L'enfant quitte le foyer.

Dans un sociotope sans argent, donner, s'adonner, « le don », perdent leur fonction compensatoire. Tout ce qui relève aujourd'hui du don-donner, où les donateurs ont matériellement ou symboliquement (plus grave encore !) *plus* que les donataires, se distinguent d'eux et les écrasent, malgré eux, par le fait même de le « leur » rendre accessible, est périmé. *Faire* n'est jamais synonyme de pouvoir supérieur, *sur* et sûr. Les investissements personnels ou collectifs participent d'une création continue, matériellement et symboliquement accessible à tous et intégrée à titre d'*expérience* - le premier mot qui vient. Vous serez de moins en moins tenté de justifier ce que vous faites en vous adossant au ciel des valeurs éternelles. Vous « valueriez » en actes comme vous prouvez l'équilibre en dansant. Ce que vous *re-cherchez* (essentialisé en « la » recherche) « vaudra » en tant qu'espace de vie. Tout projet ou opération en cours *feront* « expérience » - ils « expérientieront ».⁹ Cette expérientiation, reconnue comme telle, donnera lieu à une tout autre démocratie, un tout autre *partage* que celui de la démocratisation d'usages auxquels les masses accèdent bien après que les plus riches aient pu se payer ce qu'ils avaient d'avantageux au plan concret et symbolique.

⁸ Maître Eckhart. Idée identique chez Saint-Jean Chrysostome.

⁹ Nous y reviendrons dans le chapitre intitulé « le logiciel expérience ».

Le partage

La notion de partage semble proche de celle d'accès. Nous avons accès à... Nous l'avons donc « en partage » ? Cela semble évident. Mais dans l'hypothèse d'une abolition de l'argent, l'« accès » rejette le partage en tant que calcul et attribution de parts. Il rejette le paradigme du « gâteau », dont sont empreintes la plupart des objections soulevées par l'hypothèse d'abolir l'argent. L'accès est inconditionnel et total. Les marchés « gratuits » dont on admire aujourd'hui l'existence, n'ont plus rien d'exceptionnel ou d'agonistique. Ils ne sont plus initiés par des associations caritatives. Il n'y en a plus d'autre.

A peine cette inconditionnalité totale et générale est-elle envisagée, l'objection « ils vont tout prendre » surgit. Il est facile de répondre en rappelant que c'est précisément l'argent qui permet à 2% de milliardaires de s'approprier 50% des richesses et de gâcher en toute légalité les ressources humaines et matérielles. Donnons plutôt l'exemple du comportement des « clients » actuels des magasins gratuits, qui ne prennent pas plus que ce dont ils ont l'usage et auxquels ils mettent leur honneur à contribuer.⁹ Ces exemples entretiennent toutefois la querelle sans aller au fond : à savoir que toutes les classes sociales construisent aujourd'hui leur identité sur leur droit au résultat global du travail collectif (symbolisé par le gâteau), et que c'est au partage de ce gâteau paradigmatique qu'on doit la lutte des classes et la trahison récurrente de la devise républicaine¹⁰.

On se représente en général ce gâteau comme une somme concrète de produits alimentaires, logements, médicaments, services. Cette représentation néglige que tout ce qui « entre » dans ses ingrédients résulte d'achats et ne doit en sortir que s'il y a un bénéfice monétaire ou monétarisable. Elle oublie que, pour qu'il soit permis d'en prendre, chaque prise, loin de diminuer ces bénéfices, doit les grossir encore et se redistribuer en revenus (inégaux). Elle néglige que la vraie matière du gâteau n'est pas faite d'articles et de services « offerts » mais d'une négociation permanente pour y avoir monétairement accès. Un accès à la mesure de l'argent dont le client dispose et qui explique à quoi s'activent aujourd'hui, d'une manière prioritaire, les gestionnaires en charge du gâteau qui nous est proposé/imposé¹¹.

Dans le cadre monétarien, où la valeur des choses est en rapport avec leur rareté relative (les quantités disponibles), « le partage » s'applique à une somme d'*utilités* (de « besoins ») en quantité limitée (par le gâteau). Il est facile de comprendre pourquoi : ne sont en effet produites, ne doivent normalement être produites, prises en considération, que des choses ou des personnes *utiles*, dont la « valeur » se juge en dernier ressort à la hauteur des bénéfices monétaires ou des économies qu'elles permettent de faire dans l'ordre des dépenses. Le gâteau se décline en *utilités monétaires*. Il connote d'entrée de jeu l'idée de portions, dont l'accès est réglé par le budget dont chacun dispose, en fonction du critère de plus ou moins d'utilité *monétaire* des produits et services, et de leurs attributaires eux-mêmes : du « mérite » qu'ils ont, concret ou immatériel, dans cet ordre. Il est donc inégal par construction. Il connote et entretient le concept de *besoins* qu'il est censé satisfaire mais qu'en fait il *choisit*, et tant

⁹ Le constat a été fait dans *Le Monde diplomatique* de Septembre 2015.

¹⁰ Dont les trois termes « positivent » le rapport au gâteau.

¹¹ Dans une économie auto-réalisatrice qui fait grand cas d'une rareté présentée comme naturelle alors qu'elle est créée par l'obligation d'opérer des profits monétaires, de sélectionner en amont ce qui rapportera le plus et qui réduit l'offre (la « cible ») en conséquence. Au sujet de la rareté, v. *Une gestion post-monétaire*.

mieux si ce choix vous laisse sur votre faim : elle vous apprend à devoir « gagner » davantage, à vous tenir tranquille pour garder votre emploi, à barder vos enfants de diplômes et à occuper vos loisirs en dépenses compensatrices (alcool, sexe, culture).

Dans un sociotope argentique, les produits matériels sont mis sur le même plan que les produits humains (les individus produits par leur origine sociale, leurs diplômes, leur parcours). On en a plus ou moins « besoin » pour produire et consommer des produits et services instrumentalisés en fonction des bénéfices qu'ils permettent de faire. La justice ne peut être juste dans l'absolu mais plus ou moins juste. Elle est travestie en équité¹⁴ : l'utilité de ce qui est plus ou moins utile est objectivé par la hauteur de son prix et ceux qui le sont par la hauteur de leurs revenus. L'utilité (dans l'ordre du « besoin » qui domine tous les autres, celui d'opérer des profits monétaires) fait l'objet d'une mise en concurrence marchande, où la rareté (induite par l'obligation même d'opérer des profits monétaires) est un facteur déterminant de valeur.

C'est seulement quand vous viendra la drôle d'idée d'abolir l'usage de l'argent que vous vous en prendrez conscience. Après quoi vous cesserez de penser « le fruit de l'activité économique » dans les termes où on vous a appris à le penser, avec des entrants matériels et humains réduits à leur service monétaire, en quantité et qualité limitées par le prix auquel il faut les acheter. Vous ne supporterez plus l'inévitable métaphore d'un gâteau dont chaque part a nécessité des dépenses en argent, auquel vous n'avez accès qu'à condition d'avoir l'argent et qui n'est offert à la consommation qu'à condition de « rapporter ». Si la métaphore du gâteau résiste, vous y verrez la résultante d'entrants d'une toute autre espèce que sonnante et trébuchante. Ces entrants seront faits d'inventions, de bricolage, d'essais, de débrouille, d'initiatives, de coups d'épaule spontanés. On n'en parlera plus.

L'expérience mentale de la désargence conduit rapidement à abandonner « le partage » au sens de division (parts) ou d'occupation d'un terrain limité (nous, ensemble). Elle nous a conduits, en ce qui nous concerne, à remplacer d'une manière systématique « partager » par « communiquer ». Communiquer un usage, une connaissance, un goût, une expérience, ne retire rien à celui qui la communique. Il ne les dépense pas sans retour comme X€ payés en échange de N litres d'essence. Il ne les ajoute pas à d'autres connaissances, d'autres usages, goûts et couleurs, comme 1kg + 1kg en font deux. Il leur donne du relief, les remet en question. Il en multiplie les potentialités. Que vont en faire ceux à qui vous les communiquez ? La façon même dont ils les reçoivent leur donne un nouveau relief : pourquoi sont-ils faciles ou difficile à recevoir, de quoi font-ils usage, dans quel environnement d'usages, que leurs interférences modifient sans cesse...

Dans le cadre actuel, déjà, cette mise en relief a des effets heuristiques¹⁵ incalculables. Ils sont toutefois amoindris et trahis du fait que l'acquisition des connaissances est programmée, les recherches aussi, qu'elles sont en rapport avec les moyens financiers de la famille, de la région, de l'Etat, le capital symbolique accumulé par la classe sociale. Vous devez faire attention, avant de communiquer vos façons de faire, vos connaissances, vos goûts, à ne pas fournir un avantage moral ou pratique à ceux à qui vous les communiquez. Vous ne le faites donc qu'avec circonspection. Dans une économie sans argent, communiquer *des expériences* deviendra la base d'une tout autre sociabilité. La capacité d'enrichir l'activité et de ce qui reste toujours en suspens, *douté*, inachevé, conjecturel, dans toutes les activités, passera au premier plan.

¹⁴ John Rawls (1921-2002) *La justice comme équité* (1971).

¹⁵ Relatif à la recherche.

Le commun

Depuis quelques années le « commun » monte en puissance comme un concept de base à partir duquel objecter à l'appropriation des espaces et du patrimoine à des fins marchandes. Pierre Dardot et Christian Laval l'érigent en principe : « *Comme principe, le commun définit une norme d'inappropriabilité. Il impose en effet de refonder toutes les relations sociales à partir de cette norme : l'inappropriable n'est pas ce qu'on l'on ne peut s'approprier, c'est-à-dire ce dont l'appropriation est impossible en fait, mais ce que l'on ne doit pas s'approprier, c'est-à-dire ce qu'il n'est pas permis de s'approprier parce qu'il doit être réservé à l'usage commun...* ».¹

Pour Dardot et Laval : « *Il revient donc à la praxis instituante de déterminer ce qui est inappropriable.* » Ils ont tout les premiers relevé ce que la proposition avait de contradictoire : « *On objectera que ce qui est inappropriable ne peut être l'objet d'une institution et qu'il a seulement à être reconnu comme l'inappropriable qu'il est : vouloir l'instituer, ce serait le faire dépendre de l'acte d'un ou de plusieurs sujets et par là-même se l'approprier* ». A cette objection, les auteurs répondent en deux temps.

1) « *C'est oublier tout d'abord que le sujet collectif est produit par l'acte commun de l'institution au lieu de le précéder.* »

2) « *C'est oublier aussi et surtout qu'il y a une différence essentielle entre deux types d'appropriation : l'appropriation-appartenance, par laquelle quelque chose en vient à être objet de propriété, et l'appropriation-destination, par laquelle quelque chose est rendu propre à une certaine fin - la satisfaction des besoins sociaux.* »

Reprenons.

1) Le sujet collectif est produit par l'« acte commun de l'institution ».

Le sujet collectif ne précède pas cet acte commun de l'institution. Il le suit, et *il ne faut pas l'oublier*. Que le sujet collectif « Français » soit produit par l'institution « La France », le sujet collectif « électeurs » par l'institution des élections, le sujet collectif « mangeurs » par l'institution, naturelle, à la base (et socialement segmentée en manières de se nourrir), le sujet collectif « client », par l'institution de l'argent, totalement artificielle, quant à elle - cela semble évident. Ces « sujets collectifs » se reconnaissent à travers ce que des « institutions »² particulières à destination collective leur commandent de faire. Mais ces institutions, ces dispositifs tels qu'ils sont reconnus et pratiqués, tels qu'ils *pratiquent* leurs usagers comme la langue *parle* ses parleurs, elles ne tombent pas du ciel ? Si ce n'est pas le cas, qu'est-ce qui les institue ?³

¹ **Commun**, *Essai sur la révolution au XXI^e siècle* (La Découverte 2014)

² Concept très « ouvert » : qu'est-ce qui existe et ne s'*institue* pas ? Toute régularité peut être considérée comme une institution. Nous avons précisé « à destination collective », mais là encore...

³ C'est une des difficultés majeure de « l'institutionnalisme » initié par Veblen en économie (l'économie fonctionne grâce aux institutions), étendu à la pédagogie, très en vogue au milieu du XX^e, et qui rebondit à la fin du siècle (v. Wikipédia).

Il focalise sur le ou les « pouvoirs » émergents et non sur ce qui les fait émerger, qui n'appartient ni aux institutions ni aux « sujets collectifs », ces deux termes pouvant du reste être confondus : *le sujet collectif* existe, se cherche, se bricole. Ses usagers l'*expérimentent* à travers des expressions dans lesquelles intervient le pronom indéfini « on » ou des remarques comme « si tout le monde en faisait autant ».

Si ce sont des humains ou des « choses humaines », force nous est d'interpréter « l'institution », prise en général, comme *l'acte commun* du « sujet collectif ». Celui-ci^{xx} serait donc à la fois en position d'*initier* et de *suivre*. Il y aurait entre l'institution et « lui » la même continuité qu'entre l'œuf et la poule, et l'injonction de « ne pas oublier » que le sujet collectif est produit par l'acte commun de l'institution se retourne en injonction de ne pas oublier que l'acte commun de l'institution est produit par le sujet collectif.

Plutôt que chercher ce qui est premier ou second, si nous cherchions plutôt comment ils font « un » par les deux bouts ? Pour notre part, nous ne saurions « oublier » le fait constitutif, en partie ou en totalité, de toute « institution », et donc du *commun* de nos comportements, à savoir la monétarisation/ marchandisation de toute chose.

A quoi tiennent ou devraient tenir, de droit, le pouvoir et la reconnaissance de l'institution ou du sujet collectif ? Pour Rousseau ils tenaient *dans* « le Peuple ». 1789 a inscrit cette conception dans les faits, et deux siècles et demi d'expérience « populaire » plus tard, « le peuple » est toujours aussi « introuvable »^{xxx} ou ne l'est qu'à travers des élus dont le pouvoir se limite à des aménagements du système argentique tristement *commun*, pour qu'il soit encore plus profitable ou parer à ses abus et crises. L'institution « démocratique », partout où elle fait état de « droits » (que ceux qui les exercent soient élus ou non), ne fait donc qu'« acter », d'abus en abus et de crise en crise, le « commun » d'un système argentique posé, pensé, comme la fin de l'histoire. C'est aussi le cas de toutes les autres formes d'institutions, des plus élémentaires (comme l'hygiène, qui exige l'emploi de moyens dont le prix ne fait pas la même « propreté » pour tous les usagers) aux plus prégnantes, comme l'éducation qui, dans ses structures, ses méthodes, à travers la carte scolaire, est saturée de considérations argentiques^{xxxx}. L'usage de l'argent structure l'ensemble de nos raisonnements^{xxxxx}. Il y est si bien intégrée que proposer de faire l'expérience mentale de la désargence tantôt fait rire (vous plaisantez ?) tantôt provoque la colère (tout mais pas ça !). Appeler *désargence* l'expérience mentale de se passer d'argent doit elle-même encore faire référence à l'argent !

2) La distinction opérée par Dardot et Laval entre l'appropriation-*propriété* et l'appropriation-*destination* est accompagnée d'une autre entre *le commun* et *les communs*. Ils entendent *le commun* comme un principe de société régissant par transversalité les sphères tant politiques que sociales ou socio-économiques. Le commun, dans leur esprit, implique la possibilité pour chaque personne intéressée de prendre part à la réflexion et à la décision sur ce que l'on fait, comment on le fait, et dans quel objectif. Il s'agit, selon eux, de permettre une auto-élaboration des règles ainsi qu'une auto-institution et un auto-gouvernement des structures politiques, sociales et économiques. Dans l'esprit de la désargence aussi.

Le « principe de société », hier, était celui de la féodalité. L'imaginaire « démocratique » du libéralisme, l'a remplacé (et poursuivi). L'expérience a montré, avant et après, qu'y « prendre part » consiste, au final, pour la triste communauté des usagers, à assumer leur servitude en obéissant à des « décisions » prises par une minorité qui, dans un cadre libéral, obéit à la conjoncture d'un marché concurrentiel et aléatoire.

^{xx} Diversifié en sous-sujets instituants dont la liste, les contenus (émotion, puissance), les empiétements, ont donné lieu à une abondante littérature (cf les typologies en économie et sociologie).

^{xxx} Pierre Rosanvallon, *Le Peuple introuvable*, Folio 1998

^{xxxx} Arnaud Parienty : *School business*, comment l'argent dynamite le système éducatif, (*La Découverte* 2015)

^{xxxxx} Alfred Sohn-Rethel, *La pensée-marchandise*, préface d'Anselm Jappe (Ed. du Croquant 2010)

L'esprit *du commun*, tel que l'énoncent Dardot et Laval, exclut, à première vue, le libéralisme et les féodalités qui résultent de son exercice. Comment, dès lors, peuvent-ils écrire que « la primauté du commun n'impose [...] pas la suppression du marché » ? Si le marché dont il s'agit est lié d'une manière ou d'une autre à l'usage de l'argent, le commun ne sera-t-il pas inévitablement inféodé aux profits monétaires ? Souhaitons que nos deux auteurs n'écartent pas cette objection d'un revers de main. Et supposons qu'ils y prêtent un peu d'attention : l'abolition de l'argent ne pousse-t-elle pas l'esprit du commun jusqu'à faire sans conteste de celui-ci la ressource des ressources ? Une économie fondée directement sur les ressources générera un « marché » d'*expériences* matérielles et symboliques achalandé tout autrement et bien plus richement.

Quant aux *communs*, ils l'entendent au sens d'« espaces institutionnels », (donc de structures d'administration des différentes « sphères ») fonctionnant sur *le principe du commun*, en principe maîtrisé par les citoyens. « En principe », car dans un sociotope argentique, force leur est, à ces sphères, de s'ajuster et d'ajuster tout ce que font « les citoyens » du paradigme argentique, à commencer par se démettre de leur pouvoir entre « les mains » de la classe politique destinée à le gérer. Les « structures d'administration » structurées par l'usage de l'argent ne font que mettre de l'ordre dans ces ajustements, et, sous couvert de démocratie, l'ordonnent d'une manière pyramidale, avec au sommet les entreprises qui exploitent les technologies les plus efficaces en termes de profits et d'ordre monétaire.

En l'état actuel, la maîtrise des ajustements, à tous les niveaux, baigne dans l'obligation de faire des profits monétaires, avec ravages environnementaux et inégalités à la clé. C'est probablement la confusion et la violence qui règnent dans ce *bain commun* qui ont conduit Dardot et Laval à distinguer clairement l'appropriation-*propriété* et l'appropriation-*destination*. Mais comment, dans ce mélange, comment, du dedans argentique, appliquer « le commun » comme norme d'*inappropriabilité* ? Dans un système argentique, la norme veut que tout puisse s'acheter, les choses et les consciences, et la lutte pour instituer le commun comme norme d'*inappropriabilité* semble perdue d'avance.

A la toute fin de leur ouvrage, Dardot et Laval écrivent : « *Réaliser l'appropriation-destination, c'est en somme en régler l'usage sans s'en faire le propriétaire, c'est-à-dire sans s'octroyer le pouvoir d'en disposer en maître.* » Ces deux vocables de « pouvoir » et de « maîtrise » sont au cœur de l'article qui suit, où nous verrons que la maîtrise de leurs usages par les usagers, dans un sociotope sans argent, s'étend à des domaines où on ne l'attendait pas. « *C'est pourquoi, poursuivent nos auteurs, tout en comprenant que l'on puisse continuer à parler de "biens communs" comme d'un mot de ralliement dans le combat, on préférera s'abstenir de parler de "biens". Il n'y a pas de "biens communs", il n'y a que des communs à instituer.* » Oui ! Des « communs » qui, dans un sociotope sans argent, « s'institueront » - et sans instituteurs ! - à titre d'*usages* impliquant *des usagers* dans tous les champs de « l'agir », traité comme un champ d'*expérience(s)*.

La critique des phénomènes d'appropriation et d'accumulation est liée, chez Dardot et Laval comme chez tant d'autres auteurs à la notion de propriété telle qu'elle a été élaborée jusqu'à nos jours et qui a pleinement servi le capitalisme. Mais cette critique a-t-elle jamais débouché sur la nécessité de libérer l'usage commun (des ressources, des biens et services) des contraintes et des barrières du marché ? Dardot et Laval affirment, à juste titre, que, dans la question de la propriété, l'utilitarisme l'a emporté en imposant la propriété privée, avec ses effets réduits et réducteurs, aux possibilités, à l'ouverture (par construction) du commun.

Mais qu'est-ce qui a permis cette victoire ? Qu'utilise « l'utilitarisme », quel est son principal souci ? A quoi se ramènent toutes les utilités *actuelles*, sinon à celle d'avoir de l'argent, de ne pas en manquer, de ne pas freiner sa production et de tenir son rang dans une certaine hiérarchie argentique ? A quoi se ramèneront-elles, ces utilités, aussi longtemps qu'il y aura de l'argent en jeu, sinon à servir l'utilité propre à l'argent ? En tant que moyen privilégié, sinon exclusif, d'avoir accès aux ressources et aux fruits du travail, l'usage de l'argent conduit à faire de l'appropriation-accumulation l'utilité majeure.

En se référant aux propos qu'Elinor Ostrom[¶] tient sur la « tragédie des communs », Dardot et Laval affirment que la véritable tragédie des communs « *est en réalité toujours une tragédie de la coopération impossible lorsque les individus sont prisonniers de leur intérêt propre* ». L'expérience mentale de la désargence ne cesse d'y revenir et de s'y ressourcer, en pointant l'exaltation fâcheuse de l'individualisme, de la concurrence à vie, « le travail sans profit et le profit sans travail ». Mais elle ne s'arrête pas à le constater. Elle se poursuit en imaginant ce qui se passera une fois l'argent aboli, dans la perspective même que Dardot et Laval, dans l'ouvrage qui a suivi la parution de *Commun*, ont dégagé : celle d'opposer à l'imaginaire néolibéral « un imaginaire alternatif, c'est-à-dire un imaginaire qui doit être à la hauteur de celui qu'il veut supplanter en s'élevant jusqu'à la proposition d'une forme de vie désirable. »^{¶¶}



Corrections apportées (ci-dessous en ital.) à la partie « Gratuité » de l'article « De l'achat à l'accès » publiée dans le n°26

Au milieu de l'article :

En matière de gratuité, *la réflexion « sociale » la plus avancée, dans le cadre marchand, monte en épingle l'inégalité des niveaux de vie entre riches et pauvres et va jusqu'à envisager une distribution « pure et simple » des produits de première nécessité. N'est-ce pas généreux ? N'y a-t-il pas de quoi, pour les pauvres, verser, comme le Loup de la fable, des larmes de félicité rien qu'en l'imaginant ?* L'invitation de Paul Ariès^{¶¶¶} d'étendre la gratuité ne l'empêche cependant pas de « penser » qu'une part doit être laissée au marché. Or aussi petite que soit cette « part », la tolérer fait allégeance à la marchandisation. Il se garde bien de dire qui en aura la maîtrise. Son discours ratisse donc à la fois ceux qui sont « contre » le marché monétaire et ceux (souvent les mêmes) qui ne voient pas comment s'en passer. Il perpétue. *Aux pauvres le collier, aux autres la richesse. Les riches ne continueront pas moins de se plaindre que la liberté qu'ils lui doivent reste elle aussi attachée à la nécessité d'opérer des profits monétaires et que les droits sociaux, le droit de l'environnement, entravent le dévouement qu'ils mettent à détruire les ressources humaine et le bien commun pour le bien monétaire de tous. Et des revendications des deux, lesquelles sont les plus écoutées ?*

A la fin : les trois lignes qui concluent l'article sont remplacées par :

Aucun fabricant d'article ménager, aucun labo, ne se risque dans une aventure s'ils n'a l'assurance de retours sur investissement. L'inventivité, la créativité, sont encore partout accrochés aux cordons de la bourse.

[¶] Elinor Ostrom (1933-2012) Nobel d'économie. *La gouvernance des biens communs, Pour une nouvelle approche des ressources naturelles* (1990). « La tragédie des communs » renvoie à un article de Garret James Hardin (1915-2003) « écologue américain » (Wikipédia) datant de 1968.

^{¶¶} Dardot et Laval, *Ce cauchemar qui n'en finit pas*, comment le néolibéralisme défait la démocratie (La Découverte 2016) p. 94.

^{¶¶¶} Paul Ariès, *La simplicité volontaire contre le mythe de l'abondance*, Paris, La Découverte, 2011, p. 222.

Le proprio et son locataire

L'hypothèse d'abolir l'argent a poussé M.S. à faire un retour, où beaucoup se reconnaîtront, sur un sujet, qui, dit-il, a empoisonné sa vie.

□ 1. Pas d'argent, pas de toit

Son accès à la majorité (21 ans à l'époque) a été marqué par la recherche désespérée d'un logement. La guerre de 14 avait ruiné les rentiers. Ils n'investissaient plus autant dans des immeubles de rapport. Celle de 40 avait détruit des quartiers, des villes entières. Les efforts du BTP se portaient en priorité sur la reconstruction des infrastructures et celle du littoral détruit.¹⁵ Les entreprises de bâtiment, restées artisanales, agrandissaient l'ancien et ajoutaient des étages aux immeubles. Les grands plans d'urbanisation, avec barres et tours, sortaient à peine des cartons.

Les sixièmes sans ascenseurs avec WC à la turque et eau sur le palier s'arrachaient à prix d'or. Quant un logement se libérait, le baby boom faisait passer en priorité les couples avec enfants. Pour M.S. comme pour beaucoup d'autres, la première marche à gravir pour avoir quelque chance d'être pris en considération était d'avoir un travail régulier, la deuxième de se marier, la troisième que Madame travaille.

Une grand-mère prit sa petite-fille en pitié. Elle offrit une petite chambre au *petit couple*, qui dut se résoudre, en désespoir de cause, à « acheter ». Ce qui voulait dire mettre des sous de côté, augmenter la paye en surveillant les cantines et les garderies, donner des leçons particulières, attendre d'avoir assez de sous pour se risquer à en emprunter d'autres, rembourser

pendant X années, tout voir, tout faire, en fonction du logement qu'on aurait trouvé.

Devenez propriétaire !

L'occasion surgit, en grande banlieue, à l'angle d'un terrain relativement grand (500m²), sous la forme d'un baraquement de chantier datant des années 30. Le bâti en bois avait été comblé par des briques et carreaux de plâtre recouverts de crépi. Une construction en briques de 9m² au sol y avait été ajoutée. Aucune communication d'un espace à l'autre, et pour aller au W.C. il fallait sortir aussi. Le baraquement avait servi, avant guerre, de base pour passer les dimanches à jardiner dans ce qui était alors la campagne. Mais ce n'était déjà plus la campagne, et à peine « la maison » investie, un promoteur fit du bois qui la longeait six immeubles et un boulevard.

Le couple se sépare. Sans en être la cause, la maison n'a rien arrangé. M.S. doit racheter la part de son ex-épouse, augmentée de la valeur qu'elle a prise en cinq ans. Il recommence à chercher. Plus loin. Joutant, là aussi, un petit bois, sur un terrain deux fois plus grand, il trouve un fier petit pavillon d'un étage comptant trois pièces, avec beaucoup de travaux à faire, dans une petite ville que le passage de l'autoroute et la poussée du RER vont très vite rendre très, très attractive.

Nouvelle épouse. Son Ulysse de banlieue, comme elle l'appelle, passe ses dimanches en travaux. Elle n'ose le montrer à ses parisiennes d'amies. Resté seul, il restaure deux fois plus et

¹⁵ Ce bel effort dispensa de procès les entreprises de bâtiment qui avaient profité des commandes allemandes (l'Organisation Todt) pour la construction du Mur de l'Atlantique.

néglige des occasions féminines qui lui auraient permis de revenir en ville. Il ne retient que des jeunes femmes en recherche de sécurité matérielle pour terminer leurs études. Leurs diplômes acquis, et l'indépendance avec eux, elles ne se voient pas « finir » là. Quant à lui, il ne se voit pas finir, ni en couple, ni seul, en appartement.

Vingt ans après : la retraite arrive. Internet promet... fuyons. Mais le terrain a pris une valeur considérable, et celui-là, qui dépasse les 1000 m², est divisible ! En nouveaux francs, voilà M.S. millionnaire ! D'un seul million, mais que faire de cet argent ? M.S. le « place » dans une ville de province en plein essor, pas loin d'une vaste maison cévenole très endommagée, qu'on lui avait proposé de sauver de la ruine, quelques années plus tôt, estimée alors à dix fois son salaire.

Du propriétaire au proprio

La décision est vite prise d'habiter plutôt la maison cévenole. Mais « habiter », c'est vite dit. C'est un nouveau chantier. M.S. y bosse au moins six heures par jour, et parfois la journée entière. Pour se déplacer jusqu'à ce qui est qualifié de résidence secondaire (et en ville, s'il vous plaît !), il attend d'avoir un solide prétexte. Il y va de moins en moins, et quand on lui suggère de louer, il calcule que ça lui coûtera autant en impôts et soucis.

Qu'est-ce qui, finalement, le décide ?

Sa porte fracturée. Ses voisins le félicitent de la chance qu'il a eue, parce qu'il aurait dû depuis longtemps se faire squatter. Il loue donc. Mais juste pour que ce soit occupé. Il se réjouit de le faire à un prix symbolique à une jeune femme qui sort d'une banlieue pauvre. Avec ses larges fenêtres, sa mezzanine, ses poutres apparentes, un aménagement « design », le studio connote le luxe. Il aggrave le cas de « proprio » et de suppôt du capitalisme à ceux qu'elle invite. Ils y anticipent la révolution en réparant des récups improbables.

A la fac, la jeune femme perd rapidement pied. Et comme le Monsieur qui lui a proposé

l'appartement n'avait pas l'air de tenir tant que ça au loyer, elle ne paie plus. Elle n'a pas le téléphone, ne répond pas à ses lettres. Il apprendra tout à fait par hasard qu'elle a trouvé un copain qui « a » plus grand chez ses parents pour la recevoir avec son bébé.

Ce sera l'occasion pour lui de revoir son studio sans déranger personne et de découvrir un WC dont la cuve d'alimentation est hors service, des robinets qui fuient, des murs éclatés par les accrochages, des carreaux de sol et de paillasse fendus, des posters collés pour l'éternité. Chantier bis. Il éponge les factures d'eau, re-peint, re-scelle les prises électriques, *re et re* - il sait maintenant tout faire, sauf la plomberie. Et cette fois loue par l'intermédiaire d'une agence payée pour vous trouver des clients solvables.

Deux locataires passent. Dont une, terrorisée à l'idée d'un cambriolage. Sa mère exige une serrure de sécurité « trois points ».

Cette serrure coûte deux loyers. Elle désigne le studio comme intéressant à visiter. Le premier cambriolage fait fuir la cliente. A peine la porte réparée, un second détruit le chambranle. Les locataires du dessous n'ont rien, rien entendu. S'ils ont prévenu, c'est pour qu'une bande de voyous n'en profite pas pour s'installer. Nouveaux travaux, confiés cette fois à une entreprise.

Le locataire suivant, fils de notable, apprécie les poutres apparentes, la mezzanine, l'estrade qui divise un des espaces, les murs peints en blanc. Il a déjà une bonne situation. Il paie son loyer régulièrement, avec des compliments en prime. « Le proprio » va au-devant de ses désirs. Tapis aux murs pour amortir le bruit, table design (il l'a faite lui-même), frigo plus grand, machine à laver. Des relations tout autres que celles de « proprio » à locataire s'instituent. Des relations d'hôte à hôte. On prend des repas ensemble, on s'invite au resto.

Mais le jeune homme est appelé ailleurs. Confus de ne pas pouvoir respecter le délai de résiliation du bail, il se le fait pardonner en

trouvant lui-même un nouveau locataire et en augmentant le loyer, de son propre chef, de cent euros d'un coup ! Il trouve que c'est juste, puisque le quartier le vaut, où passe la première ligne de tram de la ville.

Les relations avec le locataire suivant sont également d'hôte à hôte. Julien est couvreur de métier. Il a fait des économies pour se reconverter « dans les sons ». Quand une fuite apparaît dans la toiture, sans attendre, il y monte pour préserver ses appareils. Il évalue les dégâts et les chiffre à l'intention du gérant de l'immeuble, qui se fait tirer l'oreille.

Excellente occasion pour M.S., de saisir les intérêts particuliers d'un acteur incontournable de la co-propriété.

Julien n'a pas que des bonnes mains. Il a bon cœur. Il loge souvent un copain dans la dèche. Connaissant M.S., il lui propose de le « prendre » quand il partira. Il lui signale honnêtement qu'il aura du mal à payer aussi cher que lui, mais qu'il se propose, à titre de compensation, de repeindre l'appartement. Pourquoi pas ? Plutôt qu'un nouveau cambriolage et préparer l'accueil du client suivant ? M.S. achète les pots de peinture et descend le loyer.

Bien qu'il ait compris que M.S. ne soit pas du genre à lui envoyer les huissiers, Sébastien, par précaution, dépasse d'un mois la date à partir de laquelle on ne peut « mettre dehors » quelqu'un qui n'a pas payé. Il re-paie un peu au printemps et plus du tout, au motif qu'il s'est lancé dans l'auto-entrepreneuriat, qui le prive des allocations - il doit même en rembourser quelques unes. N'étant pas assuré, il n'ose signaler un cambriolage et répare la porte sans rien dire. Il en fait autant quand des petits problèmes surgissent et ne signale pas les gros. Il a compris que M.S. commence à avoir des difficultés et lui épargne les mauvaises nouvelles.

M.S. refait ses comptes. Côté ville, les frais de copropriété coûtent entre deux et trois loyers (potentiels) par an. L'impôt foncier une fois et

deux. Le pouvoir d'achat baisse, pour lui comme pour tous. Côté campagne, quand un problème surgit dans une maison ancienne, il est rarement bénin. De nouveaux règlements sanitaires obligent à des travaux importants. Rien que l'inspection par les services départementaux compétents de ce qu'il aurait à faire pour se conformer aux nouvelles normes lui coûte un mois de retraite. Sa Twingo atteint les 200 000 km, il a beau l'avoir bien entretenue, il s'attend au pire.

Que faire ? Vendre le studio. Mais avant d'arriver au quatrième l'acheteur éventuel devra passer par une entrée maculée par les clochards, des escaliers non entretenus et des vitres cassées à chaque palier. M.S. doit donc persuader le gérant et les autres locataires d'apporter quelques améliorations. Les réunions sont plutôt houleuses. Les décisions, quand elles sont enfin prises, grossissent l'escarcelle du gérant. Plus du montant de six loyers y passent, mais enfin la porte d'entrée ferme, les escaliers sont libérés des mégots et chewing-gum écrasés, les mendiants et vendeurs de shit doivent se soulager ailleurs que dans l'entrée ou devant la porte du dernier étage. Arrivent enfin des boîtes à lettres individuelles.

M.S. passe une annonce. « Au bon coin » ce sont des agences qui répondent. Elles réclament un local vide. Le studio est maintenant protégé, ça craint moins, Sébastien n'est plus aussi nécessaire. Mais il n'a pas de boulot, pas les sous pour déménager. En attendant, il se porte volontaire pour recevoir les visites. Sachant la profonde honnêteté de M.S., il se doit néanmoins d'informer les visiteurs de la chaleur en été, du froid en hiver, de la fatigue des quatre étages, de la toiture, de l'installation électrique qui date, du bruit des fêtards la nuit. Le désordre qu'il entretient ne laisse pas voir la qualité des lieux. Les agences en profitent pour abaisser le prix.

M.S. décide alors de vendre en viager au prix que ça vaut. L'acheteuse prendra à sa charge les impôts et les frais de la copropriété. Elle se remboursera en louant. Elle lui versera une somme appelée « le bouquet » et une pension. Au final, le montant de la pension,

dûment imposé, rapportera à S.M. autant que le loyer. Lui sera-t-elle régulièrement versée ? Si c'est le cas, elle lui permettra de tenir plus longtemps dans sa maison cévenole.

En forme de bilan

Quand M.S. fait le point sur sa condition de propriétaire, il commence par remarquer qu'elle lui a été imposée, comme à la majorité de ceux qui ont investi « dans la pierre ». Les soucis d'aménagement, d'entretien ne l'ont pas lâché. Il a contribué à l'extension des banlieues, au règne de l'automobile, des bouchons matinaux, des grandes surfaces, de la division jalouse et hargneuse des quartiers de banlieue entre propriétaires, considérés comme riches, et les locataires a priori désavantagés, bien qu'ils ne paient ni le foncier ni les travaux d'entretien et ont droit à des allocations pour le logement.

La propriété, considérée comme une liberté, s'est refermée sur sa génération comme un piège. Elle agit comme un marqueur social. Personne ne comprend qu'il soit porté à voter à gauche, parce qu'il attend que la gauche en fasse plus pour ceux des immeubles que pour ceux qui n'ont pas la chance, comme lui, d'être surveillé par le fisc, qui répercute sur son impôt foncier tous les travaux qu'il entreprend, même lorsqu'il s'agit de simples réparations, et prend en compte la plus-value annuelle des lieux.

Le bilan convivial est tout aussi négatif. Les attentions qu'il a eues envers ses différents locataires, sa façon de réagir au moindre problème, d'aller au-devant de leurs besoins, les ont embarrassés. En règle générale, le rôle de « proprio », se borne à toucher son loyer et réparer la casse plutôt que la prévenir. Une visite, un simple appel au moment où le jeune va recevoir le résultat d'un examen, passent pour de l'espionnage ou « trop gentil ». L'usage de l'argent, dans ce domaine comme les autres, rend tout rapport amical imprudent. C'est sans doute la raison pour laquelle on voit si souvent les sales proprios faire appel à des agents qui élèvent la vigilance au niveau de la férocité

La condition de locataire est imposée aussi, mais à la manière du travail : elle permet de se plaindre d'être exploité par des salauds qui encaissent sans rien faire. Quand c'est un office de logements qui est propriétaire, le mépris, la haine, s'expriment encore plus furieusement, assorties de soupçons à l'encontre des responsables de l'Office, qui se font du beurre, forcément, sur les rares réparations auxquelles ils consentent.

Traversant les deux conditions de propriétaires et de locataires, le trafic immobilier joue un rôle dont on évalue mal l'importance. Il est tout entier voué à la spéculation. Ce qui vous est proposé à la vente est censé prendre de la valeur. Quelle bonne affaire ! Mais au moment de vendre, il vous sera démontré que les prix ne cessent de baisser, que ça ne vaut plus le coup d'investir dans la pierre. Le marché s'est retourné, etc. Les agences participent donc à l'abaissement des prix à la vente. Ce qu'elles perdent en pourcentage sur la vente, elles le regagnent en occasions de vendre. Le pullulement des boutiques s'explique ! Cerise sur le gâteau, la carte scolaire augmente de 3% la valeur du mètre carré des logements situés près d'un lycée coté^a.

Que vous soyez propriétaire ou locataire, la question du logement conduit à la création d'un personnel dédié, qui œuvre dans la plus parfaite anarchie et en concurrence. Citons, en vrac : le gérant d'immeuble, les délégations à l'urbanisme, le fisc, les agents des services de sécurité, d'hygiène, les ravauteurs de façade, les serruriers et plombiers de l'urgence, les entrepreneurs de la casse, de la table rase et du mépris de l'ancien, les rapaces en quête de viagers, les maîtres chanteurs de l'expropriation, les « viens dans ma maison » (de retraite), les siphonneurs de patrimoines. Ne parlons pas des assistants sociaux, qu'il serait excessif de soupçonner de vivre de la misère. Tout le monde

^a Arnaud Parienty, **School Business**, comment l'argent dynamite le système éducatif. Ch. 2 : La loi d'airain de l'adresse. La Découverte, 2015.

n'est-il pas content qu'il y en ait un, quand il y en a un ?

L'action des communes contribue à diviser la ville en quartiers d'activités étanches, qui font d'autant plus facilement monter les prix (ou les descendre) que le regroupement des mêmes activités attirent ceux qui les exercent. Dans tous les quartiers des griefs croissent et embellissent, dont les candidats aux élections tirent parti. Croissent aussi les associations défenderesses et vengeresses. Le logement, c'est la haine de tous contre tous.

En dehors de quelques constructions dont l'Etat s'honore, tous les architectes qui ont laissé un nom depuis un siècle ont été des héros du faible prix du bâti, de la distribution des fluides (ils ont inauguré les gaines techniques : eau, électricité, vide-ordures...) et de l'effet produit (par quelques astuces « architecturales » comme un audacieux balconnet, des façades multicolores, un aménagement chaotique qui

agrandit l'espace entre les immeubles, etc.). Pour permettre d'accéder au logement le moins cher possible, en tant que propriétaire ou locataire, ou d'en construire en plus grand nombre, « le bâtiment » réduit les frais. Ce qui se paie prématurément par des réparations, des frais de chauffage, des détours inutiles, des conditions de voisinage explosives.

En matière de logement comme ailleurs, l'argent introduit une contre-productivité matérielle et sociale. Ceux qui ont les moyens de « mettre le paquet » contribuent à l'extension de standards dont l'imitation à bas prix séduit la clientèle et les artisans. Vous ne trouvez plus de pavillon sans garage, sans indispensable porte à ouverture automatique, sans protections diverses. Les nouveautés mélangent habilement la nécessité, le côté pratique et la panne fatale.

Qu'est-ce que la désargence changerait à ce tableau ?

□ 2. *Ni propriétaires, ni locataires. Des toits responsables*

Dans un sociotope sans argent, l'usage de l'argent n'intervient plus dans la répartition sociale entre propriétaires et locataires. Dans l'habitat existant, chacun devient donc, là où il réside, responsable du local qu'il habite, qu'il l'ait acheté, en ait hérité, ou le loue. Cette responsabilité commune revient à surveiller, signaler toutes les anomalies, avant que les choses ne s'aggravent. L'expérience des dysfonctionnements matériels et conviviaux se prolonge en observations sur les fonctions qu'on attend de l'habitat et les usages qu'en font ses usagers. Elle anticipe donc sur des bâtis plus rationnels et agréables.

Ces deux points sont d'emblée mis en relation avec des fonctions qui débordent des murs du logement : les déplacements, les économies d'énergie, l'urbanisme, les nouvelles conditions de vie déterminées par l'abolition du salariat et l'investissement de chacun dans les activités de son choix dans diverses entreprises parfois éloignées les unes des autres. Concevoir

et bâtir des villes autonomes en énergie et au plan alimentaire, agréables à vivre, etc., devient l'affaire de tous et plus seulement d'une aristocratie d'écolo et bobos qui ont des revenus suffisants pour se montrer en avance sur leur temps.

Dans un sociotope sans argent, l'habitat, comme le vêtement ou l'alimentation, cesse d'être représentatif de la condition salariée. Ce qu'on y fait, ce qu'on en fait, son décor, ses meubles, ses appareils, n'ont plus pour fonction de mettre en scène « la classe » de l'habitant telle que la définissent les moyens d'achat. Personne ne cherche plus, à travers eux, à se distinguer dans un ordre de signes ordonnés selon un haut et bas de gamme défini par le choix qu'en ont fait les acheteurs qui ont les moyens d'en faire premiers l'expérience (les pauvres !). Aujourd'hui déjà, nombre d'usagers préfèrent louer que posséder, s'encombrer, devoir entretenir. Cette évolution se poursuivra. Les aménagements collectifs (ex. : une centrale

d'aspiration plutôt que des aspirateurs personnels, buanderie commune) se feront de plus en plus fréquents. Les architectes n'oublieront plus d'intégrer des espaces de rangement dans les murs.

La désargence, dès son instauration, devra répondre aux attentes des usagers, dans ce domaine comme dans les autres, et décevoir, là aussi, les tentations de revanche ou de vengeance. Comme dans tous les autres domaines, « se loger » nourrit des objections qui prouvent qu'abolir l'argent est infaisable. De même que « tout le monde » va vouloir sa Mercedes et sa piscine privée, « tout le monde » va vouloir habiter le 16^e ! Cet argument prend beaucoup de place dans les débats. Il réussit même à se faire entendre de ceux qui n'ont jamais désiré le maximum « bourgeois » de la Mercedes et du 16^e parisien.

Considérant son succès, tel faux ami de la désargence a donc inventé, dans un pur élan de justice, de chiffrer exactement la surface dont tout habitant a besoin et de lui attribuer la quantité de m² qui lui reviennent. Voilà, dit-il, ce que *les gens* aujourd'hui *comprennent* et qui leur donnera vraiment envie d'abolir l'argent. Sauf que faire de cette « compréhension » la clé d'une civilisation sans argent reproduira une société jalouse, avec à des offices (élus, s'il vous plaît !) qui mesureront objectivement les besoins de chacun, entretiendront l'idée de rareté des ressources, et, à très court terme, reproduiront les aventures de l'Union soviétique. Ce n'est pas en délogeant ceux qui ont plus d'espace qu'il leur en faut qu'on résoudra le problème. En ce domaine comme dans tous les autres, c'est bien plutôt en se servant des capacités libérées par le passage de l'échange à l'accès.

□ 3. *Les cent premiers jours*

En l'état actuel de nos anticipations, il nous semble que l'abolition du régime de l'argent devrait permettre, à terme, de pouvoir « habiter » partout et agréablement, quelle que soit la durée de l'occupation des lieux. Aujourd'hui ce qui commande notre attachement à un lieu est le plus souvent commandé par la proximité et la rareté de l'emploi. Les améliorations que nous leur apportons - rideaux, tentures, peinture - contribuent encore à nous y attacher. Dans une société où l'investissement personnel deviendra central, le « nomadisme » que seules peuvent s'offrir les classes dirigeantes (de préférence dans des quartiers ou villes qui les désignent comme telles) s'étendra à l'ensemble des usagers. Les usagers se sentiront partout et d'autant plus « chez eux » que l'environnement sera riche en rencontres, comme c'est déjà le cas dans les quartiers dits « populaires » où ces rencontres font oublier le taudis où arrive votre courrier.

Parmi les dispositions les plus étonnantes qui marqueront les cent premiers jours figurera sans doute l'ouverture d'un registre où tous les

usagers, propriétaires ou locataires, inscriront les difficultés, désagréments, qu'ils rencontrent : les portes qui claquent, les interrupteurs qui flanchent, les robinets qui fuient, sont le lot de tout le monde. Les solutions apportées ne dépendront plus de l'argent qu'il fallait avoir. Sans doute les propriétaires de logements cossus n'auront-ils au début rien à inscrire. En participant à ce recensement ils montreront l'intérêt des solutions prévues pour durer, même si elles se sont depuis beaucoup démodées.¹⁴

L'idée que devenir propriétaire de son logement est la solution la plus efficace et à long terme la plus rationnelle pour résoudre ou atténuer les problèmes liés au logement pousse aujourd'hui encore des millions d'usagers à devenir propriétaires. Mais en ce domaine comme dans les autres, que reste-t-il de la

¹⁴ Pour mieux faire comprendre l'évolution permise par l'abolition de l'argent, pourquoi ne pas conserver certains habitats de haut et de bas de gamme, avec leurs meubles, leurs appareils ménagers, leurs décors et prothèses de luxe.

propriété si elle n'est pas acquise par l'argent ? Sur quelle base en défendre le principe, si elle n'est plus établie sur la base d'une facture ou d'un héritage ?

L'avenir de la propriété

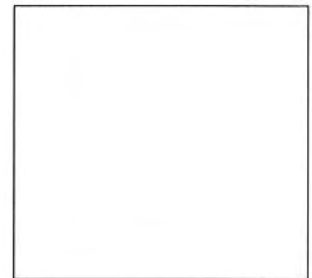
Posons la question à M.S. : comment réagit-il si on lui annonce qu'il n'est plus propriétaire de sa maison des Cévennes ?

Il reconnaît que le seul droit qu'il pourra invoquer pour continuer de l'occuper est qu'il l'occupe déjà, comme n'importe quel locataire, et qu'il en prend soin. Il l'a rendue plus habitable, et si elle l'est désormais pour lui elle le sera pour ceux qui lui succéderont. Il n'insiste pas spécialement sur le fait qu'elle était en ruine quand il l'a achetée, qu'il ne l'aurait pas achetée si elle n'était pas « cévenole », dans un ensemble « cévenol » classé depuis dans le patrimoine de l'humanité par l'Unesco. Qu'il l'ait reçue cévenole et l'ait conservée cévenole n'intéresse pas grand monde. Mais qu'est-ce que la collectivité y gagnera si on l'en déloge ? On l'en délogerait pourquoi ? Parce qu'elle est trop grande pour lui ? Il n'y a pas de crise du logement dans un pays pareil, sauf en été. Les maisons vides ne manquent pas (pas plus qu'en ville). Elles crèvent d'inoccupation et leurs propriétaires d'impôts.

Le « château » de M.S. trop grand pour lui tout seul profite du fait qu'il connaît mieux que personne les travaux qui s'imposent pour conserver les poutres, entretenir des tomettes qui

datent d'il y a deux siècles, éviter l'invasion d'un certain champignon. Propriétaire ou pas, il s'en moque. Mais comme un père, il ne peut se désintéresser de son avenir. Il observe que les collectivités locales ont jusqu'ici dépensé des sous pour prévenir les touristes, à l'entrée des Cévennes, qu'elles étaient « classées ». Mais elles n'ont rien fait pour les protéger ni contre les investisseurs ni les contre l'indifférence d'artisans venus de Nîmes, Montpellier ou ailleurs, et qui y appliquent les mêmes recettes que dans la banlieue parisienne. L'argent étant aboli, il ne sera plus un prétexte pour remplacer les murs de pierres par du béton, les tuiles romaines par des couvertures que les vents d'ici font souffrir.

Et si je suis de trop, dit-il, vous me trouverez bien une petite bicoque quelque part, plus facile à chauffer ? Là-dessus, il nous fait observer qu'en désargence les conditions de travail ne seront plus les mêmes, et le compartimentement de l'espace non plus. Tous les âges de la population pourront à nouveau se fréquenter, se supporter, se solidariser. Alors pourquoi pas lui laisser une place dans son expropriété, résolument occupée, comme tout le village et les quartiers par « les quatre âges » qui re-communiqueraient, à l'ancienne, du premier au quatrième âge, à tous les étages des villes et des vallées ?



J.-Paul Lambert

« *Pour la maîtrise de leurs usages par les usagers* »

Dans les économies modernes, l'obligation d'opérer des profits monétaires instrumentalise les usages à travers lesquels l'identité des personnes et des peuples se construisent.

Concevoir un changement social et politique de fond doit donc rompre avec ce qui impose une telle instrumentalisation : l'usage même de l'argent. Mais comme nous allons le voir, une telle rupture modifie la chaîne épistémique. Elle engage un rapport différent à ce que nous entendons par usages, usagers et maîtrise de leurs usages par les usagers.

Que l'argent intervienne directement ou non, et même pas du tout, comme dans les sociétés dites primitives, les usagers appliquent les modèles ou usages qui leur sont familiers. Ils les reconduisent, enveloppés dans des représentations convenues. Ce qui n'exclut pas de commettre des fautes de copie et de ruser avec leurs exigences. *L'usage est le maître*, dixit Montaigne. Jusqu'au jour où les imprévus, les obstacles pratiques, les contradictions se multiplient. Les mini-corrections et accommodements ne suffisent plus. Les « données » que nous avons admises comme *étant*, pensées comme essentielles, naturelles, qui devaient normalement s'imposer à tout le monde, survivre à notre existence, à notre exemple, nous lâchent. Les certitudes ou semi-certitudes que nous tenions du « ça » social, familial, de l'atelier ou de l'université, se dérobent. Nous ne regrettons plus nos écarts. Nous les revendiquons.

Une maîtrise cyclique

Commence alors une crise d'identité, d'identification, de justification, au sujet de ce qui *était* « à faire », au sujet de ce que nous *étions* faisant et pensant.

Ce que nous reconduisons, assumions, l'uniforme que nous portions d'une manière aussi

« personnelle » que beaucoup d'autres, avec confiance, enthousiasme ou indifférence, ce qui avait le goût de l'effort, de la réussite, de la distinction, devient, *se fait* problématique. Nous nous regardons faire, « le » faire. Se profile l'idée, le sentiment, l'intuition, que ce dont nous faisons usage devait sa vérité, sa justesse, sa justification, à un ensemble de *croyances* historiquement construites.

La crise se résout en réanimant la capacité d'user *de*, débarrassée des obligations et sanctions dont l'environnement culturel, intellectuel, religieux, politique, l'avait couvert. Elle mobilise les capacités d'adaptation dont chacun dispose et le potentiel des moyens jusqu'alors employés d'une manière exclusive. La solution apparaît à partir du moment où les données posées comme *étant* apparaissent comme ayant été *faites*, avec le sentiment que du mécanique a été plaqué sur du vivant et que le maintien forcé des usages reçus fait injure à notre capacité d'en imaginer d'autres.

L'*usager* se révèle alors comme livré dès sa naissance, à travers ce qu'il imite, ce à quoi il obéit, à un *bricolage de survie*. Il touche d'une manière intuitive ce que l'évidence des usages établis a d'artificiel, d'extérieur, que cette évidence ne doit rien à la supposée nature des choses mais bien davantage, sinon tout à *l'usage*

qu'on en fait, à l'instrumentalisation d'une cascade de contraintes devenues essentielles au sens pratique et mythique. Il entre dans ce qu'il est convenu d'appeler la « phase constructive » : comment faire autrement ? Qu'est-ce qui se passerait si... ?

Dans un sociotope argentique, « ce qui se passerait si » est rarement sans rapport avec l'argent : « ce qui se passera » économisera de l'argent ou en fera dépenser davantage. En ce qui concerne les activités générales, productives, politiques, les propositions ne seront reçues qu'à condition de pouvoir les financer et que les retours sur investissement, les profits monétaires, soient « corrects ». Ceux qui les appliqueront le feront avec la certitude qu'elles s'imposent et doivent se généraliser, ne serait-ce que pour en abaisser le coût. Ils iront chercher « avec les dents » des majorités pour les approuver. Ils feront silence sur les premiers effets contre-productifs. Impossible de renoncer, revenir en arrière, après tout le temps - et l'argent ! - qu'on y a investi. Le tout accompagné de propos définitifs, sur le mode proverbial - *on ne fait pas d'omelettes sans casser d'œufs* - ou paradoxal - *l'argent rend libre, c'est le pire des systèmes à l'exception de tous les autres*, etc.

Et dans un sociotope sans argent ?

« produire » en régime argentique

Comparons la situation d'une entreprise en milieu argentique à celle d'une entreprise dans un sociotope où l'usage de l'argent a été aboli.

La valeur économique d'une entreprise se mesure aujourd'hui à sa capacité de faire des bénéfices. Elle ne peut survivre que s'ils vont croissant. Ses responsables s'y emploient en améliorant ses performances, en apportant des modifications à ce qu'ils vendent déjà, en mettant sur le marché de nouveaux produits ou services. Mais ils doivent le financer. Le premier de leurs soucis est donc d'une tout autre nature que celui qui devrait primer : ce qu'apporte de positif, pour les usagers comme pour la planète, ce qu'ils mettent sur le marché.

Une fois le financement assuré, la mise en œuvre du produit ou service doit, comme ce sera le cas dans un sociotope sans argent, répondre à deux questions. *Que faut-il concrètement pour le faire*, et *qu'en feront les usagers*. L'expérience que ceux-ci vont en faire, associée et des considérations diverses, (être à la mode, s'en

distinguer, réaliser une certaine unité dans le tableau de produits et services qui nous sont familiers, la mise sur le marché de produits et services équivalents et concurrents), *rétroagit* sur ce qu'il faut pour « le » faire.

Le « milieu » dans lequel seront introduits le produit, l'appareil, le service, peut lui-même donner lieu à une liste des usages qui en sont faits, où l'usage du produit ou service X se rend plus ou moins indispensable dans une écologie d'usages - et mésusages. Il y arrive en complément. Cette liste est aujourd'hui le souci de fond du marketing, science appliquée, guerrière², de *l'habitus*. Les produits et services proposés viennent à l'appui des usages reçus tout en leur faisant concurrence.

En fait nous n'avons connaissance des contraintes primaires (dormir, cuire, conserver les aliments, maintenir le corps à une certaine température) qu'à travers la façon dont l'écologie des usages établis les instrumentalise et crée un sentiment d'identité personnelle, familiale, collective. *Un sociotope sans argent n'échappera pas à cette instrumentalisation*. Mais les ensembles pratiques, les manières de faire concrètes, ce dont il est fait usage et dans quel environnement, ne devront plus rien à l'argent. Nous n'en serons plus *clients*. Nous les considérerons *comme des usages et rien d'autre*, marqués par notre histoire, notre culture, et donc avec une certaine tendresse, mais sans complaisance.

j'achète donc je suis

Dans un sociotope argentique, les deux premiers champs (*que faut-il pour le faire*, et *que va-t-on en faire*) sont pour ainsi dire *travaillés* par, pour la *reconnaissance* personnelle (et réciproque) de ce que les usagers sont capables de dépenser d'*argent*. De cette forme de dépense, à laquelle se réduit pratiquement leur individualité, ils sont *obligés*, au sens où elle leur permet de participer au banquet des usages établis. Que ce contre quoi ils échangent leur sous leur plaisir ou non, ils sont *bien obligés* d'avoir les moyens, exprimés en argent, de l'acheter - comme ils le sont de payer des taxes et des impôts.

Dans un sociotope argentique, l'accès aux richesses produites est lié à un achat. Les clients

² Cf Wikipédia : « Méthodologie concurrentielle de gestion de la compétitivité des marques d'une entreprise ou d'une organisation ».

vérifient avant tout si le rapport qualité-prix est correct. Ils ignorent les conditions de production et les conséquences sur l'environnement. L'usage concret d'un produit ou service, dont ils sont d'avance convaincus (comment feraient-ils pour s'en passer ?!) retient moins leur attention que la promesse qu'ils seront bien servis. C'est elle qu'ils achètent. Les usagers qui « regardent à la dépense » étant les plus nombreux, les producteurs, pour les atteindre, abaissent les prix autant qu'ils le peuvent, quitte à ce que le produit ou service n'offre pas les mêmes qualités. Leur aimable clientèle n'aura qu'à renouveler ses achats - à ce prix !¹⁰

Dans un sociotope dominé par l'obligation d'opérer des profits monétaire, les articles mettent en scène un service maximal, fantasmatiquement prouvé par la beauté de leur ligne, la marque, le nom du designer, le décor dans lequel la publicité le présente, les jambes, poitrines et sourire de l'heureuse utilisatrice. Le prix n'a pas grand-chose à voir avec l'usage même de ce que nous achetons. *Il nous touche dans ce que nous « sommes »*: destinés au bas de gamme social ou à nous s'élever dans l'ordre du pouvoir d'achat, de notre capacité de « dépense »¹¹ - d'afficher un certain « standing ». Les prix tarifient les signes de reconnaissance que l'idéologie dominante instrumentalise et positive. Ceux parmi nous qui se font reconnaître comme plus exigeants en termes de santé, qualité de vie, temps libéré, de goût, de réflexion, doivent en toute logique le payer plus cher.

J'achète donc je suis - au sens de *suivre* et d'*être*. Mon budget mesure la capacité que j'ai de paraître à mon avantage dans un « miroir »¹² où chacun tâche de faire admirer ce qu'il est capable de dépenser (et même, supérieurement, de *ne rien payer* !¹³). Dans ce champ particulier, champ d'images, le profit culturel et monétaire (en avoir pour son argent côté client, faire des profits côté marchand) se mélangent. Ce qui explique en grande partie pourquoi l'idée d'abolir l'argent provoque la terreur et que pointer ses abus et

dégâts soulève les boucliers en sa faveur - au nom du progrès qu'il a permis, de la liberté qu'il donne ou du mérite qu'il faut pour en avoir.

Dans un sociotope argentique, l'usage de l'argent participe intimement de tout ce qui fait sens (« valeur », « grandeur »), y compris quand on envisage de s'en passer. Il engage à faire tout ce que nous pouvons faire avec. Lorsque les abus, dégâts, etc., sont visiblement provoqués par l'usage de l'argent, l'usage possiblement réparateur de l'argent fait qu'on les lui pardonne ! Merci les travailleurs sociaux, merci les ONG, merci la classe politique, merci les économistes qui résolvez les problèmes par cela même qui les engendre !

Dans un sociotope où l'accès aura remplacé l'achat (l'échange contre argent), ce que les usagers consommeront témoignera bien évidemment aussi de la façon dont ils participent aux orientations, aux expériences du moment. Mais dans l'image que leur renverra le miroir de la production, et quel que soit le produit ou service auquel ils ont accès, ils liront, vérifieront, que les soucis sociaux et environnementaux ont été intégrés dès leur conception. Dans un sociotope sans profits monétaires et sans argent¹⁴, les activités dans lesquelles les « ouvriers »¹⁵ s'investiront en toute liberté ne les retiendra que s'ils sont persuadés que la destination du « fruit de leur travail », l'usage qu'eux-mêmes et les autres usagers en feront, est accessible à tous sans aucun privilège et qu'ils pourront encore améliorer les conditions de production (le ci-devant « travail ») et les services réels (« la valeur d'usage ») des produits et services.

Quand des dysfonctionnements apparaîtront, ils ne seront plus causés par l'argent ni réparables par l'argent. Nous n'aurons plus l'excuse de manquer d'argent pour entreprendre et corriger les trajectoires. Nos projets ne devront rien au capital (en argent) de départ ni à l'obligation de l'augmenter (par des profits monétaires). Si donc le miroir de la production nous renvoie une image gratifiante, ce sera celle d'une société libérée de l'instrumentalisation argentique, où l'argent ne fera plus la loi, ni « la démocratie » à vitesses multiples qu'il instaure.

¹⁰ Les partisans de la décroissance matérielle ont-ils jamais pris sérieusement en compte cet aspect pervers de la pauvreté ?

¹¹ Cf. G. Bataille : *La notion de dépense* (1933), repris dans *La Part maudite* (1949). Ed. de Minuit. Fam.: « défoncé ».

¹² Cf. Jean Baudrillard : *Le miroir de la production*. (Casterman, 1973)

¹³ V. le succès des récits qui « prouvent » qu'on peut vivre sans argent

¹⁴ Il est en effet possible d'abolir les profits monétaires et de conserver l'usage de l'argent. C'est l'hypothèse de l'Economie distributive.

¹⁵ Les équipiers ? « Travailleur » est marqué par le salariat.

Les effets de certitude

La maîtrise de leurs usages par les usagers ne saurait toutefois se réduire à la maîtrise des contraintes matérielles et des prises de décision. Elle s'étend à un « champ » de contraintes qu'en première approximation on peut qualifier de mentales, de psychologiques ou d'épistémologiques, aussi permanentes, prégnantes, que celles de l'argent. Ce champ est celui des *effets de certitude*, des justifications, légitimations, *raisons d'être*, qui nous font croire, à titre personnel ou collectif, « en toute bonne foi » à ce que nous faisons comme s'il n'y avait rien de mieux ou d'autre à faire et retourne la liberté de projeter en servitude volontaire.

Osons comparer un groupe social, une personne, une nation, à une « entreprise générale de justifications », comme il y a des « entreprises générales » d'électricité ou de pompes funèbres. Osons considérer la production d'explications justifiant une action ou un ensemble d'actions comme celle de n'importe quel produit ou service dans un sociotope argentique et ce qu'elles deviennent si on abolit l'argent.

Appliquons-leur résolument la même grille d'analyse qu'à une production matérielle.

De quoi font-elles usage ?

Dans un sociotope argentique, elles font principalement usage du pouvoir des chefs d'entreprise, chefs de partis, magnats de la presse, évêques, directeurs de départements dans tel domaine de recherche. L'explication de ce qui est entrepris, à des fins conservatoires ou conquérantes, s'incarne dans un patron ou un personnel de direction, dont l'autorité a le caractère naturel de l'autorité parentale. Le patron, caïd, caudillo ou Comité central, justifie à lui seul la nécessité de ce qui nous est donné à faire ou désirer. Ce sont eux qui en décident. L'exécution vérifie qu'ils se sont bien fait comprendre.

A l'appui de ce premier dispositif viennent les hiérarchies salariées en rapport avec le pouvoir dont chacun dispose à l'étage qu'il occupe. Elles agissent en relation avec les orientations générales de l'entreprise à laquelle nous participons en tant que « variable d'ajustement » - en d'autres termes : d'outil. Elles font *par embauche*, comme on dirait par définition, allégeance aux principes de vente, d'action, de recherche, de concurrence, de communication, dont le sommet

de la hiérarchie a la clé. Si l'organisation des entreprises tarde autant à sortir du mode pyramidal, on le doit en grande partie au fait que chacun des échelons qui mène au sommet est assorti d'un supplément de salaire ou de pouvoir. Dans un milieu où tout le monde surveille sa place, son salaire, toute proposition nouvelle a des incidences sur les positions occupées. Introduire une cible nouvelle (destinée à des clients, des séides, des votants ou fidèles) est ressenti comme une menace pour l'autorité du niveau immédiatement supérieur. Vous risquez de perdre de l'importance. Elle se désamorce par une récompense qui ne bouleverse pas les positions établies, et si vous insistez, si vous trouvez ridicule de ne pas essayer, par une mise au placard.

Dans quel ensemble d'usages l'entreprise générale de justification prend-elle place : quel(s) usage en fait-on, qui rétroagit sur ses « entrants » ?

La justification directe, triviale (faire des profits monétaires) n'empêche pas, bien au contraire, ceux qui ont en mains les instruments de production de prendre appui sur des considérations de caractère transcendantal. Les « autorités » que nous venons de citer doivent aussi le respect qu'elles inspirent, leur réalité *effective*, affective ou émotive, à la croyance qu'elles *réalisent* l'ordre du monde dans la perception la plus immédiate qu'on peut en avoir, relative à l'argent dont on dispose ou non, qu'il s'agisse de manger ou d'investir. Le « réalisme » des décisions patronales, de l'obéissance aux chefs et petits chefs, les réformes de toutes sortes, s'y adosse comme à une évidence naturelle.

L'organisation « transcendantale » de l'action, la dialectique de la bonne et de la mauvaise foi n'a certes pas attendu l'usage de l'argent pour sévir. De tout temps on a « expliqué » ce à quoi on tenait, ce qui semblait important, par des principes extérieurs, posés comme *étant*, qu'il fallait découvrir et respecter, sur lesquels on se défaussait pour agir. L'usage de ce genre d'explication est aussi spontané que de « croire » que c'est le Soleil ou la Lune qui tournent autour de la Terre. Il a été de tout temps instrumentalisé par les religions. Il n'a été reconnu (et déjà combattu) *comme un usage* que par de trop rares penseurs comme Ockham ou Montaigne, parmi les plus anciens, par Guyau, Nietzsche, Popper ou Dewey parmi les modernes. En tant qu'usage, on ne peut donc concevoir de

maîtrise de leurs usages par les usagers qui ne le « maîtrise » pas.

les explications « destinales »

L'hypothèse d'une « maîtrise » de cet ordre conduit à mettre en cause un ensemble d'usages tout aussi difficile à repérer que l'usage de l'argent, tant il nous est familier. Ce sont ceux du langage et du droit qu'il donne de produire des entités explicatives comme « la » violence, « le » mal, « la » bonté, « l'intérêt », « l'égoïsme », ou, plus gravement, infèrent d'un vol la nature voleuse de celui qui l'a commis, ou de l'anatomie féminine une destination et un comportement « féminins ». Sur ces entités de caractère *destinal*, chacun peut (ou doit ?) « avoir », pour peu qu'on « en » parle, une opinion, « son opinion », et s'en inventer une sur-le-champ, en utilisant les poncifs rassis tout en cherchant à s'en distinguer. Ces entités improbables déterminent des appartenances, refus d'appartenance et quêtes de reconnaissance - un public. Elles entretiennent tout un procès de gratifications, justifications, valorisation et dévalorisations, d'estime de soi et des autres, que l'usage de l'argent instrumentalise comme le reste.

Ockham (1290-1349) déjà se plaignait que le langage crée des « êtres » dont on ferait bien de se passer. En matière d'observation ils font faire des économies considérables, rien qu'en créant entre les parleurs un accord sur la réalité d'un existant prouvée par le seul fait de pouvoir le nommer et en parler. Ils en discutent sous la forme *c'est, c'est un*, c'est « bien » *un* ou *une*, tout à fait, pas tout à fait « un », sans aller au fond, là où précisément se font, concrètement « un », « une », « des », par la manière même d'en parler. Le mot « cheval » n'a pas inventé le cheval. Il permet de distinguer un animal d'un autre dans une langue donnée. Le mot *liberté*, par contre, l'a inventée, à partir de désirs, pulsions, situations diverses qui incitaient à se libérer *de*. Il nous fait en parler avec la même conviction que s'il s'agissait d'un cheval, et nous la chevauchons pour le meilleur et pour le pire.

Les justifications de caractère transcendantal s'insinuent partout et tendent à justifier les *raisons de faire* par des *raisons d'être*, où il ne s'agit plus tant d'expliquer que de légitimer. Les justifications par les lois divines relèvent de cette catégorie. Elles permettent aux croyants de se défausser sur une volonté supérieure (les Dieux, Dieu, l'ont voulu). En cas d'échec, ils s'accusent d'avoir été trop faibles ou supposent qu'il y a eu

bataille au sommet (un dieu contre un autre). Ce type de justification a pour premier effet de diviser les croyants sur des points de dogme. Il définit des aires de pouvoir concurrentes avec patrimoines en rapport et affrontements physiques à la clé. Les armuriers ne chôment donc pas. Les guerres de religion s'achèvent par l'adoption d'une religion majoritaire qui crée un état dans l'Etat et participe à l'ordre établi par des œuvres de charité qui soignent la misère et perpétuent les profits monétaires, les inégalités, l'ordre établi.

Autre type de justification : par les droits *de*. De la Nature, de l'Animal, de l'Enfant... Leur application est ralentie par leur coût (car il faudrait alors changer les conditions d'élevage, d'abattage, ne plus dégazer en mer, arrêter d'enseigner par tranches d'âge, etc.). Elle appelle à changer les lois et à inventer des « mesures » qui ne coûtent pas trop cher. La justification par les Droits de l'Homme destine aujourd'hui toutes les nations à la démocratie réduite à la délégation de pouvoir². Elle les met à la botte du marché où les gouvernements, tout les premiers, sont impliqués s'ils veulent que leur budget dégage un solde positif. La justification par la nature raciale a conduit à l'apartheid Blancs-Noirs et au national-socialisme. C'est au titre de l'effort de guerre contre ce dernier que Karl Popper (1902-1994), dans les années 40, montra que le ver totalitaire n'était pas étranger à des pensées aussi honorées que celles de Platon, Hegel et Marx, qui tous trois entendent que l'ordre politique réalise *ce qui doit être*, des *idées* dont l'Histoire attend la projection sur le terrain.³ De « ce qui « est » au « devoir être », il n'y a qu'un pas.

Où et comment se fait la signification pratique, sociale, de « ta race », de « ton genre », de telle « valeur » ? Où et comment se font les boucs émissaires et les sauveurs ? Où et comment se font « le » capitalisme, « l' » Argent, « le » Profit, « la » politique ? Leur concept explique par cela même qu'il faudrait expliquer. La mise en scène explicative prend un caractère émotionnel qui nous enferme dans ses filets. *C'est*

² Dans les démocraties populaire cette délégation de pouvoir est réservée aux représentants de la classe ouvrière.

³ La société ouverte et ses ennemis (écrit pendant la guerre, publié peu après, et au Seuil, seulement en 1979, 2vol.) Popper ne pouvait prévoir que l'idée/image de « société ouverte » servirait dans la guerre de religion argentine qui venait de commencer entre les pays de l'Est et de l'Ouest ni qu'il serait, à ce titre, élevé à la dignité de pair d'Angleterre.

désespérant, désespéré, *c'est, c'est, c'est*. Jusqu'au moment où, comme nous l'avons esquissé en introduction de cet article, nous commençons à envisager ce dont nous parlons non plus comme *étant* mais comme *se faisant* : à travers *des usages* et rien d'autre - des manières de faire auxquelles d'autres peuvent se substituer, y compris dans la façon de les présenter.

En termes savants, nous passons du régime *essologique*[□], qui table sur les faits considérés comme *étant*, et devant, comme tels, se perpétuer, être respectés, tenir en respect, dominer, au régime *usologique*, qui les considère comme des constructions, comme des usages et rien d'autres, et auxquels d'autres usages peuvent se substituer.

Explication et justification

Entre l'explication et la justification la marge est mince. Le capitalisme, par exemple, « s'explique » plutôt qu'il ne se justifie. Il s'explique par son efficacité, dans le sociotope créé par l'usage de l'argent, précisément, plutôt que comme institution de caractère naturel (ou « destinal »). Il s'explique par la capacité qu'il a de corriger les effets pervers induits par son application même. La corruption, les crimes et délits divers, trouvent une excuse dans le fait qu'ils ont été commis *sous l'emprise de l'argent* - comme on parle de celle de l'alcool. La pertinence qu'il a dans le cadre qu'il crée en vient à justifier plutôt qu'à expliquer tout ce qui améliore son rendement. Il prend donc un caractère totalitaire. La façon dont les pays les plus « avancés » dans son application imposent leur loi aux autres provoque des résistances et la constitution d'« anti-totalités » qui, n'ayant pas d'autre modèle en vue que le sien, se cherchent des *anti-justifications* religieuses, nationales, raciales, dans un improbable mélange identitaire qui vient en appui aux révoltes, guerres et terrorismes divers.

Un sociotope créé par l'usage de l'argent et artificiellement maintenu en l'état par cet usage intervient lourdement dans la transformation du régime *usologique* - celui, premier, des usages concrets, réels, en cours d'expérimentation, en régime *essologique*, un régime d'*application* des principes extérieurs qui exclut d'entrée de jeu qu'on puisse se tromper sur leur véri-réalité. Il industrialise l'*habitus* jusque dans les toilettes et lui sert de rempart. L'achat de tel objet, tel

appareil, tel service, précédé d'une publicité qui rend son achat en masse inévitable, l'auréole d'une importance qui déborde de partout son usage concret. Elle le rend *essentiel*. Dans un sociotope où le beau, le bien, le bon, l'utile, le pratique, *c'est* ce qui se vend, ce dont nous faisons usage ne peut changer qu'à condition de trouver moins cher ou plus profitable. Tout achat ou vente relève d'une *eschatologie*[□] où chacun à son échelon concourt, par la grâce de la main invisible, à l'harmonie promise par la concurrence sans entrave. Les investissements nécessaires, le temps et les moyens qu'il faut avoir pour faire des études plus longues, sacralisées par l'importance de l'argent, contribuent à projeter leurs résultats matériels ou immatériels dans une certaine durée sans laquelle on ne saurait reconnaître, respecter, quelque'un ou quelque chose. Payer plus cher les spécialistes achève de justifier leur spécialité et la sacralise, bien au-delà des services qu'ils rendent.

L'hypothèse d'une société sans argent met concrètement à jour l'oubli de l'argent dans tout ce qu'on peut déclarer « être » - dans tout ce qu'on peut qualifier comme *étant*. A l'étantité de tous les « étants », à l'heure actuelle, sont attachées des considérations monétaires qui les expliquent et les justifient dans le cadre de la seule politique actuellement envisageable, qui se résume à augmenter les profits monétaires et moins dépenser d'argent, et ceci même lorsqu'il s'agit de « problèmes de société » comme le droit d'avorter (remboursé), ou le mariage pour tous (déclaration fiscale). Le discours *essologique* sert les prêtres, les chantres féodaux, nationalistes et ethniques, le corporatisme, le syndicalisme amplement. Il clientélise la société au profit de chapelles distinctes, qui s'épaulent et se font concurrence. Il entretient une culture de boucs émissaires, assure des positions différencialistes, sacralise des identités d'opposition, de combat, de haine réciproque. Il justifie les guerres de religion, le sexisme, l'antisémitisme, étanche les quartiers, les classes sociales. Il entre dans *la confiance* que nous inspire une entreprise, dans les « marques » des candidats aux élections (vote en principe « de gauche » ou « de droite », vote « catholique », « juif », « ouvrier », « commerçant »).

Dans un sociotope sans argent, on peut considérer, sans rêver, que l'entreprise n'a pas d'autre « raison » que son *projet* et les conditions -

[□] Vocabulaire formé à partir d'*esse* (être) comme dans « essentialisme ».

[□] Eschatologie : discours relatif aux fins dernières de l'homme et du monde.

historiques - dans lesquelles il s'est formé La connaissance qu'on a de ce projet, son *autorité*, est entièrement en rapport avec l'expérience de *ce qui se fait là* et se précise en avançant. Dans l'exécution, certains sont plus doués que d'autres pour faire partager leurs capacités, leurs connaissances, pour les généraliser en douceur, ou avec un consentement éclairé, à l'essai, « à l'expérience ». Il est possible de revoir une méthode, un ensemble de dispositifs, sans menacer la position salariale de quiconque. L'esprit d'équipe prévaut⁸, comme on peut déjà l'observer chaque fois que les usagers « se prennent par la main » à l'occasion d'une grève, d'une manif, d'un lancement d'entreprise, où l'intelligence prend un caractère collectif et où les personnalités s'affirment dans l'émulation et non plus dans la concurrence.

Marquons toutefois la différence. Car dans un milieu argentique, loin des justifications transcendantes, la fondation et le vécu d'une entreprise, s'expliquent en fait *eux aussi* par un *projet*. Mais ce projet prend aussitôt un caractère « unidimensionnel », idéologique. Sous les pompons de la dernière nouveauté ou du retour aux sources, « il s'agit », avant tout, de dégager des profits, destinés à être redistribués aux actionnaires sous forme de dividendes, aux banquiers sous forme d'intérêt, à l'Etat sous forme de taxes et impôts, et le reste sous forme d'investissements et de salaires⁹. Les décisions sont expliquées/décidées en fonction des profits supérieurs qu'on doit « normalement » en attendre. La hauteur même des prix et des salaires produisent de la confiance et participent aux *effets de certitude*. Ils garantissent la qualité des produits et services, l'efficacité, les compétences du salarié. L'appel aux « valeurs » participe à l'industrialisation des choses comme à celle des individus. La raison de l'argent est toujours la meilleure. Les médias vous le montrent à toute heure.

⁸ Esprit d'équipe qu'il arrive aux chefs d'entreprise d'invoquer, sans jamais convaincre. « L'équipe » sachant à qui vont d'abord les profits et que les augmentations, s'il y en a, iront à ceux qui auront « fait de la montre ».

⁹ Les entreprises à but non-lucratif doivent elles aussi en faire, sous réserve de les réinvestir dans leur propre fonctionnement et la distribution de dons sous forme de produits et services. Elles font partie intégrante du système général, comme tout ce qui a trait à l'économie sociale et solidaire, et le mettent en valeur. Elles entrent dans le calcul du PIB et de sa croissance et s'impatientent donc qu'on ne les en remercie pas ou pas assez !

Dans un sociotope sans argent, si des profits sont attendus, ils visent des économies d'énergie, de ressources, de temps d'exécution, les tâches qui abrutissent. Ils portent sur la qualité du rapport qu'instaure entre les usagers qui ont accès aux produits et services l'usage même qu'ils en font (tout usage peut devenir abusif, gêner, priver les autres). Ils portent sur les rapports qu'ont entre eux ceux qui participent à leur mise en œuvre. Je ne m'ennuie pas, je ne suis pas jaloux, j'en apprend tous les jours, j'écoute, tu m'écoutes, mon approche des « choses », et pas seulement de celles dans lesquelles je suis engagé, prend un caractère heuristique, holistique, autrement enrichissant que celui de l'exécution de caractère classique, où il ne faut surtout pas chercher à comprendre ou penser au-dessus de son grade.

Euvrer n'étant plus un supplice, vous en oubliez de chanter le plaisir de l'effort, le mérite ou le sacrifice. Restent les tours de main et le plaisir de transférer d'un domaine à l'autre les astuces, les improvisations et suggestions qui surgissent sans qu'on les ait désirées ! La façon dont elles se communiquent et se répandent dépend de leurs effets directs. Vous n'entendez parler de hiérarchie qu'en ce qui concerne le déroulement des tâches : par où commencer et finir. Vous n'allez plus du général, idéal, global, au particulier destiné à le *réaliser*, et pas davantage du particulier au général, *pour le lui imposer*.

L'institution « expérientielle » de la société

La désargence détruit l'effet de transcendance créée par les nécessités argentiques. Mais ce qui importe, alors, à quoi les usagers vont-ils le reconnaître ? Comment vont-ils le gérer ? Sans la carotte et le bâton de l'argent, abstraction réelle¹⁰, transcendantal immanent, pour les guider, quelles orientations suffisamment sûres vont-ils pouvoir donner à leurs actes ? Un tel changement « au fond » implique aussi une transformation de l'outil représentationnel. L'épistémologie de la vie quotidienne, branchée sur ce qui *est* et *doit* persévérer dans son être, ce qui est à faire comme à ne pas faire de toute éternité, se trouve tout à coup comme orpheline, comme elle l'a été sous nos latitudes, quand on a commencé à douter de l'existence de Dieu¹¹.

¹⁰ V. Introduction d'Anselm Jappe à *La Pensée Marchandise* d'Alfred Sohn-Rethel (Ed. Le Croquant) p. 16.

¹¹ « Si Dieu n'existe pas, tout est permis »

L'éventualité d'une telle coupure nous semble une des principales résistances opposées à l'idée d'abolir l'argent, et pour nous la principale raison de nous attacher à son hypothèse. Dans un sociotope sans argent et donc sans hiérarchies salariales, l'usage de principes et grandes causes ne risquent plus de *cancériser* l'imaginaire social : il *fermentera* en questionnant et requestionnant les usages provisoirement établis *en tant qu'usages et rien d'autre*, en faisant l'expérience de nouveaux usages, en vérifiant, au quotidien, en temps réel, que les produits et services en usage n'ont pas de conséquences négatives pour les usagers et leur environnement. La propagation de façons de faire nouvelles ne devra rien aux bénéfices et n'aura rien d'obligatoire. La maîtrise de leurs usages par les usagers, « la démocratie » au sens étymologique, se confondra entièrement avec les exigences d'une recherche débarrassée du scientisme originel et des obligations de résultat. Dans cet environnement *expérientiel*, quand arrivent des « il faut » justificateurs, ils peuvent être interrogés comme on le ferait à propos de n'importe quelle fabrication ou service : de quoi leur nécessité fait-elle usage, dans quel environnement d'usages, qu'est-ce qui peut encore changer, ici ou là, qui changerait la donne ?

Cette rupture impose-t-elle une volonté particulière, assortie de nouvelles justifications ? Abolir l'usage de l'argent *la produira*, cette rupture, « comme par surcroît », sans qu'il soit nécessaire d'invoquer des principes. Ce que nous ferons, une fois l'usage de l'argent aboli, n'aura pas besoin d'être suspendu à des « valeurs » externes, transcendantales, en faveur desquelles il faudrait militer parce qu'elles *sont* et *doivent être*. Cela se fera, se défera, se multipliera en d'autres façons de faire, en tant qu'*expériences* auxquelles d'autres expériences ou usages pourront, comme de tout temps, se substituer.

Les vocables « expérience » et « usages » sont synonymes. Toute action implique des éléments d'incertitude. La seule maîtrise à laquelle des usagers, étiquetés chercheurs ou non, peuvent prétendre, et ceci quel que soit le régime politique, ne peut se faire qu'*en recherche* ou *conjecturale*. Elle ne peut viser, sans se contredire, une maîtrise absolue et définitive. Ce critère, élaboré d'une manière convaincante par Popper, est désormais reconnu par l'ensemble de ce qu'on appelle couramment « la communauté scientifique ». Il n'a jamais empêché et n'empêchera jamais de s'engager dans une recherche avec « des éléments de croyance » qui tiennent à la régularité de

certaines faits, aux théories qui les ont jusqu'alors expliquées, au contexte émotionnel du moment. Ces éléments peuvent néanmoins être remis en jeu à tout moment, *déligitimés*, à travers les seules « choses » qu'on puisse mettre en observation d'une manière qui laisse ouverte la possibilité de faire une autre observation ou une expérience qui la contredise ou en modifie la portée : à travers des façons de faire, de faire usages *de*, dans un certain environnement d'usages.

Un chercheur « sérieux » interroge des usages et l'usage même du « sens » qui leur est donné. Il laisse toujours la porte ouverte à ce qui, dans le « fait » constaté, instruit, construit, pourrait avoir été négligé, qui changerait à lui seul l'image qu'on se fait de l'ensemble ou de l'interprétation ou théorie qu'on lui applique. *Il passe son temps à construire et déconstruire des effets de certitude*². Là s'exerce son « pouvoir ». Il n'y en a pas d'autre, ni pour lui ni pour quiconque. Il n'y a jamais eu d'autre pouvoir que celui-là. L'abolition de l'usage de l'argent le met au cœur du dispositif politique. Elle en fait le cœur de métier du métier d'humain.

L'idée de considérer tous les usagers indistinctement comme formant une communauté de chercheurs à part entière, a tout pour choquer. On n'a jamais vu faire « de la politique » autrement que par la classe politique, agissant derrière les barreaux de l'argent et sous les miradors de la finance, en rusant avec ses contraintes et en se sucant au passage. Ce qui l'a beaucoup occupée, presque autant que de se faire élire, et l'a empêchée, sinon de « voir arriver le contemporain », tout au moins de traiter la réalité économique et sociale autrement qu'à travers les contraintes de l'argent et des recettes (au double sens du terme) renouvelées des anciennes.

L'informatisation des données, sur laquelle l'abolition de l'argent prend appui, ne constitue qu'une des parties les plus visibles du contemporain et du détournement de ses capacités par l'ordre argentique. D'autres techniques montent en puissance, elles aussi sélectionnées pour en faire du profit et créer, dans le secret des labos (v. celles qui ont trait au vivant et les nanotechnologies), des situations irréversibles favorables à leur exploitation privée. Une fois

² Il lui arrive donc aussi, au risque de fâcher, de tenir compte que dans ces effets entrent des considérations marchandes (une découverte, une théorie, produisent des ouvrages à vendre et des places à prendre !)

exploitées par le marché argentique, il est difficile de déconstruire la certitude qu'elles « sont » le progrès (et pas nocives du tout, depuis que le principe de précaution est censé s'appliquer partout !). Tout aussi difficiles à déconstruire sont les « alternatives » de caractère social, éducatif ou politique, qui viennent inonder plutôt qu'irriguer le marché politique parallèle.

Le revenu d'existence universel ou revenu de base, les monnaies locales, la décroissance, les villes en transition, la convivialité, saturés de sentiments généreux et de l'idée qu'il y a urgence à sortir des tranchées de la guerre économique, n'en continuent pas moins de s'adosser à l'argent. Leur montée en puissance dans l'imaginaire politique ne remet jamais en cause la certitude que rien de « bien » ne peut se faire sans recourir aux profits monétaires et donc à l'usage de l'argent.

La désargence fait l'hypothèse que non.

L'expérience a suffisamment vérifié que l'usage de l'argent empêche bien plus qu'il ne favorise, ou ne favorise que ce qui a trait à la croissance des profits monétaires, qui mettent des verrous à toutes les portes, font des friches industrielles et le réchauffement de la planète.

Elle a suffisamment vérifié que la civilisation de l'argent et la barbarie vont de pair.

L'expérience de la désargence est encore toute « mentale ». Mais l'abolition de la féodalité, la laïcité, la décolonisation, la parité, pour ne citer qu'elles, n'ont pas commencé autrement. Et si elles restent inachevées, il ne faut pas s'en étonner. Le veau d'or est toujours debout.

*

...pour que l'expérimentation supplante l'absolutisme...

« Le seul texte que Dewey ait véritablement consacré à la théorie politique est moins destiné aux gouvernants qu'à cette instance intermédiaire entre la société et le gouvernement qu'on appelle le public. Son but est de lui restituer le pouvoir et les compétences que la complexification croissante des relations interhumaines et la « mondialisation » des liens d'interdépendance lui ont fait perdre. Car, si difficile que soit la formation de l'opinion publique, les questions qu'elle pose ne peuvent être laissées de côté sans que la forme démocratique de l'association libérale ne soit menacée ou détruite. De fait renoncer à l'opinion publique conduit tout bonnement à priver de sens et d'orientation aussi bien la liberté d'association que la liberté d'expression, aussi bien l'éducation que l'information.

Par conséquent, si Dewey rompt lui aussi avec l'idée que la compétence politique des citoyens est affaire de nature et de droit naturel, ce n'est pas afin de congédier toute compétence hors des zones habituelles de l'exercice de la citoyenneté, mais afin de montrer que la compétence du sens commun est aussi une affaire d'égalité dans l'accès aux ressources intellectuelles, donc une affaire de méthode, d'école, de formation professionnelle et d'enquêtes. Sans une reconstruction permanente du public, et sans la formation toujours reprise de l'opinion publique en fonction des circonstances changeantes de l'association humaine, les instances d'identification des domaines d'intérêts communs cessent leur travail et la démocratie n'existe plus. Celle-ci doit être « forte », à savoir participative. Et cela suppose que l'expérimentation supplante l'absolutisme. »

Préface de Joëlle Zask à *Le public et ses problèmes*, de John Dewey, Folio Essai 533 p. 23.

Billy et Sanders

La valeur de l'expérience et l'expérience de la valeur

L'expérience mentale d'une abolition de l'argent fait venir au jour ce que l'usage de l'argent a d'auto-référentiel. Notre expérience quotidienne, pratique ou morale, tous sentiments confondus, ce qui, aujourd'hui, fait qu'elle « vaut », nous rend heureux ou malheureux, inquiet, prudent, méfiant, est en rapport avec l'argent. Nous en économisons, nous en dépensons bien ou mal, mais nous avons toujours en tête l'équilibre de notre budget. Nous « positivons » en fonction de l'argent.

Il y a bien pourtant des situations où l'argent n'intervient pas ? Dans les dons et contre-dons ordinaires, par exemple, dont la valeur tient juste à - *un geste* ? Ce geste fait encore mieux toucher ce que l'usage de l'argent a de normal. On n'a encore jamais lu ni entendu aucun de ceux qui font la promotion de l'esprit du don ou d'attitudes nobles, altruistes, « humaines », imaginer ce qui resterait de ce discours si le fond argentique sur lequel ils le détachent tout à coup manquait. Quelle ONG, quel organisme international osera un jour publiquement déclarer que leurs indispensables actions sont branchées sur les méfaits de l'argent ? Que ces méfaits sont leur fond de commerce ? Qu'ils les accompagnent ? Qu'ils ont pour objet de les rendre supportables ? Que leur valeur humanitaire augmente en proportion ? Dans un sociotope sans argent, les idées présentées comme des alternatives au système argentique⁸, le principe de responsabilité, les dons et contre-dons auxquels nous sommes aujourd'hui si sensibles, seront « intégrés » au sens où on n'aura plus à en parler, où ils adviendront sans devoir passer par l'intermédiaire de l'argent. Ce que vous faites de votre existence ne sera plus marchandisé par les diplômes et le salariat. L'expérience personnelle et collective « vaudra » uniquement par les effets pratiques de l'investissement des usagers dans les

entreprises ou expériences en cours. L'accès aux produits et services n'étant plus mesuré par un système de quantification qui impose une même valeur pour tous, le rapport aux choses de chaque usager devient qualitatif et singulier.

L'hypothèse de la désargence semble donc en phase avec un courant de pensée qui n'a cessé de monter en puissance depuis Marx. Nous nous servons volontiers de « la valeur d'usage » comme d'une arme de guerre contre « la valeur marchande ». Le concept couvre ce que nous faisons déjà en récupérant, en bricolant, en sélectionnant des produits et services qui ne sont pas surchargés de fonctions inutiles. Sa promotion ne garantit cependant pas qu'une société où les usagers, les choses, auraient « enfin » et exclusivement la valeur que leur donne l'usage qu'on en fait, y compris au plan sentimental, ne sera pas à son tour saisie par le fantasme d'agir dans un esprit de vérité.

Prenons garde qu'une fois décantée des valorisations liées à l'usage de l'argent, la valeur d'usage ne substitue la domination de l'Utile à l'état « pur » à la valeur marchande. Qu'elle reconduise et aggrave encore la façon dont les usagers justifient ce qu'ils font en se défaussant sur des raisons qui ne leur appartiennent pas, ou qu'il leur « appartient » de célébrer pour ce qu'elles ont de permanent, de transhistorique, d'extérieur ?

⁸ Cf la façon de monter en épingle l'autarcie absolue atteinte par un individu ou un groupe

La valeur d'usage n'est-elle pas tout aussi auto-référencielle que la valeur quantifiée par des prix ? Son concept est branché sur la croyance que ce qui « vaut » (ne) vaut (que) parce qu'on en a l'usage. Déconstruire une utilité, montrer en quoi elle *est* utile, n'entame pas son utilité. L'analyse usologique – *de quoi telle « utilité » fait usage ? elle s'explique comment ? quels modèles suit-elle ? dans quel environnement trouve-t-elle une pertinence sur le plan pratique ou idéologique ?* – ne sort pas du cercle. On ne pourra jamais prouver qu'il y a des choses absolument inutiles, que les usagers agissent sans penser/calculer. On ne pourra jamais prouver qu'il y a des actes inutiles ou qui ne « valent » rien ou que les usagers font « n'importe quoi ». Qu'ils affichent dans quelle intention ils le font, qui en masque souvent plein d'autres et très contradictoires, ou qu'ils ne trouvent pas utile de se justifier, leurs actes et pensées sont polarisées, travaillées par le désir ou la nécessité de prolonger une situation favorable, de rééquilibrer plus justement les données. Jusqu'au moment où ils n'y parviennent plus : ce qui s'institue comme « réalité » n'exclut jamais sa négation.

L'expérience mentale de l'abolition de l'argent conduit ici, d'une manière inattendue, à interroger, à la suite de John Dewey⁹, ce qui *fait valeur*, donne de la valeur, valorise les choses, les situations, les actions, les acteurs : de quoi le sentiment d'un *valoir* fait usage, dans tous les cas, et pas seulement dans celui, actuel, particulier, où on se sert d'argent. Il ne s'agit plus alors de « valeurs » mais de processus mentaux, de préférences arbitraires ou de principes abstraits, d'intentions et pratiques qui se produisent en situation et peuvent être soumises aux méthodes de l'enquête. « Ce qui vaut » correspond à *ce à quoi nous tenons d'une manière manifeste*. L'usage de l'argent y entre effectivement pour beaucoup, mais

pas seulement lui, comme tend à le faire croire la *Critique de la valeur*⁹ qui a pour effet d'essentialiser sa forme capitaliste et « les valeurs » elles-mêmes.

Penser avec les mains

Revenons donc à la première et plus importante conséquence de l'abolition de l'argent : celle du salariat. Comparons l'expérience de « ce qui vaut » dans les deux cas.

Dans le cadre actuel, où le marché du travail commande l'investissement personnel, « le travailleur » a intérêt à ne pas penser au-dessus de son grade et à faire strictement ce qui lui est donné à faire, dont l'utilité est pétrie de considérations monétaires : le temps que demande telle opération coûte de l'argent. Ce « travailleur » est bien placé pour observer le déroulement des opérations, mais ce qu'il observe, au final, est sans intérêt : quoi qu'il en pense, « il faut le faire » - « point ». L'obligation de faire des profits commande. Elle le rémunère. Elle disparaît sous la mise en vedette des différences qui valorisent le produit ou le service et s'inscrivent dans un ensemble de « valeurs » qui mettent en pointe « l'ouvrage », les signes du féminin ou du masculin, du progrès, de la modernité, de l'efficacité, le cachet national. Dans le cadre de l'entreprise, au sommet, cet ensemble n'est interrogé que pour rendre plus performants les signes de distinction dans la décision que prendront les acheteurs. Les réponses mélangent sans précautions spéciales « ce qui vaut », est utile, dans le cadre d'une pratique argentique (revient moins cher, maximise les profits) et « des valeurs » humaines, éternelles, à défendre, promouvoir, et censées (devoir) guider les acteurs dans tout ce qu'ils font sans avoir besoin d'être invoquées. La position même du salarié l'induit à croire à des signes de valeur qui fournissent du travail. Il souhaite les acheter et s'en prévaloir pour être socialement reconnu.

L'abolition du salariat donne aux usagers la liberté de s'investir dans des expériences dont la pertinence est dégagée de toute valeur/utilité *monétaire*. Ce qu'ils font « vaut » indépendamment des profits monétaires qu'il faut en tirer pour

⁹ John Dewey (1859-1952) **La formation des valeurs**, Textes choisis, Les Empêcheurs de penser en rond (La Découverte, 2011).

Extrait de la 4^e de couverture : « J.D. récuse la distinction entre normes et valeurs et élabore une “éthique située”. L'important est de faire prévaloir la méthode de l'enquête (déjà mise en œuvre dans la recherche scientifique) dans les décisions pratiques et dans la résolution des problèmes moraux et politiques. »

⁹ *Wertkritik* : « proposition théorique qui a pour ambition de renouveler la critique radicale de l'économie. »

faire tourner l'entreprise. Ils sont appelés à dire leur mot à tous les stades et dans tous les recoins du procès de production lui-même. Ils évaluent les retours sur investissement personnel et collectif à travers le *desserrement* réel et durable des contraintes de base auxquelles tous les usagers sont soumis. Ce *desserrement* retrouve la valeur *vitale* qu'il a eue de tout temps et que la civilisation de l'argent n'a jamais défendue que sous réserve de profits monétaires et de surtravail. ***L'expérience de ce desserrement, jamais achevée, devient le moteur social de l'ensemble écologique et économique.***

C'est seulement sous cette forme *expérientielle* qu'il est possible de faire revenir la maîtrise des usages, *ce qui vaut*, au centre de l'économie. Dans le cadre d'une entreprise où l'usage de l'argent n'intervient plus, le « falloir » et le « valoir » démarchandisés sont intégrés au procès d'exécution. Les raisons que les « ouvriers » fournissent à l'appui de ce qu'ils font, de ce dans quoi ils s'investissent, répondent directement à la question « que faut-il pour le faire ? » telle qu'elle se pose en pratique, sur le terrain. Elle engage constamment à choisir entre plusieurs « mieux faire ». L'expérience de l'hypothèse choisie (ce qu'elle « vaut » au sens « utilité *de* » et « plaisir *de* » ou « à ») est directement liée à l'équilibre des opérations en cours et non plus à des critères plaqués de l'extérieur, dans un contexte de regrets, de vaines objurgations et d'expériences malheureuses. On ne risque pas de voir quantifier, limiter, moraliser « les besoins » de chacun. Le *desserrement* des contraintes de base ne s'encombre pas de calculs de « justice » sociale. Le *desserrement* social et matériel est « intégré » au même titre que les libertés mentionnées plus haut.

L'abolition de l'argent permet d'en finir avec les raretés induites par son usage (ce qui est rare est cher et tant mieux si le pillage des ressources y contribue). Elle guérit de la crainte de manquer, d'accumuler, de l'addiction aux dépenses liée à la reconnaissance de soi à travers les dépenses *monétaires*. L'auto-limitation n'est plus traitée comme une valeur exceptionnelle que peuvent s'offrir en priorité ceux qui sont revenus de toutes les dépenses. Les longues listes d'urgence ou de choses à prendre en compte, dont les économistes et écologistes surchargent aujourd'hui leurs

programmes réformistes, font sourire. On n'entend plus dire qu'il « faut » assurer la capacité de renouvellement des ressources, qu'il « faut » œuvrer pour la biodiversité, qu'il « faut » de l'équilibre et de la modération dans l'occupation du territoire, qu'il « faut » que les usagers aient la maîtrise de leurs usages, que les rapports soient horizontaux. Ce qui ne faisait « valeur » que parce que l'usage de l'argent le bloquait, ira de soi.

C'est par la prise en compte de la réalité *objective* des ressources et des conséquences de leur usage, une réalité libérée de leur chiffrage en argent, que l'abolition de l'usage de l'argent fait entrer en force des soucis sociaux et environnementaux, considérés jusqu'ici ni plus ni moins que comme des variables d'ajustement. C'est, paradoxalement, par une rematérialisation des données, une rematérialisation qui tient à distance l'expression des opinions *a priori*, que nous agissons dans l'esprit 100% « humain » qu'invoquent aujourd'hui en vain les créatifs politiques et sociaux. Dans un cadre où l'argent est la mesure de « l'homme » et de la planète, ce 100% est inatteignable. Dans un cadre argentique ce qui sert les usagers est nécessairement second par rapport à ce qui sert l'argent. Le service de l'argent ne pourra jamais desserrer la ceinture de l'argent au-delà d'un certain cran, au-delà duquel la récession menace. L'abolition de l'argent jette la ceinture.

Porter la ceinture au clou ne fait certes encore qu'une expérience mentale, mais la non-centralité de la terre, abolir la féodalité, le droit des peuples à se gouverner eux-mêmes, les conquêtes sociales et grands bouleversements technologiques comme celles de l'auto-mobilisation des moyens de transports, n'ont pas commencé autrement.

Quiconque la fera découvrira que l'abolition de l'usage de l'argent offre les conditions matérielles à l'émergence d'un « esprit » - l'esprit de la désurgence ! - où la recherche prend le pas sur l'esprit de certitude.

L'institution expérientielle du quotidien

Cet esprit, d'autres l'ont déjà approché par d'autres voies, qui, dans l'esprit du pragmatisme, ont montré que c'est à travers les questions et les réflexions pratiques que nos convictions sont

formées. Dewey en déduisait que les institutions qui structurent le processus démocratique « doivent s'y prêter ». Sans doute, sauf que l'expérience que nous faisons du processus « démocratique » est aujourd'hui structurée par l'usage de l'argent, par les barrières qu'il met à l'accès des travailleurs au fruit de leur travail, au droit des peuples à se nourrir eux-mêmes, à la paix, à la maîtrise de leurs usages par les usagers et, couronnant le tout, par un système de « représentation » qui rend les candidats tributaires de l'argent des campagnes électorales, et, une fois élus, les asservit à la croissance (des profits monétaires). En abolissant cette structure et ses barrières l'abolition de l'usage de l'argent permet de pousser les avantages attendus de « la démocratie » bien au-delà de ce que ses partisans déclarés n'ont jamais osé formuler.

La démocratie (qui connote *pouvoir*) ne peut fonctionner démocratiquement qu'à condition de se dégager de l'emprise supérieure de l'argent et des oligarchies qui lui sont, par construction, associées. Condition sine qua non. L'abolition de l'argent la redéfinit comme *gestion du bien commun*. Cette redéfinition nous semble toutefois secondaire par rapport à la capacité de rendre les opérations *expérientielles* dans les moindres recoins. Cette *expérientiation* se déduit du fonctionnement même d'une économie sans argent. L'informatisation des données, le suivi en temps réel des opérations de transformation et de l'accueil fait aux produits et services proposés (le « retour d'expérience » remplace les « retours sur investissements »), poser comme condition préalable à toute entreprise que la renouvelabilité des ressources utilisées soit assurée, confèrent à toutes les entreprises le caractère d'une expérience.

Tout au long de l'expérience les usagers sont libérés des contraintes physiques et morales de la condition salariale. L'échec de ce qu'ils ont entrepris n'a donc plus rien de malheureux et encore moins de fatal. La possibilité même qu'une entreprise s'avère à l'usage contre-productive en n'ayant pas pris suffisamment en compte certains aspects de sa mise en œuvre (les algorithmes peuvent s'avérer légers) devient un élément indispensable de l'économie, permettant le réajustement et l'amélioration permanents.

La recherche, l'expérience, sont en fait et depuis toujours « le cœur » de l'entreprise. Même lorsqu'il s'agit d'activités de services ou de productions devenues routinières, leur déroulement peut à tout moment être remis en question pour des motifs ayant trait à la fourniture des matières premières, l'énergie, les transports, et la place que ces activités occupent dans l'ensemble des autres activités.

Quel que soit son domaine, qu'il s'agisse de recherche « pure », scientifique ou esthétique, ou de l'amélioration des conditions matérielles, l'activité (l'entreprise), est vécue comme un essai dans un ensemble d'essais. Elle apprend, saisit et amplifie à mesure ce qui est utile à l'équilibre général des recherches en cours dans le même domaine, en tant qu'hypothèses et donc sous réserve d'en changer. La pertinence de chaque détail opérationnel se décide en fonction de la forme même que prend le projet - de son unité, de son équilibre, de son élégance, de son évidence. Le chemin se crée sous les pas qui le foulent. La désargence, en ce domaine, n'invente rien. *Elle l'intègre*.

Rappelons au passage que toute recherche déborde de multiples façons l'intention affichée, restrictive, de *trouver*. Elle confirme ou infirme « une hypothèse de travail », une intuition, un paradigme. Aussi modeste soit-elle, comme dans le cas du bricoleur du dimanche, elle participe à un corpus de savoir-faire et connaissances recevables. Que l'expérience confirme ou non l'hypothèse de départ, elle contribue tout autant à l'avancement de la recherche auquel la communauté des chercheurs, ceux que nous aimons bien et ceux que nous détestons, participent. Ils lancent sur le même sujet de nouvelles expériences sur d'autres bases, excluent les voies déjà « expérientiées » ou les reprennent à nouveaux frais... Dans un sociotope argentique, l'échec d'un projet c'est de l'argent/temps perdu. Dans un sociotope sans argent, c'est du cerveau/temps gagné pour d'autres expériences et affermir un mode de décision en phase avec le rythme et les conditions particulières de recherches dignes de ce nom : telles qu'elles soient ouvertes non seulement à la contradiction

(critère poppérien) mais à l'inattendu¹⁴, à l'inchoatif¹⁵, et c'est sur ce point que nous terminerons, car il se retournera inévitablement, nous semble-t-il, sur l'ensemble du dispositif et commandera ou à tout le moins imprégnera toutes les opérations.

de la politique au politique

Dans un sociotope sans argent tous ceux qui participent à une entreprise ont accès aux heurs et malheurs expérientiels réservés aux ci-devant patrons... - sans les soucis d'argent.

Un sociotope sans argent réalise ce dont tous les travailleurs et syndicalistes ont toujours rêvé : le suivi des entreprises-expériences par leurs participants. Transparence des résultats, des difficultés, des contradictions, des retards. Les algorithmes aujourd'hui développés pour prévenir le terrorisme, l'agitation dans les quartiers sensibles, cibler les acheteurs, et dont nous considérons à juste titre l'usage comme des atteintes aux libertés, seront mis au service d'une micro-sociologie jubilatoire, capable de montrer et d'anticiper en temps réel les conséquences, directes ou diffuses, de la façon dont les opérations et les opérateurs procèdent et le moment où ce qu'ils ont « réussi » risque de prendre un caractère dogmatique.

En faisant émerger une société de chercheurs, et en mettant l'*expérientiation* en avant dans tous les aspects du quotidien, un sociotope sans argent efface donc « la politique », en tant qu'espace privilégié et au final unique de la gestion de la cité. Elle applique une intuition des années 60, reprise par le mouvement écologique après 68 (« tout est politique »), et fait « du » politique le noyau du quotidien, un noyau dont les composants (techniques, pratiques sociales, us et coutumes, dispositifs naturels, matériels) n'arrêtent pas de se modifier et sont en perpétuelle interaction.

Nombre d'usagers, se prévalant du titre juridique de « citoyen », investissent actuellement l'espace public pour faire part de revendications diverses avec l'objectif de les faire prendre en considération par le gouvernement. Mais à quoi cela revient-il ? A mettre leur citoyenneté sous la coupe de ce gouvernement et convenir qu'elle se limite à utiliser l'espace public non pas en tant qu'espace du politique à part entière mais comme un canal de communication. Un canal où les orages les plus conséquents contre les élites n'aboutissent jamais qu'à l'ouverture de nouveaux canaux *par* les prochaines élites. Dans un espace public quadrillé par les canaux de la politique « politicienne », les usagers ne communiquent plus qu'à travers des partis, en tant que clients potentiels de ces partis. Ce mode de communication modèle à la fois le contenu et l'expression même des revendications. Ne sont reconnues comme prioritairement exprimables que des demandes de crédit, des augmentations de salaires, des suppliques contre les plans sociaux. Ces demandes ne peuvent être prises en considération et suivies d'effets que si le marché (marché électoral inclus) le permet. Les demandeurs le savent si bien que, dans les « mesures » qui n'ont pas à voir directement avec les comptes de bilan (reconnaissance des langues, du mariage pour tous, respect de l'environnement, droit de l'animal), ils mettent en exergue que leur impact monétaire sera faible et qu'elles pourraient rapporter gros au plan électoral.

Cet état de fait est très bien pris en compte par Dardot et Laval¹⁶ quand ils introduisent une distinction entre la « sphère » qui produit des décisions concernant la vie en commun, la sphère de la classe politique, et celle qui génère des relations sociales sans produire explicitement ce type de décisions : la sphère économique et sociale. Ils tentent de le corriger en appelant, pour chacune d'elles, à « instituer des communs », c'est-à-dire à créer les espaces institutionnels, les structures, destinés à administrer par l'autogouvernement des usagers les différentes activités (entreprises, urbanismes, aménagement des espaces naturels,

¹⁴ Cf à ce sujet « La méthode agile » ou « scrum », actuellement utilisée dans le cadre d'une accélération de la définition de produits innovants à valeur ajoutée supérieure, et l'irruption du vocable « sérendipité » pour décrire, sinon expliquer, comment l'imagination et l'invention procèdent. (Sylvie Catelin, *Sérendipité, du conte au concept*, Seuil 2014).

¹⁵ A ce qui « commence », prend forme, progresse.

¹⁶ *Commun, essai sur la révolution au XXI^e siècle*, La Découverte, 2014.

production des règles de la vie en commun, etc.). Il s'agit, en somme, « d'instituer politiquement la société, en créant dans tous les secteurs des institutions d'autogouvernement qui auront pour finalité et pour rationalité la production du commun. Ni dissolution de la politique dans l'économie, ni étatisation bureaucratique et tyrannique de l'économie, mais institution démocratique de l'économie », avec un mot d'ordre, « l'état de coopération ».

Cette « politique du commun », dont le fonctionnement permet à chacun de prendre part au même niveau que les autres, concerne, écrivent-ils, « toutes les sphères sociales, pas seulement les activités politiques, au sens parlementaire et partidaire du terme, et pas non plus les seules activités économiques. La politique du commun est toujours transversale aux séparations instituées, elle met en acte une exigence démocratique à la fois généralisée et cohérente : c'est littéralement « partout », dans tous les domaines, que les hommes agissent ensemble et doivent avoir la possibilité de participer aux règles qui les affectent, au gouvernement des institutions dans lesquelles ils œuvrent, vivent et travaillent. Une telle politique du commun n'est pas réservée uniquement à de petites unités de travail et de vie séparées les unes des autres. Elle doit traverser tous les niveaux de l'espace social ».¹²

La désargence prolonge leur propos. Elle a en effet pour première conséquence une relocalisation générale des activités et la reconnaissance de la proximité - communauté - des intérêts, dans le même quartier ou village, le même pallier d'un immeuble, d'une entreprise ou d'un continent à l'autre. Elle joue de la transversalité des préoccupations et opérations¹³. C'est là que « le » politique se joue, existe, et il se développera d'autant plus librement que les usagers ne devront plus craindre d'être envahis par des produits monétairement concurrents et d'offenser la jalousie des cadres administratifs de l'Etat. « Les institutions du commun », pour reprendre le terme de Dardot et Laval, consisteront en réseaux provoqués par la reprise en charge d'un espace « commun » (transports, cités, services sociaux)

ou des projets de recherches ayant trait à la production, à l'accès ou distribution des fruits du travail, aux relations entre communauté proches ou lointaines, à la solidarité internationale, à la gestion informatique des ressources, à l'avancement des techniques et des sciences, à l'optimisation des échelles de production et de décision... Un espace où l'agir commun sera d'autant plus agissant et commun que le paradigme argentique en aura été éliminé.

Internet donne aujourd'hui largement accès aux échanges entre usagers concernés, il facilite les regroupements ou croisements d'intérêts et de compétences. A l'âge du numérique, le proche et le lointain ne font plus les mêmes qu'au temps d'Hérodote ! Sur Internet, déjà, les frontières entre classes sociales et classes diplômées tombent peu à peu en désuétude. Dans les entreprises dédiées à la solution des contraintes de base (alimentation, transports, vêtement, transmission des savoirs élémentaires) l'abolition du salariat favorisera des croisements de compétences, la découverte de capacités ignorées¹⁴, la transparence à tous les niveaux. L'ouverture à la recherche, une recherche libérée des contraintes de l'argent, une recherche sans obligation ni sanction autres que celles de la recherche, ne se limitera pas à produire autrement de nouveaux objets et services. Elle inclura dans la recherche la question de *ce* qui décide de l'intérêt d'un résultat, d'une hypothèse, d'une idée qui se présente comme « directrice », et de *ceux* (l'ensemble des usagers investis dans les expériences) qui, d'une manière ou d'une autre, à tous les niveaux de l'agir, seront appelés à décider de leur pertinence, de leur application et des méthodes privilégiées pour appuyer les décisions.

Une gouvernance *expériencielle*

Dans un sociotope où les joints, les liens, sont assurés par une colle argentique aux propriétés éminemment fluctuantes, chacun cherche à se rassurer, s'assurer et réassurer par tous les moyens. Parmi ces moyens, en premier vient l'argent. Il bouche ou prévient les problèmes qu'il crée, comme on l'a dit de la croissance.¹⁵ En second

¹² Pierre Dardot et Christian Laval, *op. cit.* p. 460

¹³ Cf sur ce point l'œuvre de Michel Foucault.

¹⁴ Cf Réseaux réciproques d'échanges de savoir

¹⁵ « La croissance n'est pas la solution, elle est le problème ».

viennent des justifications qui donnent une explication naturelle, transcendante, à ce dans quoi nous nous engageons[□]. Nous en avons suffisamment dit sur ces sujets. En troisième lieu vient la recherche, par sondage ou vote, d'un nombre suffisant d'usagers consentants. Elle livre la démocratie au pouvoir du nombre et de la parole la plus facile à entendre, celle qui fait référence à des valeurs éternelles. Dans une société argentine la fonction principale de gouvernements qui se veulent représentatif de la majorité est de faire participer « les citoyens » à leur manipulation en jouant à fond de l'argument majoritaire. Dans un sociotope sans argent, où les citoyens font l'expérience de leur citoyenneté non plus dans les urnes mais quotidiennement dans les entreprises mêmes, la distinction entre « société civile » et gouvernement s'éteint. Les décisions sont prises au niveau où les problèmes se posent, par ceux qui les rencontrent et sans qu'il y ait besoin de déléguer ou de se défausser sur des autorités supérieures pour les résoudre. Un sociotope sans argent exclut d'emblée le paradigme majoritariste, travesti en « expression de la volonté populaire ».

Ce paradigme est aujourd'hui attaqué de toutes parts, mais sa critique ne va pas au fond. Guy Hermet, par exemple^{□□}, a bien mis en lumière la façon dont il met à mal le pluralisme et la tolérance. Il prend l'exemple du fonctionnement des régimes qui, touchés par le « printemps arabe » de 2011, formellement « démocratiques » (votations à tous les étages), excipent leur autorité du fondamentalisme religieux. Il pointe le fait que « le règne de la majorité [peut] être terrible ». Mais il ne va pas jusqu'à « voir » que ce règne est d'autant plus risqué que les questions posées, les décisions à prendre, sont formulées dans un langage qui privilégie les généralités séduisantes et artificielles - en bref : des opinions, qui ne risquent d'être contredites que par d'autres opinions, sans jamais *objectiver* ce dont il s'agit^{□□□}. Il défend l'idée qu'il s'agit d'être « d'accord pour ne pas être forcément d'accord », autrement dit d'être prêt à accepter le débat et le pluralisme comme base même du système politique et culturel. Sans doute. Mais ce

débat, ce pluralisme ne seront jamais mieux servis et réels que sur les lieux mêmes de l'entreprise, *en cours d'expérience* et avec tous les outils dont nous disposons aujourd'hui pour assurer son suivi.

La désargence démode à mort des propositions qui ne font rien avancer, comme « l'indispensable acquisition d'une conscience politique par le citoyen », « la promotion d'une culture démocratique véritable », « la conviction de la primauté de l'intérêt général » et autres formules surchargées d'adjectifs et principes avec lesquels on fatigue les rotatives. Une démocratie sans argent n'a rien à faire des opinions et de leur dénombrement, de leur fabrication, de leur médiatisation et de leur exploitation par la classe politique. Elle remplace les débats d'opinions par l'exposé des conséquences de l'usage des ressources, un usage qui, lorsqu'il aura été décidé, l'aura été sous réserve d'être suivi de près par ceux qui en sont partie prenante au moment de l'exécution et de l'usage des produits et services offerts. Elle introduit partout « le droit d'initiative », non comme « droit » mais comme fait. Elle l'intègre. On n'en parle plus. Les décisions se prennent « à l'expérience », qui constitue un parlement permanent, loin des soucis de représentation parlementaire. *Ce qui vaut, ce qui vaut de le faire*, n'est plus inféodé à ce qui vaut pour les « managers » de la croissance monétaire, ni à ce qui « vaut » à la classe politique des voix pour accéder au pouvoir. *Ce qu'il vaut de faire* ne se discute plus en fonction de « valeurs » aux noms frappants, scellés par l'usage de l'argent, mais en fonction de façons de faire, partagées d'une manière critique. Dans un sociotope sans argent, *l'expérience* se vit loin des (grands) mots, près des (petites) choses.

□□□□□□

« Le centre de gravité de la vie politique réside, d'après le principe démocratique, dans le peuple lui-même et le peuple n'a pas, en conséquence, à se contenter d'attendre d'en haut, de la représentation du peuple, les lois ou les propositions de lois nécessaires ou souhaitées. »

W.Liebcknecht : *Compte rendu des débats du congrès d'Erfurt* (1891)

[□] V. article précédent.

^{□□} G. Hermet, *La démocratie*, Flammarion, 2000, p. 90

^{□□□} Comme le réclame John Dewey... et que l'informatisation des données permet.

Signaux et balises

**Méthode en 10 étapes
pour prendre le contrôle d'une nation :**
(article publié en 2012 par Wikistrike)

1. Demandez à un banquier (Pompicsou- Rothschild) de devenir copain avec le gars intelligent qui gouverne le pays (De Gaulle), pour qu'il devienne premier ministre (1962)
2. Faites tomber le gars intelligent qui gouverne (De Gaulle) avec une révolution (mai 1968)
3. Faites élire le banquier (Pompicsou) à la tête du pays (1969)
4. Faites-lui voter une loi privant le pays du droit de créer sa propre monnaie (1973)
5. Cela oblige ainsi l'Etat à emprunter auprès des banques et des investisseurs internationaux
6. Attendez patiemment que les politiques dépensent plus que l'Etat n'encaisse (1973 - 1998)
7. Créez une banque supranationale indépendante (BCE) battant sa propre monnaie (1998).
S'il le faut appuyez vous sur un bel idéal (l'Europe) pour faire passer la pilule
8. Attendez patiemment que les politiques dépensent plus que l'Etat n'encaisse (1998 - 2012).
Si ça ne va pas assez vite créez une bonne crise (Subprime 2008) pour qu'il s'endette plus vite
9. Enfin mettez un ancien banquier (Mario Le Dragon - Goldman Sachs) à la tête de cette banque supranationale (2011)
10. Attendez patiemment que les états soient en faillite pour leur imposer ce que vous avez décidé. Si ça ne va pas assez vite créez une crise, voire quelques guerres par ci par là

Résultats :

La BCE tient désormais l'ensemble des pays de l'Union Européenne par les « cojones ».
Quand vous devez x milliards à la banque, et que vous ne pouvez plus payer les y milliards d'intérêts, ce n'est plus vous qui décidez de votre vie, c'est la banque.

- Les gagnants: Les propriétaires de Rothschild, Goldman Sachs & Cie
- Les perdants: Le peuple
- Les complices: Les politiques et les médias

Résumé :

- « **Donnez moi le droit d'émettre et de contrôler l'argent d'une Nation, et alors peu m'importe qui fait ses lois** » - Mayer Amschel Rothschild (1744-1812)

La suite :

- Laisser les politiques et les médias expliquer aux citoyens pourquoi il n'y a pas d'autre choix que de les tondre (les citoyens)
- Adopter si possible un discours rationnel (y a plus d'argent) et proposer un faux choix : soit on augmente les impôts, soit on diminue les prestations (sécu, retraite, enseignement)
- Prétexter une bonne crise pour faire les 2 (augmenter les impôts ET diminuer les prestations)
- Puis vendre les bijoux de famille (transport, énergie, immobilier) aux multinationales

- Enfin abandonner le pouvoir a des gens non élus par le peuple, comme en Italie (Mario Montagne)

Questions :

- La Grèce est elle encore une démocratie ?
- Après la Grèce, à qui le tour ?
- Pour la France, à quand le tour ?
- Que faire pour éviter que ce soit votre tour ?

NDLR :

- toute ressemblance avec des personnes ou des situations existantes ou ayant existé ne saurait être que fortuite.

L'article est bien tourné !

Il n'en commet pas moins une erreur de fond, qui se retrouve dans la plupart des textes faisant état d'un complot.

Les acteurs qu'ils dénoncent sont en effet « complotés » plus qu'ils ne complotent.

Chacun cherche à survivre dans les conditions que l'usage de l'argent impose. Chacun lutte pour conserver sa position, ses avantages.

L'imaginaire capitaliste et l'imaginaire anti-capitaliste sont l'un comme l'autre motivés par des urgences de survie qui tiennent principalement à l'usage de l'argent.

Ce n'est pas de leur faute si les banquiers, les entreprises, le gouvernement, les ONG, ont besoin d'argent. Ce n'est pas de leur faute non plus si les clampins de base n'ont pas assez pour vivre.

C'est la faute de l'argent.

Mais difficile d'accuser l'argent.

L'argent c'est personne. C'est un usage.

Un usage « complotif » par construction, au même titre que celui de l'électricité ou du pétrole !

Nous avons aujourd'hui les moyens de nous en passer, à une tout autre échelle que celles de la famille ou de la communauté autarcique.

Avant de mettre des prix sur les choses, il y a les choses. Les prix ne sont nécessaires que pour permettre d'en faire usage et en limiter l'usage.

Cette double obligation conduit l'économie à choisir les usages qui font le plus de profits monétaires. Lesquels sont redistribués sous forme d'intérêts, de taxes et d'impôts, de salaires et retraites. Elle ne fonctionne que si ces profits-là vont en croissant.

Où le poisson pourrit par la tête

Message transféré... avec la mention « à diffuser sans modération, d'autant plus que ces chiffres sont légitimés par un ex des plus hauts technocrates de l'État. »

Il date du 18 Août 2017. Il circule, à l'initiative d'un universitaire qui a découvert avec surprise, que Daniel Lebesgue, l'ancien directeur du trésor parti pantoufler à la BNP, s'est reconverti, la retraite venue, dans la présidence de Transparency International. « Trajectoire aussi improbable que celle qui dans l'autre sens amènerait Gégé ou Dominique (??) à la présidence d'un hedge fund » remarque l'auteur de l'envoi.

Cette « improbabilité » pourrait bien se répandre...

« ... Ce technocrate de haut vol vient d'y faire un topo très sérieux dans lequel, après une apologie de la mondialisation et des fonctions de l'argent (on ne se refait pas), il révèle des chiffres qui devraient être utiles à la galaxie altermondialiste », donc ruiner l'idéologie marchande.

La finance illicite, l'argent noir ou gris, est l'argent issu d'activités criminelles, la corruption, le blanchiment de trafics, la drogue, le grand banditisme, le trafic d'êtres humains, le trafic d'êtres vivants, activités criminelles qualifiées

comme telles par le droit, par la loi, partout ou à peu près partout dans le monde. Il en existe une forme un peu nouvelle la fraude fiscale, l'évasion fiscale, en tout cas la fraude fiscale organisée. Ces deux formes de finance ont des caractéristiques

communes. Premièrement, il s'agit d'activités financières non régulées ou mal régulées, non contrôlées ou mal contrôlées. Deuxième caractéristique commune, cette finance est opaque et utilise le vaste réseau international des centres financiers « off shore » parfois qualifiés de « paradis fiscaux », où se croisent les flux d'argent, l'argent blanc du financement d'importations et d'exportations, l'argent gris, d'autres diraient noir, de l'évasion fiscale et l'argent très noir, très sale, issu, par exemple, du trafic de la drogue ou du terrorisme. Ils offrent à ceux qui interviennent dans ces circuits divers de l'argent la protection du secret bancaire. On leur permet de rendre opaque, de dissimuler leurs opérations.

Voilà les dérives principales de l'argent. Je ne veux pas abuser des chiffres, je vous en donne quatre pour essayer de toucher du doigt, ce qui est parfois difficile quand on parle en centaine de milliards de dollars, l'importance des masses financières dont on parle.

□ La finance spéculative, certains utilisent le mot « shadow finance », finance de l'ombre, est constituée par des fonds d'investissement ni régulés ni contrôlés, en particulier ce qu'on appelle les « hedge funds. »

Le « hedge fund » consiste à emprunter de l'argent pour spéculer et à rembourser cet argent à partir des gains spéculatifs réalisés.

Quand la crise financière a éclaté, début 2008 ou mi 2008, l'encours des « hedge funds » dans le monde est de deux mille milliards de dollars. Fin 2016, cet encours s'élève à trois mille milliards de dollars. Il s'agit donc d'un phénomène non contrôlé.

□ Quand on regarde à l'échelle du monde les transactions financières internationales entre les pays, on constate que près de la moitié d'entre elles transitent par un centre financier « off shore. » [nom euphémisé pour les paradis fiscaux] La

moitié de la finance internationale échappe en grande partie à la régulation, à la surveillance des banques centrales, des autorités de marché et se fonde dans des conditions d'opacité qui créent en elles-mêmes un risque majeur.

□ En ce qui concerne le blanchiment d'activités criminelles, il n'y a, par définition, pas de statistiques officielles mais les estimations les plus courantes se montent à deux mille milliards de dollars par an. L'économie souterraine, l'économie du crime représente deux mille milliards de dollars.

□ Je termine par un chiffre sur la fraude et l'évasion fiscale. Je vous donne l'évaluation d'OXFAM que nous considérons comme solide. La fraude et l'évasion fiscale privent les États dans le monde de cinq cents à mille milliards de dollars de recettes chaque année.

[... après une apologie de quelques actions de régulation, de l'OCDE notamment, l'auteur du rapport conclut sur de riantes perspectives ...]

Maintenant quelle est la réponse ? Il y a trois possibilités. La première est ce que j'appelle l'hyper-mondialisation. Les États, les régulateurs perdent le contrôle du système. C'est une hypothèse qu'on ne peut nullement exclure, en particulier avec la nouvelle administration américaine. Si on emprunte cette voie cela se terminera par une catastrophe économique, sociale, internationale majeure.

La deuxième voie, on en parle beaucoup dans le débat public en France, est celle dite de la démondialisation. On remet en cause la liberté des échanges, on érige des frontières, on rétablit les contrôles des changes. J'ai été chef du bureau du contrôle des changes, j'ai vécu quatre dévaluations du franc, je sais donc ce que cela veut dire. C'est une voie que, personnellement, je juge régressive et extrêmement dangereuse parce qu'elle débouche, à un moment ou à un autre sur l'affrontement entre des pays, entre des acteurs du système mondial.

« Il y a une troisième voie », conclut l'auteur, « et vous avez bien compris que c'est celle que je recommanderais, que j'appelle la mondialisation et la finance régulée. Elle consiste à imposer des règles du jeu, des systèmes de contrôle et à renforcer ceux qui existent. »

Fort bien, mais c'est ce qu'on fait depuis toujours, après avoir longtemps trainé les pieds. Et qui les formulait, ces règles, et qui les mettait en œuvre ? Qui les formulera, qui les mettra en œuvre ? Les ruses de la raison argentine finiront par en avoir raison...

Ils sont nombreux ceux qui, comme M. Lebesgue, voient où « ça va mal » de moins en moins convaincus par les buts et les moyens. Fatigués de se battre contre les pesanteurs et contradictions de l'outil argentine. De l'intérieur ils les voient mieux que quiconque ! Il ne faut pas compter sur eux pour qu'ils les changent. Mais une fois la désargence instaurée ? Ils retrousseront les manches, et de bon cœur.

« La démocratie ne se réduit pas à l'élection »

Je l'ai entendu rappeler par Pierre Rosanvallon, invité à un débat de France-Culture (fin mars 2017). Mais alors l'élection sert à quoi ? A former des partis ...?

Rosanvallon souligne qu'ils ont été des lieux de débats. Débat connote démocratie. Mais ces débats n'ont-ils pas toujours été coincés, faussés, par le souci des élections ?

Pour se faire admettre au sein du parti, comme pour rassembler le maximum d'électeurs, ils doivent éviter les propos par trop radicaux, rester dans le bon chic bon genre supportable par l'électorat (v. plus bas comment le PARDEM « mange le morceau »). Ils doivent se faire bien voir de ceux qui, au parti, attribuent les circonscriptions...

Rosanvallon observe que dans la dernière présidentielle, « la vie démocratique n'est plus structurée à partir de partis mais de mouvements ». Les partis sont définis par des « territoires » (je traduis, peut-être à tort, par des clientèles). Les mouvements le sont par des leaders. Rosanvallon note au passage que c'est la faute des partis depuis qu'ils ont distendu leur rapport à la société. On en vient donc à chercher des individus qui expriment la volonté générale. Et ensuite ?

Introduits dans la cuisine politique, les individus « choisis » sont soumis à des conditions pratiques où ils naviguent à vue, avec le souci de tenir le gouvernail et le bateau.

Rosanvallon constate donc que « Le monde politique est celui sur lequel on ne peut plus faire d'hypothèse sur ce qu'il va faire ».

Dans un sociotope où « le » (ou « la ») politique est entre les mains d'une classe politique, les électeurs ne s'y retrouvent plus. Le programme du candidat doit être aussi « général » que possible. S'il entre dans certains détails, comme augmenter les allocations, c'est pour montrer qu'il est prévenu et ratisser ceux qu'ils concernent. Mais il lui sera impossible de s'impliquer personnellement dans chacun d'eux, il devra faire confiance à plus autorisés que lui, et la bonne marche de l'ensemble devra être assurée par des rentrées monétaires. Mettre le visage d'un élu ou d'un autre sur leur usage relève de l'anecdote.

Le PARDEM tire la leçon

Le PARDEM (Parti pour la Démondialisation) joue dans la même cour que Macron, Le Pen et Mélançon. Il ambitionne un aménagement du libéralisme. Son truc, c'est la sortie de l'euro. Ce fut aussi celui de Mme Le Pen. Elle aurait pu contresigner le tableau qui suit :

Les mondialisateurs, au-delà des idéologies, sont les classes sociales qui organisent et tirent profit de la mondialisation néolibérale. Ce sont les gros actionnaires français et étrangers qui détiennent le capital des grandes entreprises, qu'elles soient industrielles, de services, médiatiques ou financières. Ce sont ensuite les « agents »

de cette classe des dominants, qui ne possèdent pas directement une fraction significative du capital, mais qui vivent des miettes (grosses !) que lui jette ce dernier. Ce sont les très hauts dirigeants des entreprises, la noblesse d'État qui a pris le pouvoir avec Macron et qui attend d'être recyclée dans le privé pour se gaver de stock-options. C'est aussi le gratin des journalistes à gages, quelques universitaires dont l'ordinaire est amélioré par quelques « ménages ». Ils ne pensent qu'à l'argent, toute vision humaine et sociale leur est étrangère.

Les mondialisés, ce sont les sans-grades, les ouvriers, les employés, les petits paysans et



Entre nous

Les commentaires de JFA[⌘]

Décidément, Internet nous offre des possibilités incroyables de mettre notre grain là où il n'est pas attendu.

Exemples récents:

- Je reçois une vidéo sur le catalogue des semences.

Tant qu'il y aura la possibilité de faire des profits monétaires sur tout, y compris le vivant, les semences, la biodiversité..., il y aura un monde selon Monsanto! Cette vidéo vous dérange? Voyez plus loin: sans l'argent plus de catalogue des semences. Avec l'argent, les lobbies trouveront toujours un biais pour accroître leurs profits à nos dépends. Il est temps de choisir entre la vie ou la bourse, et c'est aujourd'hui possible.

http://www.blog.desargence.org/IMG/pdf/prosper_h.s.3.pdf

⌘ Je tombe sur le site "Too Good to Go", née au Danemark, s'implante progressivement en France.

<http://www.toogoodtogo.fr/>

Voilà une belle alternative au gaspillage de nos sociétés consuméristes. J'y mettrais cependant un bémol : ce gaspillage éhonté quand d'autres meurent de faim est effectivement intolérable et d'autre part, la planète ne tiendra pas longtemps une telle production de "denrées jetables". Or, il n'y a pas d'autre explication au gaspillage que la recherche du profit monétaire qui impose des normes stupides, des dates de péremption très courtes, des transports insensés de produits qui pourraient être locaux, etc. Je crains alors que ce genre d'alternative, au demeurant intelligente et utile, n'aboutisse qu'à rendre tolérable ce qui devrait être éradiqué.

[⌘] Jean-François Aupetitgendre (*Le Porte-Monnaie*, Ed. Libertaires, Blog atpg)

Produire des légumes locaux, bios, les vendre dans un réseau genre Amap, c'est mettre en place un autre système économique. Débarrasser les grandes surfaces de leurs surplus, c'est les renforcer, c'est aussi faire croire aux adeptes du "Too good to go" qu'ils vont résoudre un problème. Entre ne rien faire et arrondir les angles de cette société malade, il y a une troisième voie qui est d'inventer aujourd'hui ce que demain pourrait être, une société sans profits monétaires, sans concurrence, sans argent, sans échanges marchands... On appelle cela "la désargence" !

http://www.blog.desargence.org/IMG/pdf/prosper_h.s.3.pdf

⌘ On m'envoie un article sur le QE:

<http://qe4people.fr/2017/05/24/bce-inegalites-quantitative-easing/>

Je réponds:

Les banquiers autant que les politiques sont comme des mouches dans un bocal. Sous la contrainte du cadre qu'ils se sont eux-mêmes imposés, ils cherchent d'ingénieux systèmes qui induisent systématiquement (normal pour un système) les mêmes travers, les mêmes dégâts. Quand donc l'une de ces mouches osera-t-elle sortir du bocal pour entrer dans un système plus ouvert ? Ce système existe déjà dans l'imagination de quelques-uns et il a été rendu possible par les avancées technologiques. On l'appelle "la Désargence".

http://www.blog.desargence.org/IMG/pdf/prosper_h.s.3.pdf

⌘ Un ami Facebook partage un lien du site "Le vent se lève" au sujet du 1er ministre:

Le vent ne se lève pas quand on dénonce l'insupportable, quand on semble découvrir que nous sommes menés vers des politiques antisociales. Le vent se lève quand on commence à admettre que les hommes n'y sont pour rien mais que le système y est pour tout ; quand on comprend qu'il n'y a pas de société juste tant qu'il y a des profits monétaires possibles, qu'il n'y a pas de gouvernement équitable tant que le pouvoir est délégué à une élite, etc. La critique finira par nous détruire alors que la construction, l'invention, l'innovation d'un autre système pourrait nous faire vivre !

http://www.blog.desargence.org/IMG/pdf/prosper_h.s.3.pdf

▣ **Jeff Halper, La Guerre contre le Peuple, PDF**
(via ATTAC-France) :

...capitalisme mondialisé en crise...

Le texte commence mal, avec cette idée que le capitalisme est en crise alors qu'il ne s'est jamais aussi bien porté, qu'il n'a jamais été si proche d'établir son nouvel ordre mondial. Que les peuples soient en crise, sans doute ; que les conséquences sur les plus pauvres soient terribles, c'est certain. Mais une crise a un début, un paroxysme, une sortie, ce qui n'est pas le cas du capitalisme actuel.

...Les guerres contemporaines ressemblent plus aux guerres coloniales du passé...

Là, c'est juste. La situation de la Grèce, laboratoire du libéralisme, en témoigne. Les lois sont dictées par le colonisateur (l'Allemagne sous couvert de l'Europe), les biens sont pillés ou achetés par l'étranger à vil prix, le peuple est nié.

...la plus grande partie des individus sont considérés par le capitalisme comme une « humanité excédentaire »...

C'est ce qu'annonçait Anna Arendt dans son essai sur le totalitarisme, quand elle le définissait comme producteur d'un "homme superflu". Il faudrait sans doute mettre en perspective la création de cette "humanité excédentaire" par le capitalisme, avec la peur de la surpopulation qui habite nombre de militants anticapitalistes. Les écologistes nous disent que la planète ne peut nourrir plus de 7 milliards d'humains, les gens de gauche prônent une stricte limitation des naissances, les gens de droite nous annoncent une troisième guerre mondiale, le Sud envahissant la vieille Europe chrétienne et blanche. Si l'occurrence de cette troisième guerre planétaire est si énorme sur Google, on ne peut s'empêcher de penser qu'il y a derrière une volonté d'habituer les peuples à l'idée d'une nécessaire élimination physique de cette "part excédentaire" qui pèse malgré tout sur la "part productive" !

...Mais, aux yeux des élites, toutes ces formes constituent des défis à leur domination, des menaces contre le système capitaliste lui-même...

On voit par là la limite de l'analogie entre les guerres étatiques et la guerre économique moderne. L'ennemi était clairement identifié,

plus ou moins organisé selon les mêmes principes stratégiques et tactiques. Dans la guerre moderne, et là encore l'exemple grec est patent, l'ennemi du capitalisme est complètement désarmé, sans organisation politique ou syndicale, sans chef charismatique, sans vision d'un autre possible comme point de mire. Il est difficile d'imaginer à quel point les Grecs ont été amenés, sans véritable résistance, à passer du rêve consumériste européen à la rigueur la plus cruelle, et ce, en moins de dix ans. On ne peut pas parler alors de défi ou de menaces contre le capitalisme mais plutôt d'une impuissance totale. La lutte, la révolution, la résistance, le sabotage, sont des notions anciennes que nous tentons de restaurer mais qui n'ont plus court face à notre ennemi qui n'a pas de nom, pas de visage, pas de domiciliation, comme le disait cyniquement François Hollande. Les armes du capitalisme ont changé, pas les nôtres. Nous sommes comme ces téméraires uhlands polonais qui se sont lancés contre les panzers allemands avec leurs lances et leurs chevaux !

... La pacification est le but ultime du capitalisme...

C'est là encore une vision dépassée qui date du colonialisme. Le peuple excédentaire n'a pas besoin d'être soumis à la "fabrique du consentement", à une obsession sécuritaire, à une organisation sociale kafkaïenne pour être pacifié. Il l'est par la simple magie du TINA, formule magique qui sape toute velléité de révolte et de changement. L'idée que le capitalisme s'impose à tous comme une loi naturelle, que la rigueur imposée aux peuples est incontournable, que toute idée contraire relève de l'utopie, que la seule issue est individuelle et dépend des qualités entrepreneuriales de chacun, tout cela suffit à "pacifier" les dix millions de Grecs pourtant réputés pour leurs qualités de résistance, d'indépendance et de singularité ! L'analyse proposée de l'asservissement au capitalisme est malheureusement datée, et les références à Kafka ou Foucault correspondent à un capitalisme pré-mondialisé, "pré-néolibéralisé", "pré-tinatisé". Si nous voulons peser d'un quelconque poids dans cette guerre nouvelle, ce ne sera qu'au prix d'une réactualisation de nos armes, de notre langage, de nos analyses.

*...Trois types de guerres :
 Guerres entre états pour maintenir leur
 suprématie sur le système mondial
 Guerres asymétriques pour la police globale
 du contrôle Nord-Sud
 Guerres de police domestique pour maintenir
 la domination à l'intérieur des pays.*

On voit bien que le sens de la guerre s'est déplacé et que notre stratégie doit elle aussi s'adapter à ce contexte. La police domestique exercée en Grèce par le biais de la Troïka n'utilise pas de gens en armes, pas de bombes à fragmentation, mais une armée de fonctionnaires en poste à l'hôtel Hilton d'Athènes, auprès desquels les politiques et gestionnaires grecs viennent prendre les ordres, quotidiennement, avec la totale discipline qui faisait la force des armées d'antan !

...L'espace moderne de bataille comporte un espace extérieur (incluant les dimensions électronique, informationnelle et le cyber-espace), et le terrain «humain» des sociétés ciblées. L'espace de bataille est désormais global, et n'est confiné dans aucun espace particulier...

On ne peut qu'applaudir à cette définition de la guerre moderne, avec la nuance cependant que l'économie est désormais plus efficace que les bombardements ou l'invasion armée.

...Le PIB par tête entre les pays les plus riches et les plus pauvres avait un écart de 22 à 1 au début du 20^e siècle, il est passé de 5 863 à 1 en 2016...

Ce qui confirme bien que la victoire du capitalisme mondialisé est réelle et non "en crise" et qu'elle passe par l'accroissement des inégalités économiques bien plus que par la puissance de feu.

...« Nous organisons la bataille parmi les peuples, un fait illustré littéralement et au figuré par le rôle central des médias ; nous nous battons dans chaque foyer dans le monde aussi bien que dans les rues et les territoires des zones en conflit... »

Cette déclaration de Rupert Smith, qui nous indique ce récent changement de paradigme, est limpide : l'arme médiatique entre au sein des foyers et des cerveaux et vaut tous les drones de combat que la technologie moderne nous offre. Il suffit de voir en Grèce le poids exponentiel

qu'ont pris les journaux people, les feuilletons télévisés (souvent turcs), les jeux (dont Survivor qui fait un tabac) ! Dans processus guerrier, seuls les meilleurs survivront et c'est bel et bien la morale qui est diffusée par ces médias. La paix, c'est la guerre..., la liberté, c'est l'esclavage..., la révolte, c'est le pessimisme..., 1984, c'est d'actualité !

... ces guerres nouvelles sont globales, se situent dans des endroits multiples, et sont des guerres sans fin...

Cette réflexion mérite que l'on s'y attarde. Habitué à nommer les guerres par les dates de leur déclaration et de leur armistice (14-18), nous oublions que cette temporalité était rassurante au point de donner un sens au combat (on s'est battu pour la Der des Der !). Aujourd'hui, la guerre n'a pas plus de fin que la crise... Guerres et crises sont des états conçus pour durer tant qu'ils alimentent des profits financiers et qui n'ont rien de transitoire, quoiqu'en disent les économistes orthodoxes. Il est possible que certaines guerres soient présentées comme ponctuelles (des frappes chirurgicales...), mais on sait maintenant qu'elles seront suivies par d'autres frappes, tôt ou tard. Si l'on regarde le monde depuis la fin des grandes guerres classiques, on peut considérer que la planète a été perpétuellement en guerre ici ou là et que les rares moments de paix n'ont été que des trêves entre deux épisodes guerriers.

...La « sécurité » cache les conflits de classe et les intérêts des élites au pouvoir...

Curieusement, on n'entend plus guère parler de lutte des classes, et le petit porteur de titres, le petit épargnant à 1,5%, est souvent assimilé au cercle de cette oligarchie. Tout le monde n'est pas riche mais tout le monde veut l'être, tout le monde est prédateur mais à des degrés divers. Il suffit pourtant de visiter une usine où se côtoient les blouses blanches et bleues, un tribunal où l'on juge un voleur de bicyclette et un politicien corrompu, pour constater que la lutte des classes n'est pas morte. Et c'est vrai que la sécurité, contre la délinquance ordinaire ou le terrorisme international, a réussi le double exploit de se camoufler sous une égalité de droits et sous une communauté d'intérêts. Le coupable n'est plus celui qui a outrepassé le droit, mais celui qui n'a pas sa Rolex faute de ne pas avoir usé de ses droits supposés. L'intérêt

est devenu commun au puissant et au misérable, accéder au sésame monétaire pour être du bon côté de la barrière. C'est sans doute la plus grande force du capitalisme que de transformer ses "ennemis objectifs" en complices, voire en alliés.

...Le but de l'État de sécurité est de protéger les intérêts des élites politiques et économiques dominantes...

Ce qui nous ramène non seulement à la lutte des classes (à part qu'il n'en reste que deux, l'élite et la plèbe) et à l'insécurité de la classe dominante qui clairement joue avec le feu. Dans cette guerre économique, l'employé a bien moins à perdre que son PDG, l'ouvrier d'usine bien moins que le gros actionnaire. La sécurité est bien plus une nécessité pour les seconds que pour les premiers ! Mais le système sécuritaire ne fonctionne qu'à la condition d'être porté par tous... S'il y a une véritable situation de danger pour le capitalisme, c'est qu'à terme, la plèbe n'ait même plus à perdre son minimum vital et qu'elle en tire une extraordinaire force...

... De telles valeurs « universelles » comme l'individualisme et la responsabilité individuelle, sont promues, de même qu'une vie meilleure par un dur labeur, l'autonomie, la démocratie libérale (« liberté »), l'émancipation humaine (« civilisation », notre « mode de vie »), les droits humains et civiques inaliénables, la sécurité personnelle, la paix perpétuelle et, bien entendu, la rationalité économique du marché...

Tout est dit dans cet alinéa. Ce qui est universel ne peut être contesté sous peine de démente et d'inhumanité. Le vieux mythe du travail rédempteur est réactualisé, non plus au nom d'un péché originel mais de la raison du Dieu-marché. La guerre perpétuelle de l'économie est considérée comme un état de paix alors qu'elle est une guerre réelle, avec des morts mais sans les armes (estimée à 25 000 en Grèce depuis 7 ans), avec des dégâts matériels et psychologiques considérables mais sans comptabilité.

Technologies de destruction et de répression...

Ce chapitre relève de la futurologie car il décrit des technologies à ce point complexes qu'elles en deviendraient d'un coût prohibitif au regard de ce que peut donner une bonne vieille

propagande télévisée. On peut honnêtement se demander si cette grande frayeur des armes nouvelles n'est pas induite par ceux-là même qui voudraient détourner notre regard de la simple mais efficace guerre économique actuelle. Les "guerre des étoiles" et autres dystopies hollywoodiennes ne servent pas à autre chose !

Conclusion : Un ordre du jour pour la gauche. ...commencer à formuler ce que nous suggérons comme système mondial plus juste et plus durable. Ainsi, devrions-nous agir tout comme les transnationales...

Il est dommage que ce texte se termine sur une telle proposition. Faudrait-il mondialiser la gauche pour combattre le capitalisme mondialisé ?

Cette idée a un petit goût de "prolétaires du monde entier unissez-vous" qui rappelle de mauvais souvenirs. Faudrait-il agir avec le même cynisme que les transnationales ? Il y a tout lieu de croire que nous y perdrons notre âme comme le capitalisme familial de Grand-papa y a perdu la sienne (il ne lui reste même plus le paternalisme) en faisant de ses ouvriers une "ressource humaine". Devrions-nous inventer notre nouvel ordre mondial qui serait non seulement juste et durable mais opposable au capitalisme ? Les altermondialistes ont été tentés par l'idée face au monde de Monsanto et la plupart en sont revenus pour se rallier au local.

L'erreur de ce texte est d'analyser le phénomène capitaliste mondialisé avec les mêmes outils d'analyse qui ont permis son élaboration.

L'idée du Nouvel Ordre Mondial est somme toute assez simple : la récupération de la création monétaire donne le pouvoir de choisir les règles, les lois, les structures gestionnaires, qui sont à l'exacte image du rêve ploutocratique de l'oligarchie. Or il est impossible de revenir sur cette création monétaire. La fonction "marche arrière" n'existe pas dans le logiciel actuel, si tant est qu'elle ait un jour existé dans l'histoire de l'humanité.

En revanche, un scénario de mondialisation serait-il pensable sans l'outil monétaire, sans l'échange marchand ? S'il apparaît encore au plus grand nombre (bien que cela évolue à grande vitesse) que l'argent et l'échange sont incontournables, n'importe qui de raisonnable se rendra vite compte que le monde que nous

dénonçons et qui nous mène à la chute la plus totale, ne peut se concevoir sans cela.

L'alpha du capitalisme, c'est l'échange marchand. L'oméga du capitalisme pourrait bien être l'invention d'un monde sans argent, de sociétés humaines, évoluées technologiquement et humainement, qui cesseraient enfin d'échanger pour tout mettre en accès.

Le capitalisme est capable d'inventer des robots-tueurs, des nano-armes, des drones, des armes d'impulsion magnétique..., et nous ne serions pas capables d'inventer un accès pour tous à tous les biens et services, malgré la puissance de nos ordinateurs, l'urgence de la situation, les millions d'expérimentations allant dans ce sens et déjà à l'œuvre un peu partout ? Il faudrait croire alors que la plus grande force de l'élite ploutocratique, c'est la bêtise et l'aliénation du plus grand nombre, ce que dément la plus simple observation !

La solution n'est pas technique. Elle est mentale. Une trop longue pratique de l'argent, de l'échange, de la valeur, nous a amenés à naturaliser ces catégories, à les rendre éternelles. Certes, changer les modes de pensée paraît plus long et plus ardu que de créer des technologies de replâtrage. Mais la nécessité faisant loi, c'est le capitalisme lui-même qui nous contraindra, par sa barbarie meurtrière, à accélérer le mouvement.

La gauche ne doit plus être promotrice d'un aménagement du capital mais de la fin du capital. Son "ordre du jour" ne devrait plus être l'instauration d'une économie sociale et solidaire mais de rendre inutile le mot même de "gratuit" en rendant obsolète celui de "payant".

✠ Ariane Vitalis **Les Créatifs Culturels : l'émergence d'une nouvelle conscience Regards sur les acteurs d'un changement de société** (éd. Yves Michel, collect. Société civile, 200p., 15€).

J'ai posté le commentaire suivant:

En digne disciple de Pierre Rabhi, Ariane Vitalis oppose une démarche individuelle aux désordres du monde. Toute sa démonstration repose sur l'idée que c'est l'homme qui changera le "contrat social" et non le contrat social qui changera l'homme. Et l'on retombe vite dans l'inutile question de l'homme loup pour l'homme ou de la rédemption de l'homme qui se débarrasserait soudain, par la magie de la

"sagesse rabhienne", de toutes ses tares originelles.

C'est la négation totale du poids de l'économie sur l'ensemble des composantes sociales. Cela revient à s'aligner sur le mythe néolibéral, par ailleurs dénoncé, du "do it yourself", chacun étant en capacité théorique de devenir millionnaire pour les libéraux, de sauver la planète du déluge pour les écologistes, de stopper les inégalités croissantes pour les socialistes, etc.

Comment empêcher que certains se gavent jusqu'à l'indécence quand d'autres meurent de faim ou n'ont pas accès à l'eau potable, sans mettre en cause le paradigme selon lequel nous serions tous contraints de créer des profits monétaires pour vivre ?

Comment abolir la barbarie des profits monétaires sans faire sauter le verrou de l'argent et de l'échange marchand ? Par peur de franchir ce pas essentiel, on invente des "économies sociales et solidaires" qui, pour sauver leurs profits, finissent par licencier ou contraindre par la concurrence le voisin à la faillite, des énergies vertes façon Véolia, des systèmes politiques qui parlent de démocratie et instaurent des dictatures, etc. Ceux qui ne croient pas en l'impossible sont priés de ne pas déranger ceux qui sont en train de le faire ! La désargence émerge de plus en plus et n'a rien à voir avec le colibri...

http://www.blog.desargence.org/IMG/pdf/prosper_h.s.3.pdf

✠ Je reçois l'annonce d'un congrès à Aix les Bains les 3 et 4 février 2018. La plateforme semble intéressante et ce serait bien d'aller voir.

Le coût d'inscription est à la mesure de la foi qu'ils ont en leur capacité à changer le monde. Vous pouvez voir l'ensemble sur <http://www.medecine-du-sens.com/>

Je leur ai posté le commentaire suivant:

"On ne peut que souscrire à l'inquiétude des intervenants de ce congrès quant à l'avenir de l'humanité ; on ne peut qu'approuver l'urgence et la gravité des problèmes soulevés. Mais on peut aussi rechercher des solutions un peu moins floues que la foi d'Hubert Reeves en l'émergence de solutions face au péril, que l'appel à la persévérance de Jean Louis Etienne, que l'invitation à lutter contre les lobbies du Pr. Even...

Si l'on reprend chacun des problèmes cités dans la vidéo de présentation, on peut faire le constat que chacun d'eux est essentiellement la conséquence d'une recherche de profits financiers,

que l'apparente passivité de l'humanité malgré l'urgence s'explique essentiellement par des habitudes consuméristes largement induites par le modèle libéral, que les choix politiques qui pourraient améliorer l'état du monde sont bridés par les nécessités de l'échange marchand qui, mécaniquement, concentre la richesse et augmente les inégalités, qui impose des technologies mortifères au dépend de technologies propres mais peu porteuses de plus-values, etc.

Aucun des problèmes sur lesquels vous nous proposez de méditer, n'a de solution dans un cadre monétaire. Pour exemple : tant que l'activité humaine sera soumise à la concurrence, on ne voit pas ce qui empêchera l'agriculteur de polluer ses champs et de produire des aliments frelatés, ni ce qui empêchera l'agro-industrie de vendre son modèle productiviste.

Tant que d'énormes intérêts financiers seront en jeu, les lobbies industriels casseront toute velléité écologique, et l'accès aux biens sera à ce point inégalitaire que la majorité des consommateurs opteront pour le discount plutôt que pour le bio... Toutes les solutions que vous apportez (du moins dans la présentation) se fondent sur l'espoir d'une prise de conscience collective, sur un sursaut de bon sens et de santé

mentale, sans presque jamais évoquer ce cadre monétaire qui colonise notre imaginaire.

Nous sommes de plus en plus nombreux à penser que la condition pour une hypothétique survie de l'humanité passera par la remise en cause radicale de l'argent, du profit, de l'échange marchand, et à prôner une "désargence", une société "a-monétaire". Or, compte tenu de l'évolution technologique et de la productivité actuelle, cette certitude ne relève plus du rêve mais d'une option réaliste.

Je vous signale quelques groupes et personnalités qui travaillent à renverser cet ordre de priorités barbare et qui pourraient apporter un point de vue propre à redonner espoir face à l'énormité du péril, à donner enfin raison à Hubert Reeves !

▣ <http://www.desargence.org/>

▣ <http://www.voter-a-m.fr/>

▣ <http://mocica.org/fr/Project>

▣ <http://aptgchronique.overblog.com/>

(rubrique désargence dans "rechercher")

▣ <http://editions-libertaires.org/?p=513>

(roman de vulgarisation sur le sujet)

La vie des sites

prosperdis.org n'est plus accessible. Créé par Sandrine Rioual et repris par Philippe Le Duigou, Gilles Fournier, professionnel en retraite, nous l'avait aménagé d'une manière éminemment pratique. Il avait été conçu pour faire comprendre l'intérêt du distributisme. Chemin faisant, **PROSPER** s'est de plus en plus distancié du distributisme « historique ». Certains articles étaient rigoureusement distributistes (sans profitys monétaires, en gardant la monnaie) d'autres rigoureusement désargentistes (plus de profits monétaires, sans monnaie). Les lecteurs zappeurs se mélangeaient les neurones.

désargence.org créé par Thomas Gauthier est intégralement désargentiste. Il a été mis hors service à la suite d'une attaque et Thomas, qui le fait à titre bénévole, a dû, pour le réparer, renouveler ses savoirs. Ce qui fut long, car il n'a pas que ça à faire. A part le blog, ce site n'est donc pas très réactif. Un site dédié à **PROSPER** serait bienvenu, tenu par un(e) professionnel(le). Question de gros-sous.

usologie.org : quand on s'adresse à GOOGLE, il confond avec UFOLOGIE ou UROLOGIE.

Pour y avoir accès, il faut préciser **REVUE PROSPER**. Les deux premières entrées renvoient à la revue. La troisième au site. « La maîtrise de leurs usages par les usagers » figure sur la couverture de **PROSPER**. C'est un sujet en apparence plus épistémologique que politique, mais en apparence seulement. Je n'arrête pas d'y travailler. S'il y a peu d'articles, c'est que je dois à l'amitié de Thomas d'avoir ouvert le site que je ne peux pas abuser de ses services. Il y a donc peu d'articles. Allez voir quand même ?

PROSPER

Hors-série - 4
2^e version

Jean-Paul Lambert

CIVI 2

une civilisation sans argent

les cent premiers jours

*En 2036 l'Eurasie et l'Afrique ont aboli les profits monétaires
mais conservé l'argent.
L'équilibre écologique a été sauvé.*

*En Amérique, les Démocraties capitaliste ont poursuivi leurs
ravages.*

*En 2089 l'une d'elles, une fois de plus au bord de la faillite
abolit l'usage même de l'argent...*

Cette abolition s'étend à la planète entière !

Civi 2 est extrait d'une anticipation politique en plusieurs volumes.
L'auteur en donne un aperçu à la fin de la plaquette.

CIVI 2 est la troisième partie du troisième tome de **KRONIX**,
roman d'anticipation qui couvre le 21^e siècle.

Je l'ai commencé peu après la création de **PROSPER**. Il devait, comme la revue,
sensibiliser à ce que serait la vie quotidienne dans un modèle économique
sans profits monétaires (mais conservant les échanges en argent).

Un extrait de cette version a été donné en « Hors série » de la revue.

A partir de 2004, **PROSPER** a envisagé de plus en plus sérieusement d'abolir l'argent,
et le roman a donc changé d'objet.

Il ne s'agissait plus de montrer la faisabilité du distributisme mais que,
malgré ses aspects positifs, son instauration pouvait être évitée !

KRONIX, « notier » se présente désormais comme une fresque du siècle.

En 2017, anniversaire de la révolution russe, le revenu universel a été institué. Il a donné au libéralisme un nouveau souffle encore plus ravageur...

En 2036, anniversaire du Front populaire, l'abolition des profits monétaires a été adoptée sur toute la planète sauf en Amérique. Elle a rendu aux peuples la maîtrise de leurs usages et sauvé la planète du désastre, mais il a fallu, pour qu'elle soit votée, admettre que les revenus seraient inégaux... Les usagers choisissent s'ils veulent 60, 80 ou 100 du revenu, en fonction de l'utilité matérielle des activités dans lesquelles ils s'investissent.

XXI.32.10, rédacteur du « notier », né en 1932, pointe quelques problèmes. Le système en effet reconduit les classes sociales. La monnaie distributiste n'empêche pas d'acheter des services privés. Pourquoi encore se servir d'argent ? L'informatisation des données permet depuis longtemps de s'en passer !

En 2086, il est tiré au sort pour participer à la Diète qui débat tous les ans d'un sujet d'actualité. Elle n'a aucun pouvoir de décision. Mais la manipulation des débats provoque un retour aux anciennes institutions : décisions prises à la majorité, délégation de pouvoir, prisons, profits monétaires...

Jugé séditieux, persécuté, XXI.32.10 erre un moment en Francie, constate les dégâts et finit par s'exiler en Amazie, à l'invitation d'un correspondant haut placé qui a suivi avec attention ses interventions à la Diète au sujet de l'abolition de l'argent.

En 2089, l'Amazie, démocratie capitaliste modèle, une fois de plus au bord de la faillite, abolit l'usage de l'argent, sans passer par le stade « distributiste ».

L'exemple américain est rapidement adopté par toute la planète.

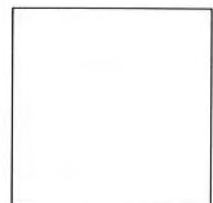
La chronologie que j'ai adoptée n'a qu'un défaut : son optimisme. Il en faut en effet beaucoup pour croire qu'au train où les profits monétaires ravagent les peuples et la planète il y aura encore du monde, en 2036, pour franchir l'étape de l'abolition des profits monétaires.

Mais voici que des inconnus reprennent l'idée de désargence à leur compte. C'est la seule chose à faire pour sauver la planète. C'est tout de suite ou jamais...

Ils ont l'intention de le dire, en Septembre de cette année, sous l'emblème de la gratuité...

Le changement de civilisation ne se fera pas en un jour. Mais qui sait si, quand il aura eu lieu, on ne datera pas de 2017 son commencement ?

Comme un coup de chapeau à la révolution russe, et un pied de nez aussi !



PROSPER 27

2 - Festival de la gratuité

3 - Billy : *La démocratie ? Représentative ou participative ?*

6 - Aupetitgendre : *De l'eau à mon moulin désargentiste*

8 - Abelsonhn & Sanders : *Esquisse d'une gestion post-monnaire, fin*

16 - Billy & Sanders : *De l'achat à l'accès libre, fin*

24 - **PROSPER** : *Le proprio et son locataire*

31 - Lambert : « *Pour la maîtrise de leurs usages par les usagers* »

40 - Billy & Sanders : *L'expérience de la valeur et la valeur de l'expérience*

47 - Signaux et balises :

Méthode en 10 étapes pour prendre le contrôle d'une nation

Un scandale à vous couper les bras

La démocratie ne se réduit pas à l'élection

Le PARDEM tire la leçon

53 - **Entre nous** : Les commentaires de JFA (Aupetitgendre) : *Un catalogue de semences* ▢ *Un article sur le Q.E (quantitative easing)* ▢ *Le vent se lève (à propos du premier ministre)* ▢ *Jeff Halper : La guerre contre le peuple* ▢ *Ariane Vitalis : Les Créatifs Culturels (RegardS sur les acteurs du changement de société)*

57 - Gestion des sites

Fermeture du site PROSPERDIS.ORG

DESARGENCE.ORG - USOLOGIE.ORG

58-59 - **CIVI 2** (anticipation politique)

PROSPER

Les Salles, 30570 - VALLERAUGUE
responsable de la publication : Jean-Paul Lambert

ISSN : 1621-5540

Courriel : prosper.dis@wanadoo.fr

WWW : desargence.org